

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE
SUR LES
TERRITOIRES DU CAMEROUN
OCCUPÉS PAR LES TROUPES FRANÇAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 31 mai 1919, à 1 h. 1/2

PAR

LE COMMANDANT MARABAIL

President : M. LESEUR, professeur.

*Suffragants : { MM. SOUCHON, professeur.
PERREAU, professeur.*

PARIS
ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR
41, RUE VICTOR-COUSIN, 41

1919

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE
SUR LES
TERRITOIRES DU CAMEROUN
OCCUPÉS PAR LES TROUPES FRANÇAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 31 mai 1919, à 1 h. 1/2



PAR

LE COMMANDANT MARABAIL

President : M. LESEUR, professeur.

*Suffragants : { MM. SOUCHON, professeur.
PERREAU, professeur.*

PARIS
ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR
41, RUE VICTOR-COUSIN, 41

1919



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Nous ne traiterons pas dans cette étude de la partie du Cameroun placée sous l'administration anglaise. Il en sera de même des régions dites du Nouveau-Cameroun cédées à l'Allemagne en 1911 par la France.

Une note parue en effet dans le *Journal officiel* du Cameroun du 1^{er} novembre 1916 fait connaître que les territoires ayant fait partie antérieurement de l'Afrique Equatoriale française seront administrés par le Gouverneur Général de l'Afrique Equatoriale en qualité de commissaire de la République pour les dits territoires.

Toutefois, pour permettre de suivre plus clairement les explications des divers chapitres de cette étude, nous avons cru devoir soumettre une carte d'ensemble du Cameroun tel qu'il se trouvait au moment de la guerre.

Après avoir relaté dans notre Introduction les principaux faits qui ont marqué la conquête, nous traiterons, dans la première partie, de la géographie physique du Cameroun, de son climat, des races qui l'habitent et des nombreuses explorations qui y ont eu lieu.

Dans la seconde partie, nous étudierons tour à tour l'agriculture, l'industrie et le commerce. Pour montrer

l'essor que pourra prendre la colonie en ces trois matières, il nous a paru utile d'exposer tout d'abord l'état dans lequel elles se trouvaient à la veille de la guerre. Nous dirons ensuite le développement qu'en dépit d'une occupation toute récente, au caractère provisoire et avec les moyens les plus limités, nous avons su leur donner.

Dans la troisième partie enfin, qui est celle où nous avons surtout innové, nous analyserons longuement les nombreuses mesures prises par l'administration française. Afin de les rendre immédiatement compréhensibles, pour qu'on puisse saisir aisément les mobiles qui ont fait agir l'autorité de notre pays, nous indiquerons, au courant du sujet ou à la fin de chaque chapitre ou section de chapitre, les méthodes de l'administration allemande. Il nous sera ainsi possible de conclure par un résumé comparatif des procédés allemands et des procédés français.

INTRODUCTION

PRINCIPAUX FAITS QUI ONT MARQUÉ LA CONQUÊTE DU CAMEROUN

La conquête du Cameroun restera comme une des plus belles pages de l'histoire de la grande guerre. Aux périls des combats très nombreux qui s'engagèrent en face d'un ennemi tenace, courageux, abondamment pourvu en vivres et en munitions, vinrent s'ajouter en effet pour les troupes qui y prirent part les difficultés d'accès à travers un pays excessivement accidenté et les rigueurs d'un climat particulièrement débilitant.

Pour chasser le plus tôt possible les Allemands, les Alliés pratiquèrent ici une campagne d'encerclement. De vigoureuses attaques furent dirigées en conséquence sur les diverses frontières : par mer, du côté méridional, par l'Est et par la région septentrionale. Notre récit s'étendant sur un si vaste champ d'actions présentera, par le fait même, un caractère de décousu et de heurté.

*
* *

Sur la côte, les opérations débutèrent à la fin de septembre 1914 par une attaque de la petite canonnière

française *La Surprise* contre le poste de Cocobeach, situé près de l'embouchure du Rio Mouni, qui avait été autrefois l'un de nos postes de douane et faisait partie de l'antenne cédée aux Allemands en 1911. Le poste fut brillamment enlevé et le drapeau français flotta bientôt sur la maison de l'administrateur allemand.

Durant ce laps de temps, une expédition franco-anglaise, dont le commandement avait été confié au général anglais Dobell et qui comprenait un fort contingent de troupes françaises sous le commandement du colonel Mayer, se rendait par mer sur la côte du Cameroun transportée par une escadre franco-anglaise comprenant notamment le croiseur anglais *Cumberland* et le croiseur français *Bruix*. Après un bombardement qui dura trois jours, les Alliés s'emparèrent de la ville de Douala bien que les Allemands eussent coulé plusieurs bateaux dans le port pour en interdire l'accès. L'ennemi se retira alors dans l'intérieur pourchassé par nos troupes. Le 1^{er} octobre eut lieu près de Victoria un engagement au cours duquel l'adversaire laissa entre nos mains 300 prisonniers européens et de nombreux indigènes. Bonabéri, première station du chemin de fer du nord de Douala à N'Kongsamba, fut pris à ce moment.

Mais le général Dobell décida de dégager la ville de Douala dans un rayon de 15 à 20 kilomètres. Pour atteindre ce but, la colonne française du colonel Mayer attaqua le pont du chemin de fer de Japoma, sur la rivière Dilamba.

A la suite de sept jours d'opérations rendues très pénibles par les pluies continuelles, un terrain marécageux et une forêt impraticable, le pont fut occupé le 6 octobre et l'ennemi fut repoussé dans la direction d'Edéa.

Le 15 octobre, nous fûmes maîtres de Yabassi et d'Edéa. De leur côté, les Anglais prirent le 13 novembre, Buéa, le port de Victoria et Victoria.

La colonne Dobell-Mayer poursuivit sans relâche sa marche sur la voie ferrée de Douala à N'Kongsamba. Après avoir repoussé l'ennemi à Lum, elle atteignit le point terminus du chemin de fer. Le 19 décembre même, le village important de Baré, situé à 12 kilomètres de N'Kongsamba, dut capituler.

*
* *

En outre, une colonne formée à Mitzié, dans le nord du Gabon, fut lancée sur Oyem, le poste allemand placé à l'est de la colonie espagnole, dans l'angle ouest du territoire cédé aux Allemands. Une rencontre très vive eut lieu le 6 septembre à Mibang. Au début de décembre, le lieutenant-colonel Le Meillour, commandant la colonne, faisait connaître que l'ennemi s'était retiré à deux jours au moins de la frontière. De son côté, le capitaine Defert, parti en reconnaissance vers le Nord, avait regagné M'Vahdi le 16 novembre sans avoir subi aucune perte. La colonne de Mitzié, opérant une longue reconnaissance, s'était avancée au nord jusqu'au poste

allemand de Ettelen sur la route d'Oyem. Ce poste n'étant plus occupé par l'ennemi, les nôtres ne se heurtèrent qu'à une couverture insignifiante constituée par des tirailleurs indigènes et des partisans.

*
**

Plus importantes encore furent les opérations sur l'Oubangui et la Sangha et qui résultèrent des dispositions prises par M. Estèbe, gouverneur général p. i., et par le général Aymerich commandant supérieur des troupes. Deux colonnes furent constituées ; l'une sous le commandement du lieutenant-colonel Hutin, et envoyée sur la Sangha, l'autre sous les ordres du colonel Morisson et dirigée sur la Lobaye.

Déjà, au début de la guerre, une opération heureuse avait été accomplie du côté de Zinga sur lequel s'était dirigé le bateau des Messageries fluviales *Le Largeau*, réquisitionné et armé, qui arrivait le 6 août devant le poste allemand de Bonga au confluent de la Sangha et du Congo. L'équipage qui le montait s'emparait de ce poste et faisait prisonnière la garnison. Le 12 août, la colonne Morisson, en marche sur la Lobaye, entra à M'Baiki.

Parti de Bangui sur le *Fondère* le capitaine de Béon avait réussi à se rendre maître de Zinga le 7 août.

Le début de la campagne fut marqué dans la région de la Sangha par un incident malheureux. Le 22 août, les employés de commerce français d'Ouessou et de Nola,

pour prévenir l'offensive de l'ennemi, attaquèrent et incendièrent le poste douanier allemand de M'Biron. Mais les adversaires revinrent en force et reprirent le poste, tuant seize Français et onze miliciens ; quelques instants plus tard, ils s'emparèrent même du poste français d'Ouessou qui avait été évacué.

La colonne Hutin survenant à ce moment, l'ennemi fut obligé d'abandonner Ouessou dont un de nos administrateurs organisa la direction. Un violent combat se livra ensuite à M'Dougou et un poste avancé fut installé à Ngali, à mi-route entre Ouessou et Molondou.

Dès le début d'octobre, la colonne entra à Djembé, à 50 kilomètres au nord d'Ouessou, sur la Sangha et poursuivit sa route vers Nola. Tout d'abord, la liaison entre cette colonne et le poste d'Ouessou assurée par le lieutenant-colonel Hutin fut coupée par l'ennemi qui, disposant de nombreuses réserves, se rendit maître de Ndzimou et s'y fortifia. Des renforts furent demandés à Brazzaville qui les envoya immédiatement. Par le *Luxembourg* vapeur belge mis à la disposition du gouvernement français par le Gouverneur général du Congo belge, un détachement franco-belge monta à Ouessou en même temps que s'y rendaient pour prendre sur place les mesures nécessaires pour la bonne administration des régions occupées : MM. le général Aymerich commandant supérieur des troupes en Afrique Equatoriale française et Lucien Fourneau, lieutenant-gouverneur du Moyen-Congo.

Dès son arrivée qui eut lieu le 26 octobre, le général Aymerich décida de pousser l'attaque de Ndzimou qui opposa une vigoureuse résistance, mais que nos troupes enlevèrent cependant après deux jours de combat acharné. Pendant ce temps le lieutenant-colonel Hutin s'était emparé de Nola et le colonel Morisson, qui avait remonté la Lobaye par Kola et avait rejoint au nord de Nola la colonne principale, de Carnot et de Bania.

Désormais, la Sangha est libre : les colonnes de la Lobaye et de la Sangha vont pouvoir poursuivre de ce côté la conquête de la colonie allemande.

Malheureusement, on avait à déplorer pendant ces divers combats des pertes assez vives. De nombreux Européens avaient été blessés, au premier rang desquels était M. le gouverneur Lucien Fourneau qui fut grièvement atteint au moment où le *Luxembourg*, sur lequel il se trouvait à côté du général Aymerich, devenu la cible du tir de l'ennemi reçut des grêles de balles tirées par les mitrailleurs ennemis. Cette blessure a valu à M. Lucien Fourneau, qui avait été promu commandeur de la Légion d'honneur au mois d'août 1914, la citation suivante à l'ordre de la nation :

« Le Gouvernement porte à la connaissance du pays la belle conduite de M. Fourneau (Lucien-Louis), lieutenant-gouverneur du Moyen-Congo pour sa participation aux opérations de la colonne de la Sangha. Ayant appris qu'un fort parti allemand avec artillerie devait s'opposer à son passage s'est embarqué avec le Général

commandant supérieur et s'est tenu constamment sous un feu excessivement violent et efficace de mitrailleuses ennemies. Blessé légèrement au visage et grièvement à la poitrine, a refusé de se laisser transporter vers l'arrière donnant ainsi un beau témoignage d'énergie et d'abnégation ».

Selon les instructions du général Aymerich, le lieutenant-colonel Hutin continua sur la N'Goko sa poursuite de l'ennemi. Deux compagnies allemandes occupaient en effet sur cette rivière les postes de Ngali, Tiboundi et Molondou menaçant la région de Ouessou et tout le nord-est de la colonie du Gabon. Le 24 novembre, le lieutenant-colonel Hutin se dirigea sur Molondou. Le 14 décembre, la colonne, qu'était venu renforcer un détachement belge, prit Tiboundi puis, refoulant l'ennemi en des combats journaliers très violents, elle arriva le 19 au soir devant Molondou qu'elle investit aussitôt. Des combats acharnés eurent lieu les 20 et 21. Le lendemain l'ennemi s'enfuit dans la direction de Lomie abandonnant une partie de son matériel et de ses munitions.

A l'est, dans la région de la Haute-Sangha et de la Kadéï, la colonne du lieutenant-colonel Morisson poursuivit son avance. Après avoir occupé les postes du Moyen-Congo Koumbé, Carnot, Bania et Bouar, après avoir pris contact vers Bania avec la colonne Hutin, le lieutenant-colonel Morisson envoya deux détachements en reconnaissance vers Gaza et Batouri et qui se rejoignirent à Bérivé, sur la Kadéï, où eut lieu, le 30 novem-

bre, un engagement assez vif avec l'ennemi. Dès lors se succédèrent de violents combats à la suite desquels l'ennemi se replia toujours vers Batouri. Malgré la poursuite rapide de la colonne qui harcelait sans cesse l'arrière-garde ennemie, quand le lieutenant-colonel Morisson arriva le 9 décembre au matin à Batouri, les Allemands avaient la nuit même évacué le poste.

L'occupation de Batouri fut suivie du combat de Boubara qui se termina à notre avantage.

Le 5 février enfin, le poste de Bertoua, situé en plein Cameroun, près de la rivière Doumé, était occupé par nos troupes.

*
* *

L'invasion du nord du Cameroun a été accomplie à la fois par les troupes françaises du territoire du Tchad et par les troupes anglaises de la Nigéria.

Dès la déclaration de guerre, le général Largeau commandant le territoire du Tchad chercha à s'emparer du poste allemand de Kousseri.

Le 21 août Béhagle (Laï) fut attaqué par un fort détachement allemand. Après un combat acharné nos troupes durent céder mais, cinq jours après, elles reprirent le poste.

Le 27, le sultan du Logone, Karnak, auxiliaire des Allemands fut attaqué par les nôtres ; il fut tué au cours du combat et sa bande dispersée.

Le 25 septembre, vengeant l'échec de Kousseri, le général Largeau s'empara de ce poste sur lequel il fit

flotter nos couleurs. Il envoya ensuite une colonne sous le commandement du lieutenant-colonel Brisset contre le poste allemand installé à Mora et qui fut investi. A deux reprises, à l'aide de contingents franco-anglais, cet officier supérieur attaqua la position avancée de Bas-coum mais, malgré l'ardeur de ses troupes qui étaient parvenues de nuit à occuper la position, il ne put s'y maintenir et dut se retirer. Ne laissant autour de Mora que des effectifs suffisamment nombreux pour maintenir le blocus, il se porta en reconnaissance vers Maroua. Le 12 décembre, après plusieurs combats, le détachement allemand du capitaine Duhring qui occupait et défendait Marona l'évacua précipitamment en se repliant sur Garoua. Le lieutenant-colonel Brisset se porta ensuite vers Mao-Lui d'où il surveilla la région.

Cette action fut exercée de concert avec les troupes de la Nigéria. Dès le mois d'août en effet, une colonne partie de Yola, sur la Bénoué, avait occupé successivement Tep, Saratse et Garoua, mais elle avait dû céder à une forte offensive allemande et repasser la frontière : elle revint se joindre à la colonne française. Une seconde colonne de Nigéria avait été lancée d'Ikom, sur la rivière Cross, et avait occupé Nsanakang le 25 août ; mais, le 6 septembre, les Allemands avaient prononcé un retour offensif et cette ville avait été neutralisée pour recevoir les blessés des deux adversaires. L'attaque anglaise fut reprise et poussée jusqu'à Danari et le terrain s'étendant entre la Cross et le chemin de fer allemand fut déblayé.

Une troisième expédition était partie de Calabar le 29 août et avait occupé Archibong sur la route de Rio del Rey et de Buéa.

*
**

A la suite d'une entrevue du gouverneur général Merlin, du général Dobell et du général Aymerich, une offensive générale fut décidée : une coordination plus étroite des troupes alliées allait se manifester.

C'est le théâtre d'opération sud-Cameroun qui allait désormais retenir plus particulièrement l'attention.

A l'ouest, deux colonnes distinctes, l'une anglaise, l'autre française, sont formées sous les commandements respectifs des colonels Cockburn et Mayer et marchent parallèlement vers Eséka, empruntant, la première, la route carrossable d'Edéa à Yaoundé, la seconde, la plateforme du chemin de fer. D'autre part, mises en route le 15 octobre par le général Aymerich les colonnes de l'est-Cameroun constituent trois groupes qui partent respectivement de Deng-Deng, Bertoua et Doumé-Station et convergent toutes trois sur la Sanaga vers les chutes de Nachtigal, en cheminant, le premier groupe par Wenguelé, Sason, Eboko, le second par Simekoa, Bijeah, Tabéné, le troisième par Guenlé-Mandouka, Semini-Tabéné.

Une action dans la région s'étendant de Dschang à Banjo doit être menée par les tirailleurs anglais de Baré et N'Kongsomba en même temps que les troupes du

général Cunliffe, occupant alors la ligne Banjo-Tibati, exercent une menace sur Yoko et Founban.

Pour sa part, le colonel Brisset, déjà en route sur Tibati devait contenir l'ennemi qui se trouvait en sa présence et l'empêcher d'aller au secours de Yaoundé.

Quant à la colonne du sud-Cameroun, il lui échoit de continuer son mouvement sur Ebolowa.

On décide encore l'envoi à Campo d'un demi-bataillon pour fermer la frontière de la Guinée espagnole et pour soutenir la gauche de la colonne Miquelard-Le Meillour.

*
* *

Resté en contact permanent avec l'ennemi, le détachement de droite de la colonne de l'Est-Cameroun lui livre un engagement heureux à Gueulé-Mandouka.

Mais le lieutenant-colonel Hutin croit bientôt devoir rassembler ses forces plus au nord.

La colonne de gauche parvient à Abong M'Bang où le Colonel Morisson rassemble de Doumé-Station et de Bertoua toutes ses forces.

Parvenu à Doumé-Station le 18 octobre, le général Aymerich prend la direction effective de l'offensive générale. Le détachement de droite était alors concentré à Bertoua et à Doumé tandis que le détachement de gauche se rassemblait sur Abong M'Bang. Le 28, la colonne de droite se dirige sur les passages du Long, dans la région de Tina et d'Avoumetto, la colonne de gauche dans la direction de Jangama.

Sur ces entrefaites, le détachement Le Meillour-Miquelard se tenait toujours sur ses mêmes positions du Bitam et sur la ligne de N'Tem.

Le 31 août, nos troupes occupaient Minvoul, tandis que le 3 septembre une compagnie enlevait Akoafim et que l'ennemi se repliait sur Sangmelima.

Selon les mesures convenues, la colonne va progresser dans la direction d'Ambam et d'Ebolowa en même temps que le détachement de Campo doit, en gagnant Njablesan, couvrir son flanc gauche.

Le lieutenant-colonel Le Meillour concentre à Bitam les troupes du sud-Cameroun le 15 octobre. Il envoie une compagnie dégager Akoafim.

De leur côté, les troupes anglaises sous le commandement du général Cunliffe viennent appuyer dans le nord le mouvement général contre le réduit de la résistance allemande. Elles abandonnent la position de Dava-Mora et rejoignent à Ngaoundéré la colonne française du colonel Brisset.

Le général Cunliffe ordonne alors à ce dernier de marcher sur Tibati pendant que le détachement anglais de Takoum se dirige sur Kentou et que la colonne anglaise d'Ossidingué marche sur Bamenda.

A ce moment, les troupes alliées occupent un front d'encerclement qui peut se jalonner : lignes de la Kélé-Nkwé, Yabassi, Baré, Ossidingué tenues par les divers détachements du corps expéditionnaire franco-britannique du général Dobell ; Kotscha, Tinguéré, Ngaoun-

déré, M'Boulao occupées par les colonnes du nord-Cameroun du général Cunliffe et du colonel Brisset; Koundé, Deng-Deng, Bertoua, Abong M'Bang; Lomié, Aladé, Makéi avec la colonne de l'Est-Cameroun du général Aymerich, enfin la ligne de N'Tem tenue par la colonne Miquelard-Le Meillour du Sud-Cameroun.

On sait qu'un demi-bataillon débarqué à Campo doit fermer aux Allemands, en atteignant Njabesan, les routes de la frontière espagnole.

*
* *

La colonne Haywood quitte le 3 octobre Edéa avec Woum-Bigao pour objectif; une autre colonne anglaise s'installe à Sakbajème.

Le 8 octobre, le colonel Haywood rencontre l'ennemi à M'Bela et, de concert avec la colonne de Sakbajème, venue en toute hâte, le met en fuite.

La colonne française du colonel Mayer part de So-Dibinga avec pour objectif Esseka qu'elle atteint le 30 octobre.

Les deux colonnes s'organisent sur leurs positions et livrent ensuite plusieurs combats acharnés à l'ennemi qui dispute pied à pied le terrain.

La force principale avance alors le long de la route de Yaoundé; elle s'empare de deux fortes positions ennemies à l'est de Pugé, puis elle occupe Ngoung le 30.

D'autre part, la colonne du corps expéditionnaire avait quitté Baré le 12 octobre se dirigeant sur Dschang.

Le 14, elle forçait le passage de la rivière Mivé; le 15, celui de la rivière N'Kam; le 18, elle occupait une forte position à Sanschou, s'emparait de M'Bo le 20, atteignait Dschang le 6 novembre puis, le 21, Bagam où elle opérait sa jonction avec un détachement venu du Nigéria. Les deux colonnes réunies marchent alors sur la rivière Noun et s'emparent du Founban le 1^{er} décembre.

*
* *

Selon les ordres reçus, le colonel Brisset, chef de la colonne Nord-Cameroun entre à Tibati le 3 novembre. Le lendemain, il est rejoint par le détachement anglais venant de Tinguéré par Galim.

Après une entrevue avec le général Culinffe à Banjo, le colonel Brisset se dirige avec le détachement anglais sur Yoko dont il s'empare le 1^{er} décembre.

*
* *

De son côté la colonne de l'Est-Cameroun se met en marche le 28 octobre. Le 29, elle occupe N'Som.

Le 1^{er} novembre, le gros de la colonne passe le Long, à Tina, et le reste le 4 novembre.

Le 25 novembre, le détachement de l'Est-Cameroun est concentré à Abanda. Mais l'ennemi opère un vigoureux retour offensif et harcèle sans cesse nos troupes.

Le général Aymerich prend alors toutes les mesures de précaution; il déplace vers le nord sa ligne d'étapes et couvre la colonne de droite dans sa marche vers

l'ouest par une solide blanc-garde installée à Inwoghé-Tidena.

La colonne de droite franchit la rivière Sélé le 27 novembre tandis que le même jour la colonne de gauche quitte Abanda et enlève Ebogou-Doumou.

Apprenant que l'ennemi disposait de forces considérables à Mongousi, le général Aymerich constitue à Bouloum un groupe important de réserve.

Continuant sa progression vers l'ouest, le gros de la colonne de droite livre, le 29, un violent combat à l'ennemi à Mafo et s'empare ensuite du village d'Etoa-Ebogo.

De son côté, la colonne de gauche quitte Abanda le 27 avec Mongousi pour objectif et livre des combats heureux à Mesoa, Soumbo, Sindi, Inwoghé-Tidena. Sur les ordres du général Aymerich, la colonne de droite vient alors renforcer la colonne de gauche. Le 3 décembre, nos troupes s'emparent du village de Biso et le colonel Hutin entre le 4 à Mongousi.

A ce moment, le général Aymerich prend les mesures nécessaires pour assurer la couverture de la ligne de ravitaillement et du flanc gauche de la colonne de l'Est-Cameroun.

D'autre part, la colonne du Sud-Cameroun continue de se concentrer sur le N'Tem.

A la date du 1^{er} décembre, l'encercllement se resserre car Founban, Yoko, Molé, Etoa-Ebogo, Mongousi sont en notre pouvoir.

De leur côté, les colonnes Haywood et Mayer du corps expéditionnaire franco-anglais poursuivent l'ennemi dans les directions respectives de Dschang, Mangas et de Mangueles qu'elles occupent les 15 et 21 décembre. A leur tour, les colonnes de l'Afrique Equatoriale continuent leur progression prudente.

Le détachement de l'Est-Cameroun franchissait la Sélé le 6 décembre et délogeait le lendemain l'ennemi d'une crête où il s'était solidement organisé.

Informé que des partis ennemis nombreux sont rassemblés à Akonolinga, le général Aymerich suspend la marche en avant qui est reprise le 18 décembre seulement. La colonne de gauche chasse l'ennemi au delà d'Angoul-Tjenga.

Forçant le passage de la Boumana, la colonne de droite occupe le 22 décembre Olinga-Ejembé puis Angoula-Mendoula. Les 26 et 27 décembre s'engage au passage du marigot Apaa une action vigoureuse. L'ennemi évacue les villages fortifiés d'Ema-Mendouka, d'Alembé-Majok et d'Adji-Bidoungou. Les routes d'Akonolinga et de Yaoundé sont libres désormais.

Pour sa part, la colonne du Nord-Cameroun avait pris N'Gila et son avant-garde arrivait, le 26, à Ambada M'bou.

Le général Aymerich décide alors de porter vers l'ouest tout son détachement. La colonne de droite, par Afa-namwé et Nyoré, devait chercher à se joindre avec la colonne du Nord-Cameroun et lui faciliter, si c'était

nécessaire, le passage de la Sanaga ; la colonne de gauche devait marcher par Dounga-Boumo et Touloukoé.

Le 5 janvier, le général Aymerich était à Bito-Bitouma et le 8, à la tête de la colonne de droite, il entra dans Yaoundé suivi par la colonne du Nord-Cameroun tandis que le groupe de gauche de l'Est-Cameroun se portait à Minloukou-Aléba.

Le colonel Haywood, commandant la colonne anglaise du corps expéditionnaire franco-britannique, était entré le 1^{er} janvier à Yaoundé qu'avaient évacué ses occupants.

Dès son arrivée à Yaoundé, le général Aymerich prend la direction générale de l'ensemble des opérations. Il fait poursuivre les derniers contingents allemands qui tenaient encore toute la région Sud-Cameroun de Sangmelima à Ebolowa.

La colonne Haywood, sur la route de Widemengue, pourchasse l'ennemi. Le 15 janvier, la colonne de droite de l'Est-Cameroun rejoint la colonne Haywood et les deux détachements réunis continuent vers Ebolowa la poursuite de l'adversaire.

Le détachement anglais du major Cooles marche sur Olama et le détachement français du lieutenant-colonel Faucon sur Fouera tandis que le colonel Hutin occupe Akonolinga. Le colonel Brisset était resté à Yaoundé.

Pour couper la retraite aux ennemis qui se dirigent vers la Guinée espagnole, le général Aymerich envoie des renforts au groupe de Campo qui occupe Nyabasan

afin de lui permettre d'effectuer le plus tôt possible sa jonction avec la colonne Le Meillour arrêtée sur la rive gauche du N'Tem par de forts contingents ennemis.

Le 17 janvier, le major Cooles repoussait les Allemands à Assi et occupait Elabé le lendemain. Pour sa part, le lieutenant-colonel Faucon entra le 19 à Ebolowa où le rejoignaient et le dépassaient le 22 une colonne anglaise et une colonne française qui parvenaient à N'Kan le 26 janvier et le 27 à Ekako.

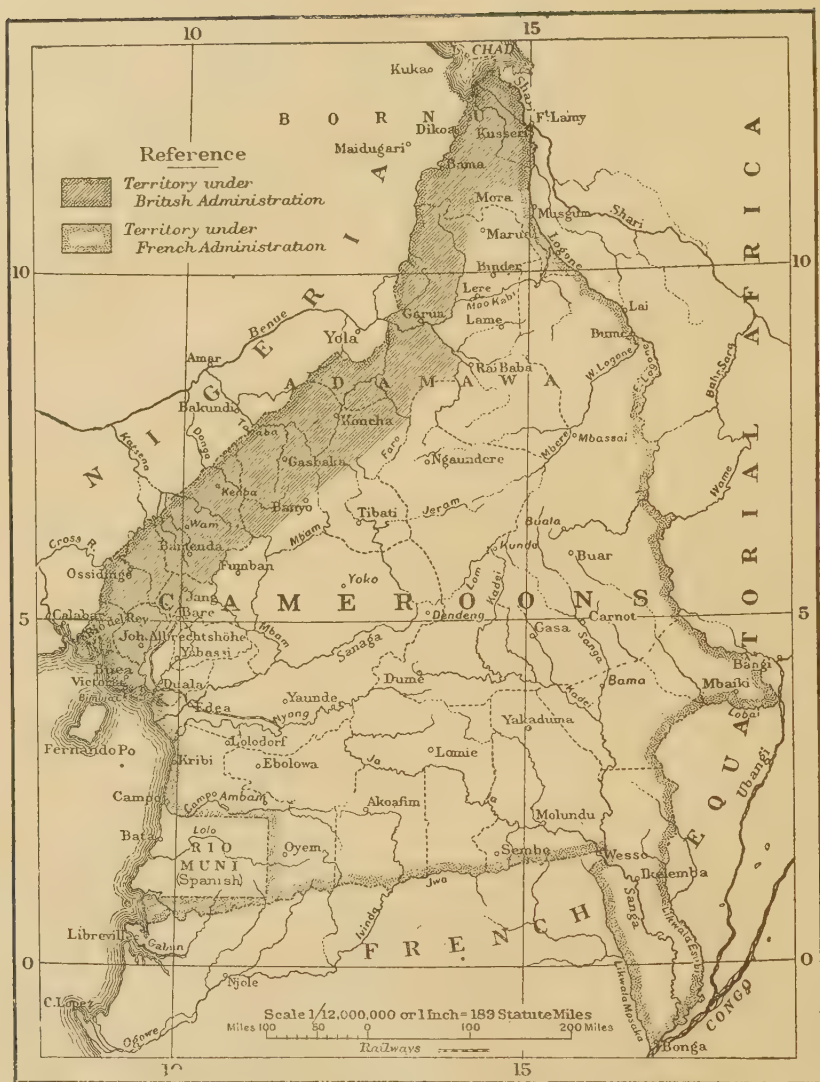
Le colonel Hutin s'emparait le 28 janvier de Sangmelima, tandis que les autres fractions des forces franco-anglaises recevaient l'ordre de marcher de leurs divers emplacements sur N'Goa. Franchissant le N'Tem, deux compagnies de la colonne Morisson atteignaient cet objectif et opéraient la liaison les 9 et 10 février avec la colonne Sud-Cameroun. Un peu plus à l'est, le colonel Miquelard s'emparait de Mekounou et de Majo.

Passant la frontière, les Allemands avaient demandé asile aux Espagnols qui, conformément aux principes du droit international, les désarmèrent.

Dès qu'il eut appris la fuite en Guinée espagnole des forces allemandes, le Commandant du poste de Mora, qui résistait encore, signa la capitulation.

Cette glorieuse campagne était terminée. Par le résumé que nous venons de présenter on comprend la grandeur de la tâche qui dut être exécutée ici. Il est permis de conclure que les soldats qui, endurant les plus rudes épreuves, accomplirent de longues marches à travers les

forêts et les marécages, luttèrent avec tant de vaillance contre un ennemi animé du plus vif courage, supportèrent d'une manière si stoïque les rigueurs du climat, se sont montrés les dignes émules des héros de la Marne, de l'Yser et de Verdun.



La division administrative du Cameroun.

(Carte du Geographical Journal).

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Eléments de géographie physique. — Orographie. — Altitude moyenne des montagnes. — Hydrographie. — Historique. — Explorations. — Expéditions. — Missions. — Traités.

Le Cameroun est compris entre le 8° degré et le 19° degré de longitude est et entre le 2° et le 13° degré de latitude nord. L'enclave de la Sangha descend cependant un peu au-dessous du 1^{er} parallèle au sud de l'Equateur.

Le nom de Cameroun vient du mot Camarao (crabe) que lui donnèrent les Portugais qui découvrirent ces rivages au xv^e siècle.

Dans la partie qui nous occupe, on peut diviser le Cameroun en : Pays-bas du Cameroun, Cameroun méridional, Plateau central du Cameroun et Cameroun nord.

Pays-bas du Cameroun. — L'entrée du golfe du Came-

roun, resserrée entre le cap Cameroun et la flèche de sable de Souelaba, n'a que 8 kilomètres de large. La baie reçoit les eaux du Moungo, du Wouri, du Dilamba et aussi, par un bras latéral, une partie des eaux de la Sanaga. Ces fleuves sont coupés de chutes à l'endroit où commence la zone côtière, formée de sédiments gréseux de l'époque tertiaire. Leurs eaux boueuses déposent des alluvions qui augmentent sans cesse la surface continentale. Par suite, le golfe est entouré d'une ceinture de marécages pestilentiels, couverts d'un inextricable fourré de palétuviers et de cocotiers. La baie n'a qu'une profondeur variant entre 1 et 10 mètres; une barre placée à 6 mètres au-dessous du niveau marin empêche les grands navires de pénétrer dans l'estuaire jusqu'à Douala. Des travaux de drainage seront entrepris pour remédier à cet état de choses.

Au delà de la zone basse des palétuviers s'étend, jusqu'aux hauts plateaux de l'intérieur, le domaine de la forêt primitive, toujours verte et remplie d'une multitude d'arbres dont plus de cinquante espèces de bois utiles ont été déjà reconnues.

Des schistes noirs bitumineux, susceptibles de brûler après un léger échauffement, ont été découverts près de Douala. Dans la région d'Edéa ont été relevés également des traces de fer magnétique et de cuivre.

Malimba, à l'embouchure du Dilomba, forme en quelque sorte la limite entre le Cameroun central et méridional.

Cameroun méridional. — Le Cameroun méridional présente l'aspect général d'un plateau d'une altitude minima de 500 mètres. Autour de Yaoundé et de Lolororff jusqu'à la Pfalla, affluent du Nyong, et jusqu'à Akoafim les croupes montagneuses dépassent l'altitude de 750 mètres; quelques-unes atteignent les hauteurs de 1.000 à 1.500 mètres.

Sur les crêtes, le sol est formé de granit ou de gneiss; ailleurs, il est fait de latérite. Le niveau ne s'abaisse vers l'est au-dessous de 500 mètres que dans les vallées inférieures du Kadéï, du Boumba et de N'Goko.

La forêt qui, nous l'avons vu, commence près de la côte finit en deça de Yaoundé et au Lobo, affluent du Dja. La savane s'étale ensuite, mais les étendues boisées réapparaissent dans les vallées jusqu'à Dume et à Kadéï et dans les régions du sud-est comme le bassin de Boumba. Formant la lisière de la grande forêt vierge, les palmeraies couvrent le pays de la bouche du Dja à l'ouest de Lomié.

Le plus important des fleuves, la Sanaga est, avec son lit parsemé de sables mobiles, impropre à la navigation au-dessus d'Edéa.

Quant au Nyong, il est navigable sur 35 kilomètres en partant de la mer. Au-delà, il est semé de rapides jusqu'à Mbalmayo. De ce point à Abong M'Bang, il peut porter de petites embarcations. Mais, pendant les années de sécheresse, la navigation est impossible durant trois mois et demi pour des bateaux ayant un tirant d'eau de

o m. 80. De grandes dépenses seront nécessaires pour rendre ce fleuve navigable durant toute l'année. Les sources du Nyong sont à une distance seulement de 60 kilomètres du Doumé qui est navigable pour les petites embarcations jusqu'à Ndimbelé.

Pour sa part, le Ngoko peut être remonté, même à l'époque des basses eaux, jusqu'à Molondu où la rivière est barrée par les chutes de Plehn. De Dongo à la source on compte quatre biefs qui ne sont navigables que pour les petites barques.

Le Campo enfin a trop de rapides pour qu'on puisse utiliser ses eaux.

Haut-Plateau central. — Situé dans la partie confiée à la garde de l'Angleterre, le mont Cameroun, dont l'altitude atteint plus de 4.000 mètres, prolonge le soulèvement volcanique des îles du golfe de Guinée; il est le commencement d'une chaîne de volcans éteints, orientée du sud-ouest au nord-est. On y remarque le mont Roumpi, où se voit un lac de cratère, le lac des Eléphants dans lequel le Méme prend sa source, les montagnes de Manengouba qui sont un centre hydrographique important.

Le soulèvement de Manengouba, formé de trachyte et de basalte, est limité, à l'ouest, par la ligne de rupture que forment la vallée supérieure du Moungo, la vallée de Kidde qui en est le prolongement septentrional et la plaine Mbo. Cette dernière est surplombée, au nord et à l'est, par de hauts escarpements qui, avec leurs

crêtes allongées, font ressembler, paraît-il, ces montagnes à certaines parties du Jura suisse.

Les versants sud du Koupe et du Nlonako sont garnis d'une épaisse végétation forestière. Le poste de Baré marque la limite septentrionale atteinte de ce côté par la zone de la forêt tropicale.

La zone montagneuse qui s'étend de Manengouba aux mont Bansso, flaque, à l'ouest, les hauts plateaux qui occupent tout le centre du Cameroun. Leur altitude minima est de 1.000 mètres dans la partie occidentale et septentrionale, 700 mètres dans la partie méridionale et orientale. Par endroits la surface est surmontée de pics granitiques ou, comme aux environs de Ngaoundéré, de dykes de basalte. Ils s'inclinent vers le sud par degrés successifs. Les eaux du Lom, (cours supérieur) de la Sanaga et de ses affluents le Djerem et le Mobam, grossi du Noun, ont creusé dans l'épaisseur de longs couloirs. A l'est du massif de Bansso, entre les sources du Mbam et celles de Donga, affluent de la Bénoué, la largeur des hauts plateaux se trouve réduite à un isthme de 100 kilomètres à peine. Elle mesure 400 kilomètres environ au nord de Bertua.

Entre le Nyong et la Sanaga, la savane s'étale dans le pays de Yaoundé.

Au sud, nous avons vu que le plateau s'abaisse par gradins ; au nord, au contraire, il est bordé généralement par des chaînes de montagnes à travers lesquelles les rivières se sont ouvert des passages. Sur le front nord-

ouest, les masses montagneuses, profondément entaillées par l'érosion, s'effrangent en promontoires séparés. C'est dans une véritable gorge que s'engage la route de Banjo (1.100 mètres) à Gaschada; il en est de même de la route de Banjo à Kontcha et de la route de Tingère à Kontcha. A l'est du Mao-Dao et de Kontcha se dresse d'abord le massif de l'Almi (1.660 mètres) puis s'allongent plusieurs chaînes parallèles dont la plus avancée, semblable à une véritable muraille, est la chaîne de Mana (1.800 à 2.000 mètres). La rivière Faro coupe cette ligne de hauteurs; elle descend de 400 mètres en 30 kilomètres avant d'atteindre le bord du plateau (500 mètres d'altitude) qui se relève dans la chaîne de Mbang. Les routes partant de Ngaoundéré vers le Nord présentent de fortes déclivités avant d'arriver en plaine. La chute du plateau devient moins brusque au-dessus des plaines de Bumbandjida et du pays Laka.

Des soulèvements isolés que l'érosion a détachés de la masse des plateaux se trouvent en avant des chaînes bordières: tels sont les monts Chelchi (2.000-mètres) Atlantika (1.400 mètres) et Toja au sud de Yola et le massif de Sari (2.200 mètres à l'est du Faro.

Cameroun nord. — A l'exception de ces massifs insulaires et des monts basaltiques de Mandara s'étend, de la lisière des Plateaux jusqu'au lac Tchad, une vaste plaine au sol généralement argilo-sableux.

La partie la plus basse, la vallée de la Bénoué, à l'ouest de Rei Bouba et de Adouméré, est à un niveau au-dessous

de 250 mètres. A la saison des pluies, le fleuve, grossi du Faro, atteint une largeur de 1.500 mètres.

La Bénoué peut être remontée deux fois par an, août et septembre, par des vapeurs monoroues à fond plat jaugeant 800 tonnes.

Le Faro est navigable sur 120 kilomètres environ ; au-delà il devient impraticable et parcourt une vallée déserte, infestée par la tsé-tsé.

Au nord-ouest de Garua, s'alignent des vallées marécageuses. Ailleurs, au-delà de la Bénoué, domine le grès gris. Au nord des monts Mandara (600 mètres) dans le Bornou, c'est la plaine immense, tour à tour marécageuse et poussiéreuse.

Historique. — C'est en 1868 qu'un armateur de Hambourg, M. Wœrmann, fonda à Douala une maison de commerce.

De leur part, depuis 1845, des missionnaires anglais baptistes s'étaient établis à Victoria qui, jusqu'en 1884, fut une sorte de république relevant de la maison baptiste de Londres. Le 10 juillet de cette année, une canonnière anglaise pénétra dans l'estuaire du Cameroun, mais le consul anglais n'était pas à bord. Ce même jour arrivait *Le Mowe* portant le commissaire allemand Nachtigal. Le 19, le consul anglais Hewett, venu sur la canonnière *Flirt*, protesta officiellement contre cette démonstration allemande, mais Nachtigal hissa le drapeau de sa nation à Bimbia, à Malimba et à Petit Batanga. De leur côté, les Anglais arborèrent leur pavil-

lon à Victoria et revendiquèrent la propriété de la côte de Rio del Rey. Après quelques négociations, ils renoncèrent à ce dernier territoire. Poussés par eux, les indigènes se soulevèrent contre les Allemands. Le gouvernement de Berlin envoya une escadre commandée par le contre-amiral Knorr dont les trois cents marins usèrent de représailles. Le consul Hewett, reparaissant sur la canonnière *Watchfull*, renouâla ses protestations, mais vainement. Des pourparlers engagés aboutirent à un arrangement en 1886. Les établissements anglais de Douala furent achetés 40.000 marks par la mission bâloise. Le gouvernement britannique se déclara prêt à céder la colonie de Victoria dès que la mission allemande aurait fait l'acquisition des terrains. Devenue moyennant 55.000 marks propriétaire, la mission rétrocéda Victoria au gouvernement allemand.

L'occupation des nouveaux territoires ne fut pas immédiatement réalisée. La pénétration commença vers 1887 par des expéditions militaires et des missions d'étude.

Le premier établissement des Allemands dans le Cameroun méridional fut la station de Yaoundé fondée, en 1887, par le capitaine Kund et le lieutenant Tappenbeck. Tandis que les nouveaux maîtres du Cameroun demeuraient inactifs, les explorateurs français obtenaient des résultats remarquables. La mission Crampel franchissant la ligne de partage entre l'Ogooué et le Congo découvrait, en janvier 1889, la rivière Djà puis, se

dirigeant vers l'ouest, descendait le Ntem. Au printemps de 1890, l'administrateur Cholet remontait la Sangha. Arrêté par des bancs de sable, il s'engagea dans le Ngoko qui coule plus profond dans un lit plus resserré entre des rivières plus hautes. Arrivé non loin du territoire allemand, il rebroussa chemin ; il avait été partout très bien accueilli par les indigènes, avait signé des traités avec les principaux chefs et étudié les ressources commerciales du pays, particulièrement riche en ivoire et en caoutchouc. L'année suivante, le gouverneur de Brazza envoya les missions Gaillard et Fourneau : le premier fondait le poste de Ouessou, le second compléta les études de Cholet et poursuivit l'exploration de la Sangha. De Brazza prit ensuite le commandement d'une expédition destinée à assurer l'influence française dans cette région. Le poste de Carnot fut établi, en 1894, par M. Clozel. A cette date, aucune expédition allemande n'avait paru sur la Sangha, cependant les Allemands réussirent à obtenir, par la convention franco-allemande de 1894, un accès dans cette rivière et à prendre ainsi pied dans le bassin du Congo.

En 1895 commencèrent les explorations du lieutenant von Stein qui, pendant dix ans, allait parcourir les bassins du Djà, du Nyong et du Doumé. En 1897, trois ans par conséquent après le traité qui avait étendu jusqu'à la Sangha l'hinterland du Cameroun, eut lieu la première traversée, d'ouest en est, de Yaoundé à Ouessou. Le lieutenant de Carnap et le lieutenant von Stetten

furent les premiers Allemands qui naviguèrent sur la Sangha. En même temps, le lieutenant von Stein et le docteur Plehn occupaient Moloundou, sur le Djà. Pendant les années suivantes, le lieutenant von Bulow soumit les Boulé et fonda la station d'Ebolowa ; le docteur Plehn explora le Ngoko, son affluent le Boumba et fut tué près de Yokaduma ; le lieutenant von Stein et le médecin-major Høsemann reconnurent que le Djà était le cours supérieur du Ngoko.

Relatons encore les expéditions du capitaine Scheuenemann pour maintenir les Njem dans la soumission et assurer les communications entre les pays de la bouche du Djà et la côte. Une station militaire fut établie à Lomié. Une autre expédition fut dirigée, en 1905, par le colonel Muller dans le Manengouba. A leur tour, la même année, les Makas s'étaient soulevés interceptant toutes les routes conduisant au Njong. Jusqu'en 1910, daté de sa mort, le major Dommik, commandant la station de Yaoundé, eut à réprimer des troubles provoqués en grande partie par les procédés inhumains de trafiquants blancs.

Quant au nord du Cameroun, les expéditions scientifiques de Barth, Nachtigal et Flégel le firent connaître. Le premier (1851) vit le cours inférieur du Logone et de la Bénoué, à son confluent avec le Faro. Le second (1869-1873) recueillit des informations sur le cours moyen du Logone. Flégel (1879-1885) remonta la Bénoué jusqu'à sa source et parcourut les sultanats de Ngaoun-



Cliché Section Photographique de l'Armée.

Fig. 1. — Les Conquérants du Cameroun. — Prise d'armes de tirailleurs
au poste de Yaoundé.



Cliché Section Photographique de l'Armée.

Fig. 2. — Aspect de la contrée traversée par le chemin de fer du Nord.

prise devait se relier à celle du capitaine Monteil, qui avait pris pour objectif la ligne Saï-Kouka, et aux entreprises de Crampel, Neboul et Djowski qui allaient de l'Oubanghi jusqu'au Chari. Mizon arriva, par la Bénoué, à Yola le 20 août 1891 ; il y séjourna jusqu'au 15 décembre ; il gagna ensuite en janvier 1892 Ngaoundéré, franchit la ligne de partage entre les bassins de la Bénoué et du Congo puis, par Gaza, rejoignit l'expédition dirigée par de Brazza au confluent du Kadéï et du Mambéré. A cette date, le capitaine Monteil ayant accompli un voyage comparable à celui de Barth était reçu par le cheik de Kouka, la capitale du Bournou. Quelques mois plus tard, Maistre, exécutant le plan de Crampel, découvrait le Gribingui et le cours supérieur du Chari, et retrouvait les itinéraires de Barth, de Nachtigal et de Flégel. Quittant le Logone à Laï, il prenait la direction de Lame et de la Bénoué et passait à Yola en janvier 1893. Une troisième expédition aboutissait en ce point, celle de Ponel, qui refit en sens inverse le voyage de Mizon suivant l'itinéraire Bania, Gaza, Ngaoundéré ; un traité de protectorat fut signé par l'émir de Yola.

L'Allemagne décida alors d'envoyer dans l'intérieur une mission chargée d'assurer la possession de l'Adamoua et de pénétrer ensuite dans le Baguirmi en explorant les rives du Chari. La direction de l'entreprise fut donnée au baron von Uchtritz et au docteur Passarge. Les explorateurs purent passer sur le territoire de la

Compagnie du Niger; ils arrivèrent à Yola en octobre 1893. Le lieutenant von Stetten avait conclu auparavant avec le sultan Zoubir un traité dont la valeur fut contestée par le gouvernement français et dont le gouvernement anglais ne tint aucun compte car il s'attribua la possession de Yola et de la rive occidentale du Tchad par le traité anglo-allemand du 15 octobre 1893. Ce traité abandonnait aux Allemands tous les territoires à l'est, quoique l'expédition Uchtritz n'eut pas dépassé Maroua et bien que, depuis le temps de Barth, aucun Allemand n'eut paru sur les rives du Tchad. Le gouvernement français, qui n'avait pas été consulté, s'empressa d'envoyer à Berlin une commission pour soutenir nos droits. Les Allemands invoquèrent l'arrangement de 1885 qui avait reconnu à l'Allemagne les territoires situés à l'ouest du méridien 12,4°; ils prétendaient que cette stipulation était valable, non pas seulement pour le Cameroun méridional, mais pour toute la colonie. La France obtint comme voie d'accès à la Bénoué le Mao-Kebbi et les villes de Lame, Kounde, Gaza et Bania. Le territoire allemand s'étranglait à la hauteur de Bifara, de manière à n'avoir plus qu'une centaine de kilomètres de largeur pour s'étaler ensuite au nord du 10° latitude sur 500 kilomètres et finir en « bec de canard » au Chari.

En 1899, le sultan de Tibati fut défait par le capitaine von Kamptz.

Les incursions de Rabah avaient empêché l'expédi-

tion Uchtritz-Passarge d'aboutir ; il s'était taillé un royaume dans le Bornou et avait fait de Dikoa sa capitale. Le commandant Lamy renversa à Kousseri cette puissance redoutable. Au même moment les Français Lenfant, Kieffer, Lœfler, l'administrateur Bruel étudiaient le Bornou, le cours inférieur du Logone, le Mao-Kebbi, le Chari et le Bahr-Sahra. Ce sont leurs travaux qui firent connaître aux Allemands la valeur du Haut-Cameroun. Dès lors ils s'attachèrent à prendre possession de ces riches pays. Une expédition, venue du sud de la colonie et commandée par le lieutenant Dominik, marcha du pays Woulé par Banjo sur Kontcha et Tchamba et parvint à Garoua en janvier 1902. Le colonel Pavel qui le suivait continua jusqu'au Bornou. A Dikoa, il rencontra le capitaine Dangeville et l'anglais Mac Carthy Morrogh. Il se trouva à Kousseri en mai et revint par Adounré, Réi-Bouba et Ngaoundéré. Sur les rapports enthousiastes qu'il rédigea, le gouverneur de la colonie, de Puttkamer, se rendit, en 1903, dans le Haut-Cameroun. Le massif du Mandara, déjà visité en 1902 par Dominik, fut exploré, en 1905, par le capitaine Zimmermann. Le cours inférieur du Logone fut reconnu par les missions allemandes Stieber, von Bulow, Strumpell ; des postes militaires furent établis à Bongor, Bondongour, Mani Him et Miltou.

Citons encore les remarquables expéditions du lieutenant Lancrenon et du commandant Lenfant. Le premier fut chargé, en 1905, par le commissaire Gentil de

rechercher et d'étudier les routes reliant la haute Sangha à Laï que nous venions d'occuper. Parti de Kounde, il étudia le système hydrographique du Mbéré et de ses affluents. Les années suivantes le commandant Lenfant allant, en sens inverse, de Laï à Carnot, révéla l'existence du plateau de Yade et découvrait ainsi la route du Congo au Tchad car c'est là qu'aboutit la route de la Sanaga au Tchad.

Le traité de 1894 spécifiait qu'aux lignes idéales ayant servi à fixer les frontières on substituerait un tracé déterminé par la configuration naturelle du terrain. Les opérations effectuées sous la direction du commandant Moll et du capitaine von Seefried, pour la frontière orientale, par le capitaine Cottés et le capitaine Fœrster, pour la frontière sud, préparèrent l'œuvre de la convention du 18 avril 1908.

Les travaux de la commission établirent que Binder, dont les Allemands avaient hâtivement pris possession, se trouve au sud du 10^e et par conséquent appartenait à la France. Lee fut alors occupé par le lieutenant-colonel Gouraud. En 1903, le capitaine Lenfant avait démontré la possibilité de faire passer une embarcation du Mao-Kebbi, c'est-à-dire de la Benoué, au Logone, par les marais du Toubouri. Les études poursuivies depuis par les missions Audoin, Mercier, Favre et Varigault ont fait voir que cette communication est accidentelle, intermittente et incertaine; néanmoins cette voie, par laquelle se fit en 1909 le ravitaillement de nos pos-

tes du Tchad, nous rendit des services appréciables.

Les capitaines Lenfant, Lœfler et Favre reconnurent aussi l'extrême fertilité de cette plaine du Mao-Kabbi, habitée par la dense population des Moundangs. Les coloniaux allemands avaient regretté, en 1908, de ne pas avoir adjoint au Cameroun cette riche « colonie », ce chemin naturel de Garoua à Tsebe, sur le Logone. Ils les obtinrent en 1911 et nous cédèrent, en retour, la bande de territoire comprise entre le Ba Ili et le Chari laquelle complétait la pointe du bec de canard, gagné par nous en 1908.

Le tracé de cette époque attribuait à l'Allemagne un triangle dont le sommet était formé par le confluent de la Wina et du Mbere ; il remontait le cours de cette rivière et contournait à l'ouest la ville de Koundé, nous laissant aussi Gaza, comme l'avait stipulé la convention de 1894 ; la Sangha devenait la limite du Cameroun, au sud de Nola, à partir du confluent du Njoué.

A la suite de cet accord, la superficie du Cameroun qui comptait primitivement 495.000 kilomètres carrés se trouva portée à 790.000 kilomètres carrés.

Ajoutons que l'abornement et la délimitation de la frontière espagnole de Muni devinrent définitifs en 1910.

Parmi les savants qui ont le mieux fait connaître le Cameroun, citons le docteur Weissenborn, zoologiste ; Zenker, naturaliste ; J. Braun et le docteur Preuss, botanistes. Nommons encore Rohrbach, Moisel-Hassert, Thorbecke, Zienmann et Zingraff.

Il convient de retenir dès maintenant le grand rôle joué par les explorateurs français dans la reconnaissance du Cameroun.



Cliché « Comité de l'Afrique ».

Carte du Cameroun.

CHAPITRE II

Climat. — Saisons. — Vents dominants. — Pluie. — Grêle. — Orages. — Flore. — Faune. — Races. — Hygiène. — Santé publique.

Climat. — D'une manière générale, le climat du Cameroun est très insalubre et astreint l'Européen à de grandes précautions.

Pays-Bas du Cameroun. — Ici le climat est très chaud et très humide.

Les saisons ne sont pas délimitées.

Cameroun méridional. — Avec l'altitude, le climat devient meilleur et certains postes jouissent d'une température très supportable. Mais, là encore, les saisons ne sont pas bien marquées.

Plateau central. — Le climat, depuis Fumban jusqu'à Ngaoundéré, est assez tempéré.

Il y règne deux saisons bien marquées : la saison sèche et la saison des pluies.

Cameroun nord. — Le climat est tempéré.

La saison sèche et la saison des pluies y sont bien délimitées.

La saison des pluies commence en mai : elle atteint son maximum en juillet. Le sol disparaît parfois sous

une nappe d'eau qui atteint 0,40. Au mois d'octobre, la saison sèche venue, un vent froid sévit presque constamment de l'est, le thermomètre descend la nuit jusque près du point de glace et monte rarement le jour à plus de 20°.

Vents dominants. — Dans les Pays-bas, le Cameroun méridional, le Plateau central et le Cameroun nord, les vents dominants sont ceux de l'est et de l'ouest; ils soufflent parfois avec la plus grande violence.

Pluies. — Nous soumettons à la page suivante les chutes de pluie dans les différents points du Cameroun.

Grêle. — Des chutes de grêle se produisent parfois. Nous en avons noté deux, en 1917, à Bana et à Kouti. Les grêlons étaient assez gros, mais ne tombèrent que quelques secondes.

Orages. — De violents orages éclatent partout et arrivent d'une manière soudaine. Ils produisent un bruit assourdissant et entraînent de très fréquentes chutes de la foudre. Chaque année de nombreux indigènes en sont les victimes, comme nous l'avons constaté nous-même à Yaoundé en avril 1918.

Flore. — La flore du Cameroun est des plus riches et des plus variées.

Sur le bord des rivières se remarquent les bananiers, de longs roseaux, des joncs, des rotins et quelquefois des bambous. Quelques palmiers, des fougères, des solanées arborescentes, des orchidées et des rosacées croissent également sur leurs rives.

Tableau des chutes de pluie dans les différents postes.

Localités	Hauteur en millimètres 1911	Hauteur en millimètres 1912	Nombre de jours de pluie en 1912	Observations
Garoua . . .	887	880,3	66	Manque le renseignement pour Ngaoundéré pour 1911.
Banjo. . . .	2.006	1.482,3	138	
Ngaoundéré. .	»	1.849,2	135	
Yoko.	1.570	1.247,1	88	
Fumban . . .	»	1.764,3	148	
Yaoundé. . .	1.393	1.392,3	113	
Doumé	1.434	1.996,4	118	
Lomie	1.553	1.624,2	148	
Ebolowa. . . .	1.520	1.736,7	148	
Lolodorff. . .	1 915	5.461,9	»	Manque le renseignement pour Lolodorff en 1912.
Douala	»	4.625,6	204	Manque le renseignement pour Douala en 1911.
Edéa	2.191	2.626,7	163	
Kribi.	2.090	2.965,3	184	
Campo	2.162	2.752,7	154	

Dans la forêt vierge se trouvent une variété infinie d'arbres dont quelques-uns sont des essences les plus précieuses et les plus utiles. Citons notamment l'ébène,

l'acajou, le bois rouge, le *chlorophora excelsa*, le fromager, le njabi, le bongossi et l'okoumé. Au milieu de ces arbres, s'étendent des bananiers sauvages, des dracœna, des fougères arborescentes et des lianes gigantesques qui donnent à la forêt équatoriale cet aspect grandiose si bien décrit par Stanley.

Dans la région des savanes croissent de hautes herbes qui atteignent parfois quatre mètres.

Parmi les arbres fruitiers, se remarquent le bananier, le papayer, le limonier, le goyavier, l'avocatier, le manguiier, le citronnier et l'oranger.

Les ananas poussent ici très bien.

Presque tous les postes possèdent de nombreuses variétés de rosiers dont les fleurs ne le cèdent en rien en beauté et en parfum à celles de France.

Faune. — La faune du Cameroun est également très variée.

Les carnivores sont représentés par la fouine, la loutre et la civette.

Au nombre des félins se trouvent le lion, la panthère, une sorte de guépard ; le chat domestique y est assez rare ; il en est de même du chien.

Dans la forêt se remarque l'éléphant, qui se tient surtout dans les régions de Manengouba, d'Akonolinga et de Doumé. On y voit aussi en assez grand nombre des gorilles et des chimpanzés.

Pendant notre séjour à Yaoundé deux petits gorilles capturés vivants nous furent apportés. Il nous paraît

utile d'exposer les remarques qui furent faites au cours de cet élevage très spécial.

Le gorille se nourrit surtout de fruits, d'une baie rouge que contient en grand nombre la forêt et qui constitue son mets de prédilection. Il aime beaucoup les bananes et s'habitue fort bien au pain et au riz cuit et légèrement salé. Il est très friand du lait de vache. Peu intelligent, il s'attache d'une manière excessive à son maître et il faut user d'un subterfuge pour pouvoir se séparer de lui. Quand il est en colère ou qu'il s'ennuie il pousse des cris presque humains.

Le gorille vit par bandes et se tient surtout dans les endroits chauds et humides ; il s'abrite la nuit sous des claies qu'il façonne avec les branches des arbres. Il défend ses petits jusqu'à la mort. Généralement il marche sur ses quatre mains, mais pour observer l'horizon et voir si aucun ennemi n'arrive il se dresse sur ses mains de derrière en frappant violemment sa poitrine avec ses deux mains de devant ; sa taille dépasse parfois 2 mètres. Les Allemands avaient pris des mesures spéciales pour la conservation de cette espèce qui tend à disparaître et qui ne peut se faire à la captivité. En dépit de tous les soins, les deux petits gorilles moururent en effet après trois mois d'élevage.

Quant au chimpanzé, il est en assez grand nombre. On connaît son intelligence, son attachement à ses maîtres. Mais, lui aussi, exige des soins très assidus pour pouvoir être élevé. Les environs de Yaoundé, Lolodorff, Akono-

linga et Doumé sont les parages qu'affectionnent ces anthropoïdes.

Près des rivières se tiennent les hippopotames et les rhinocéros.

Parmi les rongeurs se voient le porc-épic, plusieurs espèces de rats, le rat musqué, l'agouti.

L'ordre des ruminants compte une grande variété de biches et d'antilopes, le buffle et le bœuf sauvage et domestique, la chèvre et le mouton.

Les vertébrés sont représentés par un grand nombre de singes dont les principaux sont : le singe à manteau noir et blanc, à longue queue, dit singe des rivières, le pain à cacheter, le museau bleu, le macaque proprement dit, le singe hibou dont la robe rappelle à s'y méprendre le plumage de cet oiseau.

Dans les chiroptères, on trouve la chauve-souris.

Les pachydermes comprennent le porc sauvage, le sanglier et le cheval.

On rencontre également au Cameroun une grande quantité d'oiseaux.

Parmi les palmipèdes, on observe les canards sauvages et domestiques.

Dans la forêt se tiennent de nombreux perroquets gris et des toucans, une sorte de coq de bruyère.

Les gallinacés se montrent avec la perdrix grise, la pintade sauvage, plusieurs espèces de pigeons et de tourterelles, la poule domestique.

Divers martins-pêcheurs, plusieurs variétés d'hiron-

delles, le corbeau noir à collier blanc, la mésange, le moineau, le gendarme, le bec de corail, le cardinal, une sorte de colibri au plumage d'arc-en-ciel, le bec de cire, le bec d'argent, le chanteur d'Afrique, le cou coupé, le ministre, le moqueur, le cordon bleu représentent les passereaux.

Quant aux rapaces, ils figurent dans le Cameroun avec les hiboux, chouettes, effraies, milans et buses.

Les sauriens comprennent plusieurs lézards.

On note parmi les reptiles plusieurs espèces de couleuvres, le serpent des bananiers et d'autres serpents venimeux dont la morsure est parfois mortelle.

Les fleuves et rivières du Cameroun sont peuplés de divers poissons dont le plus commun est un poisson à grosse tête vivant dans la vase et dont la chair est assez fade. On y voit encore une sorte de carpes et de barbeaux. La perche et l'anguille se cachent également sous les roches dont est fait le lit des cours d'eau ; on trouve aussi des gardons.

Plusieurs variétés d'insectes se remarquent ici. On observe parmi eux un assez grand nombre d'acridiens, de sauterelles et de grillons, les termites, les éphémères, les libellules, diverses variétés de mouches, le taon, la tsé-tsé.

Races. — Le Cameroun est peuplé d'une infinité de tribus qu'il serait superflu de citer ; elles présentent du reste les plus grandes analogies, quant aux mœurs, aux coutumes et à l'origine avec les races d'Afrique Equa-

toriale française qui ont fait l'objet de savantes et nombreuses études. Nous nous contenterons, en conséquence, de citer, par région, les principales.

Pays-Bàs du Cameroun. — Partout dans la forêt vierge, les populations placées au plus bas degré de la civilisation sont morcelées en une infinité de petits groupements, indépendants les uns des autres. Une exception doit être faite pour les Doualas qui comptent 25.000 habitants, mais qui obéissent néanmoins à 5 rois.

Cependant les populations de la côte et celles qui avoisinent la ligne du chemin de fer ont pris, au contact de l'Européen, un certain degré de civilisation. Elles s'habillent suivant la manière européenne et parlent l'anglais et un peu le français. Tous ces indigènes sont des demi-civilisés.

Cameroun méridional. — La population du sud Cameroun appartient, pour la partie occidentale au moins, à la famille des Pangoués ou Pahouins. Les principales tribus sont les Boulé, au sud d'Ebolowa jusqu'au delà d'Akoafim, les Yaoundé et les Mwelé entre la Sanaga et le Nyong, les Bakoko dans le bassin inférieur de la Sanaga. La partie orientale est habitée par des peuplades cannibales et guerrières : les Djem dans la bouche du Dja, les Ndzimus à l'est de Lomié, les Makas dans les régions supérieures du Nyong et du Doume.

Plateau central. — Les Bakossi se trouvent au sud-ouest du Koupe et au nord-est du Manengouba. Les mon-

tagnards, autrefois très belliqueux du pays Mbo, vivent disséminés en petites bourgades indépendantes.

La zone des savanes contraste avec la zone forestière non seulement par la végétation mais aussi par l'état social et politique des populations. L'Islam a constitué là de véritables états organisés avec des villes ceintes de murailles : le Woute, boulevard de l'Islam, au nord de la Sanaga, le Bamoun, entre le Nkam et le Mbam, les sultanats de Banjo, Tibati, Ngaoundéré. Le Bamoun compte 100.000 habitants environ. Nous avons visité Founbam, la capitale, qui est située à près de 1.200 m. d'altitude et qui compte 20.000 habitants. Très intelligent, le sultan N'Joya s'est fait construire un palais en bambous qui est de la plus grande originalité. Jouissant d'un grand prestige auprès de ses sujets, il joue au monarque absolu. Partisan de la manière forte, il a été pour les Allemands un auxiliaire précieux et fidèle. Il paraît avoir accepté sincèrement notre domination et pourra dans l'avenir nous rendre de très grands services.

Sur le plateau de Ngaoundéré, habitent des Peulhs qui constituent les éléments les plus puissants et les plus riches de la population. Leur immigration est lointaine car elle a déjà produit sur les autochtones des effets marqués au point de vue des mœurs et de la diffusion de l'islamisme.

Les autochtones sont les M'Boums, les Bayas et les Dourous. Ils ont été refoulés par les Peulhs hors de la plaine et ont cherché refuge auprès des massifs rocheux .

qui leur servent d'abris. Avant l'intervention des blancs dans ce pays, les luttes entre ces éléments divers étaient continuelles ; les Peulhs razziaient les autochtones pour avoir des captifs qui garderaient leurs bœufs, les autochtones razziaient des Peulhs pour manger de la viande.

L'histoire locale dit qu'un accord s'étant promptement établi entre Peulhs et M'Boums, ce sont les Bayas qui eurent le plus à souffrir ; aussi, prenant en haine le genre humain, ils seraient devenus dans la suite anthropophages. Aux M'Boums, Bayas et Dourous, les Peulhs donnent un même nom « Habbis » qui signifie « fétichistes » ou « kirdes ».

Cameroun nord. — La population est composée de trois éléments aborigènes : Foulbès, Kanouris et Haous-sas et des tribus nomades : Bororos et Arabes-Schoua.

D'une manière générale, toutes ces populations sont intelligentes et possèdent des facultés d'assimilation réelles. Toutefois, elles sont portées à la paresse et ont un penchant trop marqué pour les danses du tam-tam.

Hygiène. — Le climat du Cameroun exige de grands soins de la part de l'Européen.

Les médecins recommandent tout spécialement de ne pas y faire usage d'alcool et de ne pas commettre d'excès d'aucune sorte. En tout temps, il est prudent de rester chez soi de 10 heures du matin à 4 heures du soir.

Une nourriture saine et variée, mais peu abondante, est également nécessaire.

Il convient tous les jours de prendre de l'exercice et de faire des marches.

Le port d'une ceinture de flanelle, pour éviter les dysenteries, est recommandé.

La plus élémentaire prudence commande encore de porter en toute saison le casque de liège pour préserver la tête des rayons du soleil, de son lever à son coucher.

Pendant la nuit, il importe de s'abriter sous une moustiquaire pour se prémunir contre les piqures.

En route, il convient de ne pas se dévêtir pour ne pas être piqué par une mouche venimeuse.

Santé publique. — Les principales affections et les endémies qui règnent au Cameroun sont :

1° le paludisme, la filariose et le parasitisme intestinal dont l'ankylostome est le plus dangereux ;

2° la syphilis et les maladies vénériennes dans les centres comme dans la brousse. Elles frappent la race dans sa source et permettent la procréation d'êtres peu résistants. Elles sont un danger permanent pour nos troupes et pour les Européens qui paient un tribut trop large à ces affections ;

3° la dysenterie, les bronchites et broncho-pneumonies, les rhumatismes articulaires ;

4° les maladies cutanées, la gale, le pian sont très répandus. Cette dernière maladie qui se rencontre partout dans l'enfance est une cause de mortalité. Si elle guérit, souvent naturellement, c'est après une durée de

6 mois, 12 et même 20 mois, alors qu'elle a débilité les organismes ;

5° la lèpre est signalée dans toutes les circonscriptions du Territoire et la maladie du sommeil sévit avec intensité sur des régions entières et sur les rives du Nyong et de la Kadéï ;

6° les cas de varicelle sont très nombreux et présentent parfois une allure épidémique assez grave et assez sérieuse.

La variole a causé jadis des ravages, surtout dans la région de Bornou ; elle n'a fait son apparition ces dernières années qu'avec quelques cas isolés ;

7° Au point de vue pathologique externe, les ulcères cutanés et phagédéniques, l'éléphantiasis, les hernies et l'hydrocèle sont les affections les plus fréquentes.

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'agriculture lors de l'occupation allemande. — Sociétés. — Cultures indigènes. — Cultures d'intérêt local. — Cultures d'exportation. — Elevage. — Statistiques. — Etat actuel. — Avenir de l'agriculture au Cameroun.

Frappés de la fertilité du sol du Cameroun, les Allemands cherchèrent vite à le mettre en valeur. Dans ce but, ils créèrent un jardin d'essai à Victoria et dotèrent le nouveau service de l'agriculture d'un personnel nombreux et compétent. En même temps, ils installèrent le service de l'inspection forestière pour faire connaître, développer et conserver les richesses dont ils étaient devenus les maîtres.

A l'appel de l'administration du Cameroun, des offices coloniaux allemands, des sociétés se formèrent, de

1894 à 1896, pour la mise en valeur du pays. Mais, tout d'abord, le résultat ne répondit pas aux espérances.

Plusieurs sociétés durent abandonner leurs entreprises après des essais infructueux. Ainsi, en 1903, six sociétés qui avaient déjà planté des superficies assez importantes ne purent attendre la production et durent liquider leur exploitation au cours des années qui suivirent. Sur 14 compagnies existant en 1903, huit d'entre elles subsistaient encore en 1908.

Tout d'abord, les sociétés s'établirent sur les régions volcaniques de la côte, mais, en 1909, le même mouvement qui porta l'administration vers l'intérieur de la colonie, surtout dans la région du sud Cameroun, poussa les planteurs vers les mêmes points.

Aussi les nouvelles sociétés recherchèrent davantage les contrées du sud et du sud-est, et, en particulier, le district de Kribi qui prit, avec la région d'Edéa, une importance assez considérable. Petit à petit, le développement des plantations s'accrut dans toutes les régions de la colonie qui permettaient de réaliser facilement l'évacuation des produits.

En 1911 et 1912, les statistiques générales des plantations donnent pour l'étendue de la colonie.

	1 ^{er} janv. 1911	1 ^{er} janv. 1912
	hectares	hectares
Surfaces concédées . .	95.133	99.559
Surfaces mises en valeur.	15.124	21.796
Planteurs européens . .	124	147
Travailleurs indigènes .	10.415	13.272

Les diverses cultures se répartissaient ainsi :

	1 ^{er} janv. 1911	1 ^{er} janv. 1912
	hectares	hectares
Cacao	9.583	10.654
Funtumia.	4.190	4.420
Hevea	2.189	2.804
Palmier à huile. . . .	955	1.916
Bananes plantam . . .	715	1.797

Les autres cultures étaient celles du caféier, du colatier, des caoutchoutiers divers.

Le nombre des sociétés de plantation était en 1911 de 37 pour la totalité du Cameroun. Les 18 plus importantes sociétés avaient au total 30 millions de marks de capitaux engagés.

Le gouvernement allemand facilita le plus possible l'établissement des sociétés d'exploitation en accordant d'importantes concessions forestières.

Le régime domanial allemand était entièrement basé sur l'ordonnance impériale du 15 juin 1896 qui attribuait à l'Empire la propriété de toute la terre non bâtie et non cultivé par les indigènes. Cependant il était établi des réserves intangibles en prévision de l'accroissement de la population indigène.

En dehors de ces terrains délimités par des concessions spéciales, tout au moins dans les districts côtiers, le Gouvernement donnait aux particuliers à bail transformable en cession définitive, après une mise en valeur

évidente, les terrains qu'ils sollicitaient soit pour des plantations, soit pour des établissements industriels, soit pour des exploitations forestières.

L'obligation principale pour les détenteurs de concessions était la mise en valeur du terrain.

L'administration sanctionnait en outre et validait les contrats de location ou de vente de terrains, passés entre les chefs de communautés indigènes et des Européens pour les terres de propriété indigène destinées à être mises en rapport. Plusieurs sociétés ont ainsi obtenu d'importants terrains, en particulier le « syndkat-fin Oelpalmenkultur » qui, à Maka, avait acheté aux indigènes des peuplements de palmiers à huile très étendus qui doivent constituer la base des plantations à aménager.

Pour les concessions accordées par l'administration, les prix de location des terres destinées aux exploitations agricoles étaient très variables suivant la situation du terrain, son importance, la valeur des peuplements naturels en végétaux utiles. Ils étaient compris entre 0 m. 50 et 5 marks à l'hectare. Le prix d'achat éventuel était fixé au contrat de location et variait entre 5 et 25 marks par hectare.

En 1914, avec l'accroissement des plantations et le développement des exploitations industrielles et forestières, le chiffre des travailleurs indigènes qui y étaient employés atteignait près de 30.000 travailleurs.

C'est le Gouvernement de la colonie qui assumait la

tâche de recruter pour les compagnies la main-d'œuvre qui leur était nécessaire. A cet effet, il créa un office spécial du travail en 1909.

Le recrutement des indigènes était le plus souvent opéré par contrainte, surtout dans les dernières années où le nombre des volontaires était insuffisant pour satisfaire aux demandes sans cesse croissantes.

Le droit de recrutement dû par l'employeur était de :

1 mark par tête pour un contrat jusqu'à 10 jours ;

3 marks par tête pour un contrat de 11 jours à un mois ;

10 marks par tête pour un contrat de plus d'un mois.

En outre, chaque chef de village devait recevoir une prime de un mark par homme de son village enrôlé.

L'entrepreneur avait à sa charge tous les frais résultant du voyage au lieu d'exploitation. La solde de chaque travailleur était fixée à 8 et 10 marks par mois, plus la nourriture. Celle-ci était minutieusement déterminée dans les contrats.

De plus, ces contrats prévoyaient toutes sortes de clauses fixant les dispositions à prendre par les sociétés pour assurer l'hygiène des hommes et des campements, leur bien-être, leur traitement dans les hôpitaux en cas de maladie, etc. ; des établissements de ce genre étaient construits obligatoirement et chaque grande exploitation avait son médecin particulier.

Des sanctions étaient prévues pour les manquements aux contrats provenant des employeurs et des employés.

Cette forte organisation du recrutement de la main-d'œuvre a seule permis jusqu'avant la guerre de donner satisfaction à la plus grande partie des demandes ; mais les besoins qui allaient en s'accroissant rendaient la situation de plus en plus difficile.

Nous allons étudier maintenant les diverses cultures que nous pouvons diviser en cultures indigènes, cultures d'intérêt local, cultures d'exportation.

Cultures indigènes. — Dès le début, l'administration allemande se montra peu favorable au développement des cultures indigènes et réserva toutes ses faveurs aux entreprises européennes qui fournissaient un débouché aux capitaux allemands et favorisaient plus directement la métropole. Mais la Chambre de commerce de Kribi protesta contre une situation qu'elle jugeait préjudiciable à ses intérêts.

En dehors de la pression du commerce, auquel l'accroissement de la production indigène devenait indispensable, la colonie se vit imposer le développement intensif des cultures indigènes par les nécessités économiques créées par la construction de voies d'accès vers l'intérieur.

Pour nourrir les travailleurs, il devenait donc indispensable d'augmenter la production indigène des plantes vivrières : maïs, bananes, taros, patates douces dans le but de pourvoir les travailleurs de nombreux chantiers de construction de vivres frais acquis sur place et en même temps de développer l'échange des produits

vivriers entre les indigènes. Il fallait encore mettre les indigènes dans l'obligation d'établir des cultures intéressant l'exportation (cacao, palmier à huile, caoutchouc) pour fournir, dès l'exécution de la voie ferrée, un trafic important au nouveau chemin de fer. Aussi, dès lors, l'administration encouragea non seulement les cultures vivrières d'intérêt local mais encore les cultures économiques pour l'exportation.

Elle eut tout d'abord à faire le choix des cultures à imposer aux habitants. Elle prescrivit en premier lieu les cultures vivrières dans l'hinterland. Jusqu'alors les populations sauvages des régions sud et est ne retiraient du sol que l'élément indispensable à leur nourriture ; parfois même elles négligeaient toute culture et se contentaient des produits offerts par la forêt. Pour obliger les populations à se fixer et à produire, l'administration exigea qu'elles établissent leurs habitations aux abords des routes fréquentées et non au milieu de la forêt comme elles en avaient coutume. Chacun des petits villages ainsi formés devait régulièrement fournir aux postes administratifs voisins, aux passagers, aux porteurs, des vivres de bonne qualité.

Le choix des cultures varia avec les régions. Dans la zone côtière, c'est-à-dire les districts de Douala, Yabassi, Edéa, Krubi et en partie Ebolowa et Yaoundé, les cultures ordonnées furent le cacao et le palmier à huile, parfois le *Funtumia elastica*.

Dans la zone de l'intérieur, une partie des districts

d'Ebolowa, de Yaoundé et d'Edéa et les régions de Doumé, Lomié, Yokadouma, la culture introduite fut celle du *Funtumia*.

Pour toutes les cultures prescrites, les règles adoptées auprès des indigènes furent les suivantes :

Obligation stricte pour les chefs de famille ou de village de planter une étendue donnée de plantes vivrières (maïs, taros, patates, manioc, ignames, arachides) et de fournir des vivres à toute réquisition de l'administration.

Obligation de planter, concurremment avec ces cultures et à proximité des villages, les végétaux indiqués par le service d'agriculture.

L'instruction des indigènes pour la culture et l'entretien des plants, la préparation de la récolte était donnée soit dans les stations d'essais, où la plupart des fils de famille venaient faire un stage comme travailleurs, soit sur place au cours des tournées d'inspection des agents de service technique.

Il n'a pu être retrouvé de chiffres indiquant la moyenne des cultures exigées en palmiers à huile et en cacaoyers.

Cultures d'intérêt local. — A côté des cultures vivrières et d'exportation par les indigènes, l'administration avait répandu, en exigeant les mêmes soins d'entretien, de nombreux plants d'arbres et de plantes à fruit de toute sorte : orangers, limoniers, mandariniers, manguiers, papayers, ananas, bananiers plantés dans les villages,

qui assuraient toujours aux passagers une abondante provision de fruits frais.

L'initiative la plus heureuse fut la diffusion chez les indigènes de la culture de la pomme de terre dans les régions d'Ebolowa, Yaoundé, Bamun et Ngaoundéré.

Cultures d'exportation. — Nous allons passer en revue les principaux produits végétaux d'exportation en donnant les statistiques qui ont été dressées pour chacun d'eux de 1908 à 1912.

Céréales, graines. — Sous cette rubrique furent envoyées en Allemagne des graines d'arachides et du riz.

Les exportations s'élevèrent à :

	Kilos	Marks
1908. . . .	2.139	368
1909. . . .	102	19
1910. . . .	»	»
1911. . . .	309	463
1912. . . .	2.991	2.053

Bananes fraîches. — Les bananes fraîches luttèrent assez difficilement contre la concurrence des îles Canaries et de l'Amérique du sud, mais finirent par acquérir une bonne situation sur le marché de Hambourg.

Les chiffres d'exportation sont les suivants :

	Kilos	Marks
1908	2.591	507
1909	8.153	2.500

	Kilos	Marks
1910	28.892	13.556
1911	230.034	97.108
1912	106.526	17.591

Coprah. — La production est insignifiante : 39 kilogrammes en 1908 ; 10 kilogrammes en 1910. Le cocotier est planté dans la région côtière pour ses fruits consommés frais par les indigènes. Il ne peut faire l'objet d'aucune exploitation.

Café. — Il n'existe pas de grandes plantations de caféiers en rapport.

En 1912, une société établit une plantation de 100 hectares dans la région de Victoria.

Le caféier cultivé le plus communément est le *coffea liberica*.

Cacao. — La culture du cacao remonte à une trentaine d'années. Pendant les premières années d'exploitation, le cacao du Cameroun était peu recherché parce qu'il présentait une acidité beaucoup trop forte mais, par le perfectionnement des moyens de préparation, ce défaut a disparu et il est maintenant très estimé.

La production du cacao a suivi une marche sans cesse ascendante. Il vient surtout dans la région de Douala, à Kribi et Campo.

Le chiffre des exportations au cours de 1910, 1911, 1912 fut le suivant :

	1910	1911	1912
Douala. . .	447.056	636.467	891.827
Kribi . . .	17.361	20.389	17.846
Campo. . .	8.160	19.364	9.468

Depuis le début de l'occupation française, la plupart des plantations établies par les Européens n'ont pu être exploitées rationnellement.

Un essai d'exploitation a été tenté sur une plantation de cacaoyers située à Dipikar, près de Campo, par la Compagnie forestière Sangha-Oubanghi, mais cette société dut abandonner son entreprise car les frais d'entretien et de récolte dépassaient le produit obtenu. 30 tonnes de cacao furent retirées d'une exploitation qui, normalement, aurait dû en fournir le triple.

Noix de cola. — Les noix du Cameroun appartiennent aux deux espèces suivantes : *cola acuminata* et *cola vera*.

Le *cola acuminata* se rencontre surtout à l'état sauvage dans la région forestière de la zone montagneuse. Il existe également, mais en quantités moindres, dans la forêt des régions de Douala, Edéa, Lolodorf et Baré.

Le *cola vera* est abondant dans la région moyenne : Bamun, Yoko.

Les exportations se sont montées pour l'ensemble du Cameroun allemand à :

	Kilos	Marks
1908	83.469	34.265
1909	42.662	27.836

	Kilos	Marks
1910	54.976	18.002
1911	88.869	19.063
1912	238.417	166.962
1913	305.241	168.014

Tabac. — La culture du tabac au Cameroun est déjà ancienne. Les premiers envois de tabac remontent en effet à 1887; ils furent assez mal accueillis en Allemagne car, par suite de l'inexpérience des planteurs européens et indigènes, les produits obtenus étaient de qualité inférieure.

Le Gouvernement recommença des expériences en 1907. En 1910, un planteur installé à Bakossi, sur la ligne du chemin de fer du Nord, fit un premier envoi de tabac s'élevant à 2.032 kilogrammes. La qualité en était telle que le prix de 6.000 marks, offert par des industriels de Brême au planteur qui présenterait les 100 meilleurs quintaux de tabac en feuille propre à l'enrobage des cigares et en provenance des colonies allemandes, fut attribué au producteur du Cameroun.

En 1911-1912 la culture sê maintint encore dans la période des essais et de l'organisation. Les premières grandes plantations datent de la fin de 1912; en 1914 cinq grandes sociétés étaient établies, sur la voie du chemin de fer du Nord, dans les régions de Bakossi, Ngombe et Pendja. Une seule de ces plantations produisait mensuellement, au début de 1914, 180 balles de 80 kilogrammes de tabac fermenté.



Cliché Section Photographique de l'Armée.

Fig. 3. — Route de Yaoundé à Yoko. — Pont indigène de lianes, de lattes et de bambous sur la N' Ilou



Cliché Section Photographique de l'Armée.

Fig. 4. — Une maison Foulbé à Garoua.

D'autres plantations furent établies à Yaoundé et à Campo. Les chiffres des exportations furent les suivants :

	Kilos	Marks
1908	119	119
1909	674	642
1910	2.706	4.142
1911	5.357	24.532
1912	42	120

En 1916, une société française, la Société agricole, commerciale et industrielle d'Etude aux colonies reprit l'ancienne plantation allemande de Njombe-Pendja et quoique la culture ait été entreprise un peu hâtivement pour pouvoir profiter de la saison favorable, déjà très avancée, la récolte dépassa les espérances. Les résultats actuellement connus permettent d'apprécier le rendement à l'hectare à 1.000 kilos environ de tabac fermenté.

Huile et amandes de palme. — La construction des voies ferrées du Nord et du Centre, qui assurent la mise en valeur des régions riches en palmiers, l'augmentation des cultures indigènes, le sélectionnement des variétés et l'extension des cultures à des régions jusqu'à improductives (régions de Yaoundé, Lolodorff, Kribi) permettent de compter sur une progression intense de la production déjà commencée pendant les dernières années et que la guerre est venue interrompre.

Pour l'ensemble du Cameroun le chiffre d'exportation avait été :

Marabail

5

Amandes de palme :

	Kilos	Marks
1910 . . .	13.689.065	3.553.479
1911 . . .	15.171.490	4 167.859
1912 . . .	15.999.211	4.406.151
1913 . . .	19.556.593	6.268.610

Huile de palme :

	Kilos	Marks
1910 . . .	3.140.894	1.259.920
1911 . . .	3.387.630	1.424.303
1912 . . .	3.594.689	1.622.387
1913 . . .	4.612.876	1.968.735

Noix de njabi. — Les principales régions productrices sont celles d'Edea, Yabassi, Lolodorff et Yaoundé.

Les exportations se sont élevées :

	Kilos	Marks
1910 . . .	343.168	32.578
1911 . . .	4.710	5.085
1912 . . .	192.436	25.153
1913 . . .	306.275	45.553

Karité. — Le karité pousse abondamment dans toute la région nord du Cameroun ; les indigènes consomment de grandes quantités de la graisse de karité.

L'exportation a porté exclusivement sur les noix de karité et non sur la graisse.

	Kilos	Marks
1910 . . .	186.291	14.206
1911 . . .	66.622	4.640
1912 . . .	107.000	12.890
1913 . . .	125.000	15.000

Coton. — Le coton n'a été cultivé jusqu'en 1913 au Cameroun que par les indigènes.

Toute la région comprise sous le nom de l'Adamoua, le Bamun, la région de Yaoundé, en un mot toute la zone située au nord de la région forestière, produit du coton.

Les chiffres d'exportation se sont élevés à :

	Kilos	Marks
1910 . . .	171	110
1911 . . .	485	440
1912 . . .	1.109	254

Il y a beaucoup à attendre de la culture du coton au Cameroun.

Bois de construction et bois précieux. — Il est à remarquer que toute l'attention des colons, durant l'occupation allemande, s'était portée sur les plantations au détriment de l'exploitation des richesses naturelles de la forêt. Ce n'est qu'au moment de la guerre qu'ils allaient combler cette lacune.

Les exportations des divers bois se sont élevées au total pour l'ensemble du Cameroun :

	Kilos	Marks
1910 . . .	1.632.700	143.863
1911 . . .	7.204.274	388.187
1912 . . .	11.289.972	695.851
1913 . . .	22.847.324	942.586

Caoutchouc. — Les espèces productrices sont le *Funtumia elastica* et diverses lianes du genre *Landolphia*, particulièrement le *L. Dawei*.

La situation des différentes régions de production est la suivante : les régions de la Sanaga, du Nyong, d'Ebolowa commencent maintenant à donner des signes d'épuisement. Les dernières années, la plus grande partie de la récolte était fournie par les régions de Moloundou, de Lomie, de Doume, de Deng-Deng et de Yoko. Le nord de la région de Yoko et les régions de Ngaoundéré et de Tibati produisent également du caoutchouc, fourni par les lianes du genre *Landolphia*.

Les chiffres d'exportation de caoutchouc, y compris pour les dernières années les productions des plantations, sont les suivants :

	Kilos	Marks
1911 . . .	2.707.862	11.030.255
1912 . . .	2.811.010	11.472.223
1913 . . .	2.931.227	12.138.729

Gutta-percha. — Ce produit est retiré d'une espèce de ficus, le *Ficus platyphylla*, et qui vient dans la région de Garoua.

Les exportations s'élevèrent à :

	Kilos	Marks
	—	—
1909 . . .	125	60
1910 . . .	980	1.060
1911 . . .	1.670	1.145
1912 . . .	1.086	987
1913 . . .	1.293	1.030

Gomme arabique. — Est extraite de diverses espèces d'acacias qui poussent très abondamment dans l'extrême nord du Cameroun, depuis la région de Garoua jusqu'au lac Tchad.

Les exportations se sont élevées à :

	Kilos	Marks
	—	—
1909 . . .	272.362	96.546
1910 . . .	329.046	57.382
1911 . . .	262.481	42.700
1912 . . .	224.238	44.350
1913 . . .	229.000	45.800

Copal. — Ce produit est fourni principalement par le *Copaifera Demeusii* qui se rencontre surtout dans les régions de la Sanaga, de la Dilomba et du Nyong.

Les exportations se sont élevées :

	Kilos	Marks
	—	—
1909 . . .	3.361	2.019
1910 . . .	3.847	2.296

	Kilos	Marks
1911	2.942	1.956
1912	2.269	1.275
1913	6.486	5.551

Elevage. — L'élevage du gros bétail et du petit bétail s'exerce surtout dans les circonscriptions de Ngaoundéré et Maroua : il peut être la source de profits très rémunérateurs.

Les Allemands avaient pris de nombreuses mesures pour en activer le développement : défense d'abattre les femelles, qui était sanctionnée par des peines sévères, défense d'abattre les veaux, chevreaux, etc. Il importait en effet d'ouvrir aux pays du sud, privés naturellement de viande, les vastes débouchés aux produits des pays septentrionaux qui sont des produits d'élevage. En 1909, on évaluait à 500.000 têtes de gros bétail l'effectif du troupeau dans les deux résidences de Garoua et de Kousséri. En y ajoutant 200.000 têtes pour le district de Banyo, on obtenait un chiffre de 700.000 représentant une valeur de 21 millions de marks. Diverses tentatives furent faites pour fournir de la viande dans la région côtière. Au mois de janvier 1909, une boucherie fut ouverte à Douala. D'après les statistiques officielles, en l'année 1911, 20.000 têtes de gros bétail et 8.000 de petit bétail furent amenées de l'Adamoua dans le sud.

Quelques chevaux s'élèvent dans le nord : ils sont nerveux et résistants.

La circonscription de Bana est également très propre à l'élevage du petit bétail par la nature de ses pâturages et sa proximité du chef-lieu de la colonie.

Depuis l'occupation française et en raison de la pénurie de transports, Douala et le sud ont été largement approvisionnés par le gros et le petit bétail venus de ces régions.

Situation agricole actuelle. — La guerre a naturellement apporté de graves perturbations dans l'essor agricole de la colonie. Jusqu'en 1916, les indigènes, terrorisés par les menaces allemandes, se cachèrent dans la forêt, vivant misérablement des ressources qu'elle leur offrait.

Depuis cette époque, le calme étant revenu, les populations ont repris confiance et se sont remises au travail.

Ainsi, à la cessation des hostilités au Cameroun, la situation était la suivante :

D'un côté une population diminuée et encore sous l'impression des événements qui venaient de la bouleverser, par conséquent à peu près incapable de produire ; de l'autre, une représentation commerciale réduite à cinq ou six maisons françaises et anglaises localisant leurs opérations à la région côtière.

Pendant toute cette période, les plantations européennes furent laissées à l'abandon. Mais, vers le milieu de 1916, des efforts furent tentés en vue de remettre les meilleures des plantations en état de produire. La plus importante, située à Dipikar près de Campo, fut louée

à la Société forestière Sangha-Oubanghi qui y détacha un Européen et y employa une main-d'œuvre importante. Les résultats furent aussi peu satisfaisants que possible et, après avoir effectué des dépenses assez importantes pour l'entretien et la préparation des plants, la récolte atteignit à peine 30 tonnes pour une superficie évaluée à 300 hectares.

Après la guerre, les frais de remise en état de ces plantations seraient aussi élevés que ceux nécessités par une reconstitution complète, car, dans un grand nombre de cas, il serait nécessaire d'arracher les pieds et de les incinérer.

Dans la mesure du possible, l'administration française prend, en conséquence, les dispositions nécessaires pour maintenir ces diverses plantations en bon état; elle aura ainsi un titre de plus à conserver le Cameroun.

Avenir de l'agriculture au Cameroun. — Le développement de la production future du Cameroun dépend des efforts qui seront faits, non seulement pour l'extension des cultures par l'indigène, mais encore pour l'excellente préparation des produits, car plus que jamais il sera nécessaire de présenter des matières irréprochables pour pouvoir lutter avantageusement contre la concurrence étrangère.

Le système allemand, forçant 30.000 travailleurs à quitter leurs villages pour être employés dans les plantations européennes, ne saurait être maintenu par les peuples qui ont véritablement souci de leur tâche civi-

lisatrice. Au lieu de vastes sociétés européennes, c'est donc l'indigène qui doit être appelé à produire ce qu'on attend. Intelligent et doué de véritables facultés d'assimilation, il est apte à remplir la tâche qu'on lui réserve.

Examinons les divers produits qui semblent devoir donner dans l'avenir les meilleurs résultats.

Dans toute la zone côtière, qui peut être déterminée par les régions de Baré, les contrées desservies par les chemins de fer du Nord et du Centre, les régions de Yabassi, de la basse Sanaga, d'Edéa, de Lolodorf, du bas district de Yaoundé, de la Nyong, de Kribi et Campo, le cacaoyer et le palmier à huile trouveront les meilleures conditions pour réussir.

Plus vers l'intérieur, dans les régions de Yaoundé, Ebolowa, Lomié, Doumé, Molondou, Yokadouma, Deng-Deng, le caoutchouc est déjà cultivé abondamment et l'expérience a montré qu'il était très aisé de le répandre chez la plupart des populations indigènes de ces contrées.

Enfin il est nécessaire d'accorder une mention spéciale à un produit qui, jusqu'ici, a été négligé par les Allemands, mais sur lequel ils fondaient les plus grands espoirs : le coton.

La région nord de Yaoundé, ayant comme débouché le chemin de fer du Centre, et celle du Bamun, desservie par la voie du Nord, pourront devenir des centres cotonniers importants.

Mais la région par excellence de la culture cotonnière

doit être le nord de l'Adamoua et, plus particulièrement, la vallée de la Bénoué. Cette contrée à population très dense, laborieuse, soumise à l'autorité de chefs influents, adoptera très vite l'intensification d'une culture pratiquée avec profit pour les besoins locaux.

En plus du coton, la région nord offre des produits naturels susceptibles d'un immense trafic commercial et d'une utilisation industrielle : le karité et la gomme arabique.

Il ne faut cependant pas considérer que seule la production indigène permettra la mise en valeur du pays. Il y aura dans l'avenir un juste équilibre à réaliser qui sera de laisser aux indigènes toutes les cultures qu'ils peuvent entreprendre et de réserver pour les entreprises européennes celles qui exigent des soins particuliers ou un traitement incompatible avec les aptitudes des indigènes du Cameroun.

Ajoutons enfin un détail qui a une grande importance : dans tous les postes qui partent de l'extrémité des chemins de fer du Nord et du Sud presque tous les légumes de France poussent très bien avec des graines venues de la métropole ; celles qui sont recueillies sur place s'abâtardissent et donnent des produits très imparfaits.

CHAPITRE II

L'industrie lors de l'occupation allemande. — Ses résultats. —
L'industrie indigène. — Ses résultats. — Avenir réservé à la
colonisation par les richesses du Cameroun.

Nous avons vu dans le chapitre précédent que les colons européens, à l'appel de l'administration allemande, avaient surtout porté leur activité et leurs capitaux vers des exploitations agricoles. De nombreuses sociétés s'étaient formées dans ce but qui semblait, en raison de la fertilité du sol, devoir donner les rendements les plus rémunérateurs.

Mais peu à peu, pour arriver à pouvoir exporter dans de bonnes conditions les produits de la terre, l'industrie prit son essor. Au moment de la guerre, elle était en pleine évolution.

Nous allons passer en revue ses principales manifestations.

Les bananes, que produit en si grand nombre le Cameroun, furent expédiées en Europe desséchées ou sous forme de farine extraite de la banane plantain.

La moyenne partie des exportations a été faite par

une société « l'Afrikanischen Frutchkompagnie » qui avait établi de vastes plantations près de Tiko avec tout le matériel nécessaire pour le séchage des fruits à l'air chaud et leur réduction en farine. Les premiers envois de farine et de produit sec ne trouvèrent pas facilement leur emploi car le marché n'acceptait pas volontiers des produits encore inconnus.

L'année suivante, l'exportation tomba considérablement, surtout pour les produits mal préparés. Seule la Société désignée ci-dessus continua ses envois sans trop de fléchissement : 152 tonnes en 1911, 105 tonnes en 1912.

Pour la préparation du cacao, la plupart des grandes plantations furent pourvues de séchoirs perfectionnés à la vapeur ou à air chaud.

La culture du tabac donna lieu, à Esosung, à la fondation d'une fabrique de cigares qui donna à la consommation, en 1913, plus de deux millions de cigares.

Nous avons vu que de nombreuses plantations de tabac avaient été créées. Elles avaient été pourvues d'un matériel et d'un outillage très perfectionné et elles étaient très complètement aménagées : grands séchoirs en tôle, hangars à fermentation, installation hydraulique, etc.

Le traitement mécanique des fruits de palmier pour l'extraction de l'huile et le concassage de noyaux a été réalisé en 1912 à Maka, près de Douala, où fut construite une grande usine qui utilisait les procédés imaginés par M. Poisson au Dahomey. Située sur le chemin de fer du

Nord et sur une rivière navigable, cette usine était facilement approvisionnée en fruits frais par les immenses plantations voisines, propriété de la Société, qui réalisait ainsi les conditions les plus favorables à une bonne réussite.

Parmi les industries accessoires des matières grasses fournies par le palmier, il convient de signaler la savonnerie construite à Douala, en 1909, par la « Deutsch Kautchuc Aktien Gesellschaft » qui produisait mensuellement plus de 700 caisses de 14 kilogrammes de savon entièrement utilisé dans la colonie.

Au cours des prochaines années, il faut s'attendre à une augmentation très sensible de la production par suite de l'exploitation des nombreux peuplements de palmier créés sur les ordres de l'administration allemande et dont l'importance est considérable.

Il sera d'un très grand intérêt, pour augmenter le rendement, de multiplier l'usage des machines à mains pour le concassage des noyaux de palme. Ces machines sont encore à peu près totalement inconnues des indigènes du Cameroun.

Nous avons vu que l'exploitation forestière au moment de la guerre était en pleine évolution. Plusieurs compagnies nouvellement créées avaient obtenu du Gouvernement d'importantes concessions forestières. Quelques-unes de ces Sociétés possédaient déjà un outillage et un matériel que les hostilités ont eu pour conséquence de disperser en partie. Il subsiste actuellement deux

scieries à vapeur en bon état de fonctionnement, utilisées d'ailleurs pour les besoins de la colonie, et deux scieries neuves, mais non terminées, qui exigeraient une révision et des réparations importantes.

Telles sont les principales manifestations de l'industrie durant l'occupation allemande.

Quant à l'industrie indigène elle est encore à la période d'enfance.

Du coton, les indigènes tirent, par des procédés rudimentaires, les pagnes qui les couvrent ; ils en font aussi des étoffes et de menus objets.

Le bois des forêts leur sert à fabriquer les barques avec lesquelles ils passent les rivières ou à construire les cases de leurs villages.

Ils concassent à la main les noix de palme pour en extraire l'huile.

Pour la préparation du cacao, ils se contentent de sécher les fèves sur des claies placées au-dessus d'un feu ou au soleil.

Ils préparent, d'une manière primitive, les peaux des divers animaux de leurs forêts qu'ils vendent aux factoreries.

Dans le Bamun existe une industrie familiale qui n'est pas sans mérite. Avec l'alfa, l'indigène façonne des tapis qui sont presque semblables à ceux que confectionnent les Thos au Haut-Tonkin. Les longues pipes en cuivre, qui sont un des attributs de la royauté pour les différents chefs, y sont aussi fabriquées. Des cordonniers y

font des bottes en une sorte de feutre analogues aux bottes chinoises. Des calebasses y sont recouvertes d'une ceinture de perles en verre de multiples couleurs qui les transforment en vases d'une grande originalité. L'ivoire y est travaillé.

Les missionnaires américains initient, de leur part, l'indigène aux pratiques de l'industrie européenne. Nous avons visité notamment la mission d'Ebolowa qui apprend aux populations à confectionner des habits avec le coton du pays, à faire des chaussures, à façonner des chapeaux, à sculpter l'ivoire, à exécuter des travaux de menuiserie.

Tel est le tableau de l'industrie européenne et de l'industrie indigène à l'heure actuelle.

Il est permis d'espérer que, dans l'avenir, l'industrie pourra prendre un essor beaucoup plus considérable. L'activité européenne trouvera sans nul doute son emploi dans la préparation et l'industrialisation sur place de la plupart des matières premières fournies par la population indigène, par exemple la préparation (fermentation et séchage) du cacao acheté en cabosses aux producteurs ; la fabrication mécanique de l'huile de palme et le concassage des noix de palme ; l'égrenage du coton ; l'extraction de la graisse de karité ; la création d'industries locales pour la fabrication du savon, des bougies, de distilleries d'alcool extrait de tubercules alimentaires.

Le Cameroun a déjà fait des envois en Europe d'écorces de palétuvier. Les résultats ne furent pas satisfaisants

en raison de leur faible teneur en tanin. La question serait à reprendre en cas d'exploitation du bois de palétuvier pour la confection de traverses de chemins de fer ou de poteaux télégraphiques. Il pourrait alors être installé comme industrie accessoire de petites usines pour la préparation d'extraits tanniques épurés qui sont de plus en plus demandés par l'industrie européenne.

De leur côté, les trésors que contiennent les forêts peuvent faire l'objet de l'exploitation scientifique la plus rémunératrice.

Déjà, on a découvert, nous l'avons vu, des traces de fer magnétique et de cuivre dans la région d'Edéa. Des schistes noirs bitumineux, susceptibles de brûler après un léger échauffement, ont été trouvés également près de Douala. De l'or a été recueilli en certains endroits et près de Ngaoundéré ont été signalées, dans les bords des rivières, des pierres précieuses. On peut supposer que l'habileté des prospecteurs futurs ouvrira à l'activité des colons un champ nouveau.

CHAPITRE III

Le commerce lors de l'occupation allemande. — Statistiques. — Ses voies, ses provenances, ses directions. — Chemins de fer, caravanes, bateaux. — Monnaies. — Mesures. Poids. — Etat actuel du commerce. — Avenir réservé au commerce au Cameroun.

L'afflux au Cameroun des capitaux publics et privés, la culture intensive à laquelle se livrèrent les sociétés, l'ouverture de routes, la création de voies ferrées devaient hâter singulièrement le développement économique du pays. S'il suffisait à un peuple colonisateur pour mériter tous les suffrages d'établir par des statistiques, et sans tenir compte des procédés employés, que le commerce de sa colonie monte sans cesse, l'Allemagne se trouverait dans les meilleures conditions pour les obtenir.

Pour montrer l'importance des progrès accomplis, nous donnons ci-dessous, d'après les statistiques officielles, les chiffres comparatifs du commerce extérieur de l'ensemble du Cameroun pour l'année 1905 et pour les deux dernières années dont les résultats nous soient connus, c'est-à-dire 1911 et 1912.

Importations (en francs)

Ensemble du Cameroun allemand :

<u>1905</u>	<u>1911</u>	<u>1912</u>
16.834.000	36.646.000	42.801.000

Exportations (en francs)

11.643.000	26.563.000	29.045.000
------------	------------	------------

Commerce total

28.477.000	63.209.000	71.846.000
------------	------------	------------

On voit ainsi que, dans l'espace de sept ans, le chiffre du commerce a augmenté de 43.369.000 et, dans la période d'un an, de 8.637.000.

Nous avons étudié dans le chapitre consacré à l'agriculture les cultures d'exportation. Nous allons examiner la destination qu'elles recevaient.

L'arachide, le riz, les bananes sèches, le coprah ont été exportés en Allemagne ; le cacao s'est partagé entre les Allemands pour la plus grande partie et entre l'Angleterre ; les noix de cola, le tabac, les amandes de palme ont reçu la même destination ; l'huile de palme est allée en Allemagne, en Angleterre et en France ; la noix de njabi est entrée surtout en Angleterre ; le karité était pris pour les deux tiers par l'Angleterre et pour un tiers par l'Allemagne ; les bois précieux étaient réservés pour

l'Allemagne; le caoutchouc se partageait entre l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis et la France.

Ainsi l'Allemagne, l'Angleterre, la France et les Etats-Unis étaient les pays destinataires des cultures exportées.

Pour rappeler leur importance, nous soumettons ci-dessous le tableau récapitulatif de tous les produits exportés en 1911 et 1912 pour l'ensemble du Cameroun allemand.

EXPORTATIONS DU CAMEROUN EN 1911 ET 1912

<i>Produits</i>	1911	1912
Riz	49	»
Céréales	62	136
Légumes.	198	2.855
Bananes fraîches ou sèches . .	230.034	106.526
Noix de coco.	285	80
Fruits.	458	513
Café	416	966
Cacao, plantations	2.924.662	3.840.154
Cacao, commerce	657.791	711.481
Epices	285	3
Noix de cola.	88.869	238.417
Tabac.	5.357	42
Palmistes.	15.171.490	15.999.211
Huile de palme	3.387.630	3.594.689
Noix de njabi	45.710	192.436
Arachides	2.141	10.504
Noix de karité	66.622	107.000
Oléagineux divers	3.798	2.612

<i>Produits</i>	1911	1912
Coton	485	1.109
Autres produits végétaux . . .	156	798
Graines	351	3.568
Boutures et plantes vivantes . .	390	153
Fourrages	64	»
Bois utiles et précieux	7.204.274	11.289.972
Bois et écorces tannantes . . .	1.664	18.210
Ecorces diverses.	6.102	14.346
Bois de teinture	11.624	4.750
Caoutchouc, plantations . . .	10.869	24.109
Caoutchouc, commerce. . . .	2.697.093	2.786.901
Gomme arabique	262.481	224.238
Divers produits forestiers . . .	1.670	1.086
Gros bétail pour élevage (têtes) .	1	262
— pour boucherie	22	61
Petit bétail pour élevage . . .	»	17
— pour boucherie	»	69
Volailles	30	234
Fauves et bêtes sauvages . . .	29	19
Ivoire.	40.623	34.918
Cornes	2.314	2.350
Peaux et cuirs	8.518	14.059
Plumes et dépouilles	386	28
Copal.	2.942	2.269
Minéraux.	110	»
Terre	165	269
Fossiles	183	690
Articles en paille et fibres . . .	1.427	1.393
— en cuir	410	82

<i>Produits</i>	1911	1912
Objets en bois	4.321	2.501
— en argile.	827	184
Photographies	253	13
Curiosités	18.696	13.014
Savon d'huile de palme	7.175	196

Les ports principaux étaient Douala, Kribi, Campo par mer et Molundu par la voie du Congo.

A l'intérieur, de nombreuses factoreries allemandes vendaient aux indigènes des étoffes, de la verroterie, des boîtes de conserve, etc. Les principales étaient la Compagnie du Nord-Ouest dans le Bamun, la Compagnie africaine et la Compagnie Randad et Stein à Yoko, la Compagnie Randad à Tibati, la Compagnie brémoise de l'Afrique Occidentale et la Compagnie Randad à Bertoua, à Dendeng, la Compagnie Woermann à Douala, Kribi, Edéa ; la compagnie Sud-Cameroun à Molundu et à Kribi, la compagnie africaine à Akoafim, la maison Holtmann et Sutter à Kribi. Toutes ces maisons du reste avaient des succursales dans les principales villes de la côte.

Deux maisons anglaises étaient établies à Batanga, Kribi et Campo.

Les tractations indigènes se faisaient soit lors des marchés, soit par des marchands ambulants qui étaient et sont toujours ici les haoussas. Très intelligents, doués de grandes facultés pour le commerce, ces indigènes doivent être et sont l'objet d'une surveillance sévère car il a été reconnu que, durant l'occupation allemande,

ils s'étaient livrés, sous le voile du négoce, à la traite des femmes.

Les transactions à l'intérieur consistaient surtout en produits du pays, en gros bétail et petit bétail, volailles diverses.

Les rivières du Cameroun étaient utilisées pour le transport des marchandises dans toute l'étendue de leur parcours où elles sont navigables.

De Kongsamba, point terminus du chemin de fer du Nord et d'Esseka, point terminus du chemin de fer du Sud, les marchandises étaient portées vers le nord ou en revenaient à dos d'homme. Des caravanes étaient ainsi organisées et fonctionnaient sous le commandement d'un contremaître indigène. Des gîtes d'étapes étaient disposés le long du parcours.

Des factoreries se trouvant sur les différents points, les indigènes faisaient l'emploi des poids et mesures qui étaient en usage chez les maisons européennes représentées.

Le mark était l'étalon monétaire.

Comme l'agriculture, le commerce a subi de 1914 à 1916, par suite de l'état de guerre, un temps d'arrêt. Mais avec le calme qui a succédé à la période de troubles, avec la sécurité que ménage notre occupation, il reprend un essor nouveau. L'arrivée de commerçants français, encore en petit nombre il est vrai par suite des nécessités de la mobilisation, lui a redonné un certain élan qui s'est manifesté par une aide appréciable apportée à la

métropole durant la guerre et qu'expose le tableau ci-dessous :

EXPORTATIONS DU CAMEROUN DU 1^{er} AVRIL 1916 AU 31 MARS 1917

Produits	Destinations			
	France	Colonies françaises	Etranger	Total
Animaux vivants	»	15 têtes	48 têtes	63 têtes
Ivoire . . .	942,4	172,1	3 511,3	4.635,8
Amandes de palme	1 295.062	»	5 663.312	6.958.374
Oléagineux divers	7.217	»	5.010	12.227
Cacao	884 466	500	344.383	1.229.349
Huile de palme	471.779	»	1.362.289	1.834.068
Copal	276	»	»	276
Caoutchouc	66.797	»	59.492	126.289
Cola	»	»	1.532	1.532
Bois d'ébène	2.365	»	»	2.365
Objets de collection	»	»	150	150
Tabac en feuilles	160	»	»	160
Peaux brutes	1.223	»	»	1.223
Arachides	»	»	5.600	5.600
Total	2.730.297,4	672,1	7.445.279,3	10.176.248,8

La Compagnie forestière Sangha-Oubanghi et la Compagnie John Holt ont établi des factoreries sur les principaux points du Cameroun. Malheureusement, par suite de la pénurie des transports, elles ont été pendant la guerre privées de nombreuses denrées ou étoffes du temps de paix ; elles ont dû également les vendre plus cher. L'indigène a ainsi subi les conséquences de la guerre durant notre occupation.

Il ne faut pas dissimuler, du reste, que l'essor du mouvement commercial est malheureusement entravé par les difficultés toujours très grandes des moyens de transport avec la métropole. Actuellement, le Cameroun est desservi par deux lignes de navigation : la ligne française des Chargeurs Réunis et la Compagnie anglaise de l'Elder-Dempster.

La première a créé pour ses courriers de la ligne Bordeaux-Matadi une escale supplémentaire à l'embouchure de la rivière Cameroun, à Suelaba, point de mouillage, à quinze milles de la ville, des paquebots auxquels leur tonnage interdit de remonter le fleuve.

Ces courriers ayant à desservir toute la côte d'Afrique, depuis le Congo jusqu'au Sénégal, ne peuvent réserver qu'une faible place au fret provenant du Cameroun. De plus, l'élévation constante des prix de fret et des assurances rend très onéreuses, sinon impossibles, les expéditions en Europe, par cette voie, des produits autres que le caoutchouc et l'ivoire.

Le service des cargo-boats que faisait cette compagnie

a été considérablement diminué depuis la guerre. En neuf mois, un seul de ces bateaux a touché Douala.

La Compagnie anglaise de l'Elder-Dempster a prolongé son service commercial qui, auparavant, s'arrêtait à Calabar, jusqu'à Douala. La place plus importante accordée aux produits du Cameroun, l'élévation moindre des prix du fret inférieurs de près de moitié à ceux de la ligne française, et les passages plus fréquents de bateaux, font que la majorité des exportations empruntent de plus en plus la voie anglaise.

Deux maisons de commerce anglaises sont propriétaires de leurs bateaux et peuvent ainsi se ravitailler et exporter leurs produits plus facilement.

Comme conséquence des difficultés d'évacuation des produits et des arrivages insuffisants de marchandises d'exportation, les maisons de commerce n'achètent que timidement la production indigène et limitent leurs opérations à la côte ou aux régions directement desservies par les voies ferrées.

Tout le centre du pays se trouve donc très nettement défavorisé. Des initiatives individuelles pour étendre le mouvement commercial, vers les régions du Sud-Cameroun et offrir un débouché à la production du caoutchouc, qui a subi depuis la guerre une très forte baisse, ont été vivement encouragées et aidées par l'administration. Il faut attendre de bons résultats de ces efforts, mais ces tentatives n'auront leur plein effet que si les obstacles

qui s'opposent au transport des produits vers l'Europe peuvent être en partie aplanis.

La situation actuelle est très fâcheuse pour le producteur indigène qui, craignant, malgré les assurances qu'il reçoit d'un renouveau économique aussitôt après la signature du traité de paix, de voir ses efforts dépensés en pure perte, a tendance à délaisser les cultures qu'il avait entreprises, faute de pouvoir en retirer immédiatement tout le profit qu'il espérait.

En toutes circonstances, les agents de l'administration dans les cercles s'attachent de toutes leurs forces à la réorganisation du pays et à inspirer confiance aux indigènes, mais il faut bien reconnaître que ce dernier point ne sera définitivement acquis que lorsque le mouvement commercial reprendra son plein développement d'avant-guerre et avec une activité d'autant plus grande que les ressources des habitants auront été à peu près complètement épuisées.

On ne saurait trop insister dès maintenant sur l'intérêt qu'il y aurait pour l'influence française, pour le commerce national et pour le développement économique de la colonie, à une augmentation des services de transport par mer et à une diminution du prix du fret. Les perturbations graves causées par l'état de guerre ont en effet assez disparu sous la bienfaisante influence de notre occupation pour que les populations dociles et laborieuses de la colonie se remettent de toutes leurs forces à produire.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

SECTION I. — *Bases générales sur lesquelles repose l'administration française du Cameroun. Organisation. Notions sur l'administration allemande.*

Dès que la conquête fut terminée, un commissaire de la République fut placé à la tête des territoires occupés du Cameroun. Le premier titulaire du poste fut le général Aymerich qui fut nommé par décret du 7 avril 1916. Il fut remplacé, par décret du 5 septembre 1916, par M. le gouverneur Lucien Fourneau.

Douala fut choisi comme chef-lieu du gouvernement

L'administration centrale fut également installée dans cette ville. Un chef de bataillon du génie fut désigné comme chef du service des chemins de fer et des travaux publics; un médecin-major de 1^{re} classe des troupes

coloniales fut nommé directeur du service de santé ; un lieutenant-colonel d'infanterie coloniale vint remplir les fonctions de commandant supérieur. Le chef de cabinet du commissaire de la République fut pris parmi le corps des administrateurs des colonies, qui fournit également le chef du service de l'administration générale. Un sous-intendant militaire des troupes coloniales exerça les fonctions de chef du service des finances, un lieutenant de vaisseau celles de chef du service maritime. Au poste de chef de service du Trésor fut placé un sous-lieutenant de l'infanterie coloniale et à celui de chef du service des postes et des télégraphes un commis des postes. Le gouverneur désigna un sous-lieutenant d'infanterie coloniale pour remplir les fonctions de chef du bureau militaire.

Presque toutes les fonctions étaient donc remplies par des militaires les exerçant sous la direction de l'autorité civile. Il importe ainsi d'étudier les règles qui, avec cette dualité de commandement, ont présidé à la bonne marche du service.

La circulaire du 17 octobre 1916 du commissaire de la République fixe, d'une manière précise, les rapports de l'autorité civile et de l'autorité militaire en délimitant exactement, en matière d'administration civile notamment, les attributions de l'une et de l'autre de ces autorités.

Les officiers qui exercent un commandement militaire au Cameroun y remplissent des fonctions administrati-

ves semblables à celles qui sont dévolues dans nos diverses possessions aux administrateurs des colonies. Ils exercent ces fonctions sous l'autorité directe du commissaire de la République.

Au point de vue militaire, les officiers qui sont à la tête de régions et de circonscriptions relèvent uniquement du commandant militaire, mais ils relèvent exclusivement de l'autorité du commissaire de la République en ce qui concerne toutes les questions administratives.

Ils doivent lui adresser toute leur correspondance administrative et c'est le gouverneur qui leur fait parvenir toutes les instructions nécessaires au bon accomplissement de leur tâche.

Mais, estimant que le commandant militaire ne doit pas rester dans l'ignorance de la tâche administrative remplie par ses subordonnés et qu'il convient, au contraire, de l'y intéresser directement, le commissaire de la République décide que toute la correspondance qui lui sera adressée par les officiers commandants de région et de circonscription lui parviendra sous le couvert du commandant militaire qui l'annotera, s'il le juge utile, et donnera son avis en la transmettant toutefois sans délai.

De même les instructions du gouverneur seront transmises par l'intermédiaire du Commandant militaire qui pourra les compléter au point de vue militaire, mais à ce seul point de vue seulement.

Les attributions civiles et militaires étaient ainsi très nettement délimitées.

Le *Journal officiel* du Cameroun, imprimé à Douala, parut pour la première fois le 1^{er} novembre 1916.

Le service des Douanes, sous les ordres d'un fonctionnaire de ce corps en résidence au chef-lieu, fut également créé. A ce sujet, le Ministre des colonies écrivit le 15 mai 1917 :

« La question s'est posée de savoir quel doit être le régime douanier applicable aux marchandises ordinaires du Cameroun. J'ai consulté sur cette matière, M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et des Postes et Télégraphes. D'accord avec mes collègues, il a été décidé que l'occupation du Cameroun par des troupes françaises et alliées ne paraissait pas susceptible de le faire bénéficier du même régime que les colonies françaises du second groupe et d'un régime plus favorable que certaines colonies britanniques ; les marchandises provenant du pays dont il s'agit sont dès lors soumises à l'entrée dans la métropole aux conditions du tarif général.

D'autre part, les dites marchandises doivent être soumises au même régime quand elles sont introduites dans les colonies du second groupe. »

Douala fut également le siège du Conseil de défense qui fut créé par arrêté local du Commissaire de la République en date du 13 janvier 1917 et qui se composa :

Du Commissaire de la République ;

Du Commandant militaire ;

De l'officier supérieur le plus élevé en grade après le commandant militaire ;

De l'officier adjoint au Commandant militaire avec voix consultative.

Il était entendu, d'autre part, que le chef de la station navale, le Directeur de l'Intendance, le Directeur du service de santé, le chef du service des travaux publics, le chef du service maritime seraient admis au Conseil et auraient voix délibératives seulement.

Mais par décret du 8 juillet 1917, le Commissaire de la République fut placé sous la haute autorité du Gouverneur général de l'Afrique Equatoriale française. En conséquence par arrêté du 15 avril 1918, le Conseil de Défense fut supprimé.

Par arrêté du Commissaire de la République en date du 14 mai 1916, les territoires occupés avaient été partagés entre les circonscriptions et subdivisions suivantes :

- 1° Kribi-Lolodorff-Campo, chef-lieu Kribi.
- 2° Edéa-Eséka, chef-lieu Edéa.
- 3° Douala-Yabassi, chef-lieu Douala.
- 4° Baré-Funban-N'Kongsamba, chef-lieu Bana.
- 5° Yaoundé-Akondinga, chef-lieu Yaoundé.
- 6° Mora-Garoua, chef-lieu Garoua.
- 7° Banyo-Ngaoundéré, chef-lieu Ngaoundéré.
- 8° Doumé-Lomié-Yokaduma, chef-lieu Doumé.
- 9° Ebolowa-Akouafim, chef-lieu Ebolowa.

Diverses modifications ont été apportées dans la suite

dans les subdivisions rattachées à chaque circonscription : elles sont sans importance.

Un petit corps de miliciens choisis d'habitude parmi les anciens tirailleurs a été recruté à Douala à la disposition de l'autorité civile.

Un arrêté du Commissaire de la République en date du 20 novembre 1916 a institué au siège du Gouvernement un Conseil supérieur d'hygiène et de salubrité publique.

Un magistrat français, aidé d'un greffier français, est le Président du Tribunal civil de Douala et le chef du service judiciaire au Cameroun ; il est sous les ordres du Procureur Général de l'Afrique Equatoriale.

Un Européen, fonctionnaire ou non, est désigné par ordonnance du Président du Tribunal pour remplir les fonctions d'administrateur-sequestre que nous étudierons plus loin : il réside à Douala.

Tels sont les principaux rouages de l'administration française au Cameroun.

Examinons brièvement l'organisation allemande.

Le Cameroun était placé sous l'autorité d'un Gouverneur impérial assisté d'un chancelier (*kanzler*), de deux secrétaires et d'un conseil local composé de trois négociants notables. Un juge (*richter*) dirigeait le service judiciaire. Il y avait encore un chef du service financier, un chef du service de la douane et un directeur du bureau de poste.

Quelques fonctionnaires à attributions techniques :



Cliché Section Photographique de l'Armée.

Fig. 5. — Maison du Commandant de la Subdivision de Baré.



Cliché Section Photographique de l'Armée.

Fig. 6. — Pont de lianes sur le Noun entre Bana et Fumban.

médecins du Gouvernement, ingénieurs, directeurs et fonctionnaires du jardin botanique, de l'Inspection forestière s'y trouvaient aussi.

Il y avait enfin les fonctionnaires chargés de l'administration des subdivisions territoriales de la colonie.

Le Cameroun était partagé en districts (*bezirke*) avec un office de district (*bezirkamt*) où siégeait le chef de district (*bezirksamtmann*) ; il y avait en outre un chef de station (*stationsleiter*).

Le siège du Gouvernement était à Bouéa.

En 1913, le Cameroun comptait 1.873 blancs dont 1.643 Allemands.

Les forces de police étaient de : 40 Allemands et 1.255 hommes de couleur sous les ordres du gouverneur.

SECTION II. — *Bases générales sur lesquelles repose l'administration militaire. — Organisation. — Notions sur l'organisation militaire allemande.*

Un régiment de tirailleurs sénégalais à dix compagnies occupe le Cameroun. Des mutations fréquentes sont prononcées pour l'affectation des unités qui sont disséminées dans toutes les circonscriptions et subdivisions déjà indiquées.

Le lieutenant-colonel, commandant le régiment, réside à Douala.

Trois chefs de bataillon sont à sa disposition : l'un com

mande la région-Nord, le second la région-Centre, le troisième la région-Sud en même temps qu'il exerce les fonctions de major. Telle était du moins leur affectation en mai 1918, époque à laquelle nous avons quitté le Cameroun. Nous croyons savoir que des changements de résidence et d'attributions ont été opérés depuis cette époque parmi ces officiers supérieurs.

Un officier du grade de capitaine ou de lieutenant est adjoint au commandant du corps d'occupation.

A la tête du service médical se trouve un médecin-major de 1^{re} classe assisté d'un médecin-major de 2^e classe; il dirige l'hôpital de Douala.

Un médecin-major de 2^e classe ou un aide-major se trouve dans chaque compagnie.

Le service de l'intendance est assuré par un sous-intendant, un officier adjoint à l'intendance et des officiers d'administration.

Un arrêté du 19 août 1916, émanant du Commissaire de la République, fait connaître que le détachement d'occupation est placé sous le régime de la justice militaire aux armées, conformément à l'article 13 du décret du 23 octobre 1903.

Un conseil de guerre est établi, en conséquence, à Douala. Le détachement est rattaché au conseil de révision du Sénégal qui a qualité pour recevoir les pourvois en révision.

Le Conseil de guerre est composé de 5 membres qui sont nommés pour chaque affaire à juger.

L'officier appelé à exercer des fonctions administratives doit avoir la plus haute idée de sa mission. Il représente en effet la France au milieu des populations qui lui sont confiées et dont il doit chercher à faire aimer le nom. Par son zèle, son activité, sa bienveillance, son humeur toujours égale et aussi, le cas échéant, par une sévérité inflexible, il doit mériter à la fois l'affection et la crainte de ses administrés.

La plus noble tâche lui est, d'ailleurs, dévolue. En premier lieu, il a sous ses ordres des soldats indigènes recrutés parmi les races d'Afrique occidentale et équatoriale et il lui appartient, pour les utiliser au mieux des intérêts dont il a la charge, de connaître leur état d'âme, leurs mœurs, leurs coutumes et leur force de résistance. Il doit ensuite surveiller discrètement les chefs indigènes, contrôler minutieusement leurs actes et veiller à ce qu'ils ne pressurent pas leurs subordonnés. Il se fait enfin un devoir de respecter les préjugés et les traditions de ses administrés.

Une initiative très grande est son partage. Par suite en effet du peu de densité de la population, des espaces immenses dans lesquels s'exerce son autorité, en présence de tribus d'une variété infinie, il ne lui est pas imposé une règle uniforme qu'il soit tenu de rigoureusement appliquer.

Eviter de particulariser certaines races, d'établir une hégémonie au profit de l'une d'elles et faire tous ses efforts au contraire pour qu'elles aient les mêmes char-

ges, les mêmes obligations et les mêmes droits sont les idées dominantes dont tout administrateur militaire doit être pénétré.

Au temps de l'occupation allemande, les effectifs étaient de cinq compagnies sous les ordres d'un lieutenant-colonel, et d'un major : 199 Allemands et 1.550 indigènes.

Ces troupes ne comprenaient que des engagés volontaires qui étaient :

1° Des officiers de l'armée métropolitaine, des ingénieurs militaires, des médecins et pharmaciens militaires et d'autres fonctionnaires, des sous-officiers de l'armée de terre et de la marine qui demandaient du service dans les troupes coloniales.

2° Des simples soldats ou matelots de l'armée ou de la marine qui avaient demandé à servir dans les troupes coloniales ; en outre les Allemands demeurant dans la colonie et qui avaient témoigné le désir d'y accomplir leur service militaire.

3° Les Allemands qui avaient appartenu à la troupe levée pour l'Est africain par le commissaire impérial ou qui étaient entrés en service par engagements contractés à une capitainerie au titre des troupes coloniales.

4° Des indigènes.

Les troupes coloniales étaient essentiellement une institution d'Empire, les Etats confédérés n'avaient nullement à s'occuper de leur organisation.

D'une manière générale, les officiers n'exerçaient pas des fonctions administratives.

L'organisation des troupes coloniales allemandes présentait de nombreuses différences avec le reste de l'armée allemande. A proprement parler elles ne se rattachaient que par un faible lien à cette armée, car elles n'avaient rien de commun avec les troupes métropolitaines.

Elles avaient pour mission principale non de combattre l'ennemi extérieur, mais de veiller au maintien de la sûreté et de l'ordre public dans la colonie. Une partie d'elles étaient plus spécialement affectées au service de la police et étaient à la disposition du gouverneur pour l'exécution de tous les actes résultant de ses attributions. Elles avaient aussi pour tâche encore de combattre l'esclavage.

SECTION III. — *Rôle militaire du commandant du corps d'occupation, des commandants de région, des chefs de circonscription, de subdivision et de poste.*

Le lieutenant-colonel commandant le corps d'occupation relevait, jusqu'au 8 juillet 1917, directement du Ministre. Il exerçait ainsi des pouvoirs très étendus; analogues en somme à ceux d'un général commandant un corps d'armée.

Mais de même que le décret du 8 juillet 1917 plaçait le Commissaire de la République sous la haute autorité

du Gouverneur général de l'Afrique Equatoriale Française, il a été mis, à la même date, sous les ordres du général commandant supérieur de l'Afrique Equatoriale et n'est plus ainsi qu'un simple chef de corps aux fonctions et droits délimités par les règlements.

En raison de l'éloignement des postes, du rôle différent qui incombe à chacun d'eux, des effectifs variables dont ils disposent, il n'impose pas à tous les chefs de service un emploi du temps déterminé. Il se borne à leur envoyer des directives générales qui les éclairent sur la conduite à tenir en cas d'instruction, de discipline, d'exécution de tir ou de troubles.

Par le télégraphe ou à l'aide de courriers spéciaux il est tenu au courant par les chefs de circonscription et de subdivision de tout événement grave qui peut survenir et donne immédiatement les ordres nécessaires.

A des dates périodiques, les mêmes officiers lui adressent par la voie hiérarchique tous les rapports et comptes rendus ayant trait au service.

Les chefs de région sont les intermédiaires entre le lieutenant-colonel commandant le corps d'occupation et les chefs de circonscription.

Sous le rapport de la discipline, de l'instruction, du commandement en général, ils jouissent des prérogatives et droits prévus par le règlement pour les chefs de bataillon.

Comme chefs de région, ils se bornent à inspecter les différents postes qui se trouvent sous leurs ordres et à

noter toutes les remarques qui leur paraissent devoir être faites. Ils ne prescrivent rien et ont pour unique mission d'éclairer l'autorité supérieure, par des rapports écrits, sur tout ce qui se passe dans les différents points. Les rapports de leurs subordonnés sont annotés par eux et leur contrôle fixe ainsi la religion du commandant du corps d'occupation et du commissaire de la République. Donc leur tâche consiste surtout à accomplir de longues tournées pour que rien de ce qui a lieu d'important dans l'étendue de leurs régions respectives ne leur soit étranger. Leur mission est, en conséquence, très fatigante en même temps qu'elle exige de leur part beaucoup d'abnégation.

Les chefs de circonscription dirigent personnellement l'instruction de leurs tirailleurs et veillent à l'exécution des ordres reçus pour la tenue, la discipline, l'hygiène de leur détachement.

Chaque semaine, ils font accomplir de longues marches à leurs soldats dans les différents points où il importe de montrer aux indigènes les forces dont ils disposent. En cas de troubles ou d'événements graves, ils prennent, sous leur responsabilité, les mesures nécessaires et rendent compte.

Ils sont responsables de l'entretien et de la conservation du matériel appartenant à l'Etat, des vivres et denrées qui sont emmagasinés dans chaque poste par les soins du service de l'Intendance et qui donnent lieu à des distributions journalières. Quand une denrée ne leur

paraît pas devoir être consommée sans danger, ils provoquent la réunion d'une commission qu'ils président et qui est composée du médecin et d'un sous-officier. Si la denrée est reconnue nocive, elle est détruite, retirée des écritures et un procès-verbal est établi. Sous l'action de la chaleur, le riz, la viande de conserve nécessitent souvent au Cameroun la réunion de commissions.

Le chef de circonscription s'attache encore à améliorer l'ordinaire de ses hommes. Par des jardins potagers et par des terrains qu'il met à la disposition de ses subordonnés, il leur permet d'avoir, à peu près en tout temps, des légumes à très bon compte. Un sous-officier européen est chargé généralement de cette tâche.

Les tirailleurs sont chargés d'escorter les différents convois. Il a été recommandé maintes fois de les mettre toujours sous l'autorité d'un chef car, livrés à eux-mêmes, ils ont la plus grande tendance à se laisser aller à la maraude ou à molester les indigènes. Jamais, en tout cas, un seul tirailleur ne doit escorter un convoi.

Dans certaines compagnies, on a recruté dix indigènes parmi les diverses tribus du Cameroun. D'une manière générale, ces nouveaux auxiliaires sont moins aptes à être disciplinés que les autres populations de l'Afrique Occidentale et Equatoriale. Ils ont de grandes tendances à vouloir abuser du vin de palme et à traiter avec une désinvolture excessive leurs propres compatriotes. Toutefois, certaines races fournissaient aux Allemands des soldats dont ils prisait les services. En

1918, au mois de juin, l'autorité française a recruté 300 indigènes des populations de Kribi pour combler le vide produit par le départ de tirailleurs sénégalais sur le front français. Nous ignorons le résultat de cette expérience.

Pour leur part, les chefs de subdivision et de poste accomplissent une tâche semblable à celle que nous venons de décrire.

Résumons brièvement les renseignements obtenus sur la tâche militaire des divers chefs durant l'occupation allemande.

La discipline avait le même caractère de rigueur qu'en Europe et les prescriptions des règlements étaient strictement observées.

Vis-à-vis du commandant des troupes, le gouverneur se trouvait dans une situation particulière. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les troupes coloniales servaient à la fois à la police et à la défense de la colonie. Comme maître absolu de la police de la colonie, le gouverneur était donc appelé à déterminer les points de stationnement des troupes affectées à la police et à la répartition des forces ; mais il pouvait dans ce cas porter préjudice à la défense pour laquelle le commandant des troupes conservait l'initiative. Ce dernier pouvait, lorsqu'il le jugeait nécessaire, présenter des observations au gouverneur au sujet d'un ordre donné lorsqu'il lui paraissait que cet ordre pouvait nuire à la défense militaire. Quand le gouverneur persistait dans

son ordre, le commandant devait s'incliner, mais il avait le droit d'en référer au chef suprême des troupes coloniales, c'est-à-dire à l'Empereur. Le gouverneur devrait naturellement se soumettre à la décision de ce dernier. Dans la pratique, il était à peu près impossible qu'un incident de cette nature se produisît car la plupart du temps le gouverneur était un officier supérieur qui était en même temps commandant des troupes stationnées dans la colonie; en cas contraire, le gouverneur civil laissait toujours agir dans son ressort l'officier commandant.

CHAPITRE II

SECTION I. — *Rôle administratif du commandant de circonscription. — Rôle de l'administration française en matière de justice, routes, instruction, travaux publics, service sanitaire, commerce, industrie, agriculture, budget. — Agences spéciales. — Agences postales. — Missions. — Etat civil. — Sequestre. — Rôle de l'administrateur allemand en ces matières.*

Le rôle administratif du commandant de circonscription consiste à rendre la justice, à entretenir ou à percer des routes, à s'occuper de l'instruction de certains indigènes, à assurer l'exécution des travaux publics qui lui sont prescrits, à veiller à la bonne marche du service sanitaire, à donner au commerce, à l'industrie, à l'agriculture tout l'essor désirable. Il lui appartient enfin de fournir à l'autorité supérieure tous les renseignements nécessaires pour établir l'assiette de l'impôt qu'il est chargé ensuite de recouvrer.

Ses fonctions judiciaires sont très importantes car c'est une des parties sur lesquelles l'administration française

a fait surtout sentir son action. Nous allons examiner les différentes mesures prises à ce sujet.

Un arrêté du 8 août 1916 promulgue au Cameroun le décret du 6 mai 1916 réorganisant le service de la justice. En voici les dispositions principales :

En dehors de la compétence générale dévolue aux conseils de guerre, le service de la justice est assuré par le tribunal de Douala dans les territoires du Cameroun. Ce tribunal connaît de toutes les affaires civiles et commerciales ainsi que des affaires correctionnelles chaque fois que sont parties ou en cause :

- 1° les citoyens français ;
- 2° les alliés étrangers ou les neutres ;
- 3° les indigènes des colonies ou possessions françaises ou les étrangers jouissant dans leur pays d'origine du statut métropolitain.

La composition de ce tribunal est réglée sur les mêmes bases que celles des justices de paix à compétence étendue de l'Afrique Equatoriale Française.

Les fonctionnaires ou officiers commandants des circonscriptions peuvent être chargés, dans l'étendue de leur circonscription, des fonctions de juge de paix par arrêté du commissaire de la République et dans les conditions qui seront indiquées par ces arrêts. Ils président également les tribunaux indigènes qui seront rétablis ou institués au chef-lieu de chaque circonscription.

Les tribunaux du Cameroun jugent suivant les lois et la procédure en vigueur avant l'occupation du pays par

les forces armées de la République. En cas d'empêchement, ils appliquent la loi et la procédure française. En matière indigène la coutume indigène est appliquée.

Dans le cas où les jugements rendus par le tribunal de Douala seraient susceptibles d'appel, la cour d'appel de l'Afrique Equatoriale Française sera compétente telle qu'elle est fixée par le décret du 16 avril 1913.

Nous voyons ainsi que la loi allemande a été appliquée par nous dès notre prise de possession. Il importe, en conséquence, d'en exposer les dispositions principales.

En matière civile, il est assez difficile de signaler beaucoup de règles d'ensemble à l'égard des indigènes, du moins en ce qui concerne les immeubles et aussi en ce qui concerne les coutumes quant à l'état des personnes, aux contrats entre indigènes.

Des arrêts de police émanant du Gouverneur imposent un certain nombre d'obligations aux indigènes et fixent dans une certaine mesure leur situation juridique.

L'ordonnance impériale du 25 février 1896 et la décision du chancelier du 27 février 1896 sont applicables au Cameroun tant en matière civile que criminelle. Il en est de même de la décision du 22 mars 1896 interdisant l'usage de la torture.

Parmi les dispositions applicables au Cameroun, il faut mentionner d'abord un arrêté du Gouverneur du 18 avril 1886 concernant la constitution de gage de la part des indigènes et décidant que l'ivoire ou les objets donnés en gage par des indigènes à des marchands étran-

gers doivent être dégagés dans le délai d'un an à dater du jour de la constitution du gage, sauf convention contraire, faute de quoi le gage devient de plein droit la propriété du détenteur. L'indigène a le droit de demander au preneur du gage un reçu de l'objet, dans lequel est indiqué le jour de la constitution du gage ainsi que la nature de l'objet ; ce reçu doit porter également le montant du prêt que garantit le gage.

Si l'indigène ne demande pas ce reçu ou si, l'ayant demandé, il le perd, ce sont les livres du détenteur qui font foi.

D'autre part, un arrêté du 16 mai 1892 décide que les contestations entre indigènes des tribus des Doualas doivent être réglées par le chef indigène du défendeur si, en matière civile, l'objet de la contestation n'a pas une valeur supérieure à 100 marks et si, en matière criminelle, la peine à prononcer ne dépasse pas 300 marks d'amende ou six mois de prison. Appel peut être fait de la décision du chef devant un tribunal arbitral indigène dont les membres sont nommés par le Gouverneur et sont en tout temps révocables par lui. Le tribunal arbitral est en même temps juridiction de première instance pour toutes les affaires civiles et criminelles qui ne sont pas de la compétence des chefs ; toutefois, le meurtre ou tentative de meurtre est enlevé à la compétence du tribunal arbitral qui ne peut pas non plus connaître des délits ou crimes entraînant la peine de mort ou l'emprisonnement de plus de deux ans. Les

usages et coutumes du lieu règlent la forme des débats et la procédure devant ces tribunaux arbitraux. Appel peut être fait de leurs arrêts devant le Gouverneur, la signification devant en être faite, verbalement ou par écrit, au secrétariat du Gouvernement dans le délai d'une semaine après le prononcé de l'arrêt. Les affaires pénales qui ne sont pas de la compétence des chefs ou des tribunaux arbitraux sont réservées à la juridiction du Gouverneur.

Divers arrêtés ultérieurs ont étendu ces institutions à la plupart des autres tribus.

Signalons encore le règlement du 22 avril 1896 qui fixe comme suit la série des peines à appliquer au Cameroun : la correction corporelle, le fouet, l'amende, la prison avec travail forcé, la prison avec chaîne, la mort.

Les Arabes et les Indiens ne doivent pas subir de châtiments corporels ; il en est de même des femmes. Les hommes mineurs de 16 ans ne doivent subir que la fustigation.

Le Gouverneur ne se prononce sur l'application de la peine de mort qu'après un rapport sur le cas qui lui a été soumis.

Les nègres qui ont pris l'engagement de travailler chez un blanc et qui abandonnent leur travail subissent la peine de la correction corporelle ou de l'enchaînement.

Dans les districts de la côte, ce sont les gouverneurs ou les commissaires ou, à leur place, les chefs de district

et de station qui ont pleine juridiction sur les indigènes. Toutefois ils doivent exercer cette juridiction en présence des chefs des villages, walis, etc. Pour les crimes, les chefs de district ou de station, ou même le gouverneur lorsqu'il siège lui-même, doivent se faire assister par des notables indigènes. Un procès-verbal complet des séances doit être établi.

A l'intérieur, dans les expéditions ou en cas de guerre, les fonctionnaires exerçant le commandement en chef ont le droit de régler seuls les délits légers; s'ils jugent qu'un cas est assez grave pour être puni de mort, ils ne peuvent prononcer cette peine qu'après s'être soumis à une procédure sommaire et avec l'assistance de deux assesseurs.

Telles sont les principales dispositions de la loi allemande au Cameroun.

Poursuivons l'exposé des réformes judiciaires françaises.

Une circulaire du Commissaire de la République du 8 août 1916 fixe les conditions dans lesquelles doivent être constitués les dossiers soumis à l'homologation de la chambre de Brazzaville en matière indigène.

Un arrêté local du 30 décembre 1916 fixe les conditions de perception des taxes en matière de justice indigène.

Un autre décret du 12 janvier 1917 est venu réorganiser ainsi la justice au Cameroun.

En dehors de la compétence générale dévolue aux con-



Cliché Section Photographique de l'Armée.

Fig. 7. — Convoi de porteurs sur la route de Baré à Bana.



Cliché Section Photographique de l'Armée.

Fig. 8. — Route de Fongany à Bana.

seils de guerre, le service de la justice est assuré au Cameroun par un tribunal siégeant à Douala, des justices de paix à compétence étendue ou à compétence ordinaire et des tribunaux indigènes.

Le tribunal de Douala et des justices de paix à compétence étendue connaissent de toutes les affaires civiles et commerciales ainsi que des affaires correctionnelles chaque fois que sont parties ou en cause :

1° les citoyens français et les nationaux d'Etat étrangers ;

2° les habitants des colonies ou possessions françaises ou étrangères jouissant dans leur pays d'origine du statut métropolitain.

A l'égard des mêmes personnes dans les territoires qui dépendaient avant le 4 novembre 1911 de l'Afrique Equatoriale Française, la cour criminelle de Brazzaville, spécialement désignée à cet effet par arrêté du commissaire de la République, peut connaître des crimes autres que ceux qui sont de la compétence des conseils de guerre ou des tribunaux indigènes. Elle peut être transférée dans les conditions prévues en Afrique Equatoriale Française.

La composition du tribunal de Douala est réglée sur les mêmes bases que celles des justices de paix à compétence étendue de l'Afrique Equatoriale Française telle que la détermine le décret du 16 avril 1913.

Les fonctionnaires ou officiers commandant les circonscriptions administratives peuvent être chargés, dans

l'étendue de leur circonscription, des fonctions de juge de paix par arrêtés des commissaires de la République. En cas d'absence ou d'empêchement dûment justifié, ils peuvent être remplacés par l'officier ou le fonctionnaire appelé à les suppléer dans leurs fonctions.

Les justices de paix possèdent en matière civile et commerciale la même compétence que les justices de paix correspondantes de l'Afrique Equatoriale Française.

Auprès de ces juridictions, les fonctions du ministère public sont, s'il y a lieu, remplies par des fonctionnaires et des officiers spécialement désignés à cet effet par des arrêtés des commissaires de la République.

Les secrétaires désignés par les juges de paix remplissent les fonctions de greffier ; ils en ont toutes les attributions.

Les secrétaires-greffiers et les agents d'exécution prêtent serment devant le juge de paix.

Les tribunaux du Cameroun jugent suivant les lois et la procédure en vigueur avant l'occupation du pays par les forces armées de la République ; en cas d'empêchement, ils appliquent la loi et la procédure française telle qu'elle a été fixée par les arrêtés en vigueur dans l'Afrique Equatoriale Française.

Dans les cas où les jugements rendus par le tribunal civil de Douala et les justices de paix à compétence étendue seront susceptibles d'appel, la cour d'appel de l'Afrique Equatoriale Française sera compétente.

Des arrêtés des commissaires de la République fixeront les conditions d'organisation et de fonctionnement des tribunaux indigènes.

En matière indigène, la coutume locale est appliquée ; toutefois, en matière répressive, les sanctions prévues par la coutume locale ne seront appliquées que dans ce qu'elles n'ont pas de contraire aux principes de la civilisation.

D'une manière générale, et en tout ce qui n'est pas prévu au présent décret, les dispositions édictées par les décrets réglementant le service de la justice en Afrique Equatoriale Française sont applicables dans les territoires du Cameroun.

Une circulaire du 24 mars 1917 du commissaire de la République commente ce décret. Elle dit en substance que le Président du Tribunal de Douala conserve sa juridiction sur l'ensemble des territoires occupés et qu'il connaîtra de toutes les affaires de sa compétence qui pourront naître dans les circonscriptions.

Un arrêté local du 19 janvier 1917 réglemente l'exercice de la contrainte par corps au Cameroun.

Un arrêté du 21 avril 1917 vient fixer ainsi la réorganisation de la justice indigène.

Il est institué au chef-lieu de chaque circonscription un tribunal indigène présidé par le chef de la circonscription, assisté de deux assesseurs désignés par le chef de la circonscription. Ils sont choisis parmi les chefs et notables dont la liste est adressée à la fin de chaque

année pour approbation au commissaire de la République.

Un tribunal de même nature et de même compétence est institué au chef-lieu de chaque subdivision.

En matière civile et commerciale, les tribunaux indigènes connaissent en premier et dernier ressort de tous les litiges dont ils sont saisis par les individus non justiciables des tribunaux français.

En matière répressive, les tribunaux indigènes connaissent de toutes les atteintes portées aux personnes ou aux biens commises par des personnes au préjudice de personnes non justiciables des tribunaux français.

Ils connaissent de tous les crimes.

Les tribunaux indigènes appliquent en toute matière les coutumes locales en ce qu'elles n'ont pas de contraire aux principes de la civilisation française.

En matière répressive les décisions des tribunaux de circonscription et de subdivision prononçant des peines supérieures à deux ans de prison doivent être soumises à l'examen et à l'approbation du commissaire de la République.

Les peines que peuvent prononcer les tribunaux de circonscription et de subdivision sont l'emprisonnement, l'amende sans limite, l'interdiction de séjour, qui ne pourra pas dépasser 20 ans, et la peine de mort qui ne peut être appliquée toutefois que par décision du Président de la République.

Dans les cas où les châtimens corporels sont prévus

par la coutume, l'emprisonnement leur est substitué.

Un second arrêté du 21 avril 1917 fixe les conditions dans lesquelles pourront continuer à fonctionner les tribunaux indigènes proprement dits et détermine ainsi leur organisation et leur compétence.

Les tribunaux maintenus provisoirement sont :

1° Les tribunaux de village.

2° Les tribunaux de race.

3° Les institutions judiciaires coutumes en dehors des régions où fonctionnent les deux tribunaux ci-dessus indiqués.

Notons les principales attributions de chacun de ces tribunaux.

En matière civile et commerciale, le chef de chaque village juge en premier ressort tous les litiges où sont parties les indigènes de son village lorsque la valeur du litige ne dépasse pas cent francs.

En matière répressive, le chef de village connaît en premier ressort des délits commis sur l'étendue de son village lorsque la peine ne dépasse pas 15 jours de prison et 100 francs d'amende.

L'appel des jugements des chefs de village peut être porté dans les 24 heures devant le tribunal de race.

Ce tribunal connaît en premier ressort lorsque sont parties ou en cause les indigènes appartenant au même groupement ethnique.

En matière civile et commerciale, il connaît des litiges dont la valeur dépasse 100 francs,

En matière répressive, il connaît des délits qui sont sanctionnés par des peines inférieures à 300 francs d'amende et à 6 mois d'emprisonnement.

Les jugements rendus par les tribunaux de race sont susceptibles d'appel devant le tribunal de circonscription ou de subdivision.

La composition des tribunaux de race est ainsi fixée :

Un président.

Deux assesseurs.

Un ou deux secrétaires.

Un interprète.

Les institutions judiciaires coutumes continuent à fonctionner comme par le passé avec ce correctif toutefois :

En matière répressive, toute condamnation supérieure à 6 mois d'emprisonnement ou à 300 francs d'amende est soumise obligatoirement à l'homologation du commissaire de la République.

Un arrêté local du 21 avril 1917 fixe la rémunération des assesseurs indigènes près les tribunaux de circonscription ou de subdivision.

Par circulaire du 5 mai 1917, le commissaire de la République insiste pour qu'aucun tribunal purement indigène autre que ceux actuellement existants ne puisse plus être autorisé à l'avenir.

Une circulaire du 6 juillet 1917 vient rappeler la suppression des peines corporelles.

Un arrêté du 18 août 1917 porte interdiction de la

mise en gage des personnes indigènes du sexe féminin.

Un arrêté du Commissaire de la République en date du 18 avril 1918 rend enfin applicables au Cameroun le fonctionnement de la justice française en Afrique Equatoriale Française.

Sont désormais applicables les dispositions :

Du décret du 16 avril 1913, modifié par décret du 25 juillet 1917, portant réorganisation de la justice en Afrique Equatoriale Française ;

De l'arrêté du Gouverneur général de l'Afrique Equatoriale Française en date du 11 mai 1914 fixant la compétence des justices de paix à compétence étendue de l'Afrique Equatoriale Française, leurs attributions et la procédure en matière répressive ;

De l'arrêté du Gouverneur général de l'Afrique Equatoriale Française en date du 11 mai 1914 réglant la procédure en matière civile et commerciale devant la Cour d'appel et les tribunaux de toutes catégories de l'Afrique Equatoriale Française ;

De l'arrêté du Gouverneur général de l'Afrique Equatoriale Française en date du 11 mai 1914 concernant les fonctions d'agent d'exécution ;

De l'arrêté du Gouverneur général de l'Afrique Equatoriale Française en date du 3 octobre 1916 portant tarif général des émoluments et honoraires en matière civile et criminelle devant les tribunaux français de l'Afrique Equatoriale Française.

Mais les frais de justice tels qu'ils sont prévus par la

loi du 20 mai 1898 en vigueur dans les territoires occupés de l'ancien Cameroun avant l'occupation continueront à être perçus au profit de l'Etat.

Un second arrêté du 18 avril 1918 porte réorganisation de la justice indigène au Cameroun ; il précise que les dispositions du décret du 16 avril 1913 réorganisant la justice en Afrique Equatoriale Française en ce qui concerne la justice indigène sont désormais applicables. Mais il prescrit que sont maintenus provisoirement en vigueur :

Le titre III de l'arrêté local du 30 décembre 1916 fixant les conditions de perception des taxes en matière de justice indigène ;

L'arrêté local du 19 avril 1917 réglementant l'exercice de la contrainte par corps ;

L'arrêté local du 21 avril 1917 fixant les conditions dans lesquelles pourront continuer à fonctionner les tribunaux indigènes proprement dits avec cette restriction toutefois :

En matière répressive, toute condamnation supérieure à six mois de prison ou à 300 francs d'amende est soumise obligatoirement à la procédure d'homologation.

L'arrêté local du 21 avril 1917 fixant la rémunération des assesseurs indigènes près les Tribunaux de circonscription ou de subdivision.

Désormais les dispositions de l'arrêté local du 21 avril 1917 portant réorganisation de la justice indigène sont abrogées.

Pour qu'on puisse se rendre compte du fonctionnement de la justice à cette date du 18 avril 1918 résumons les principales dispositions du décret portant réorganisation de la justice en Afrique Equatoriale Française.

Dans toute l'étendue des territoires composant le Gouvernement général de l'Afrique Equatoriale Française les individus qui ne sont pas justiciables des tribunaux français relèvent des tribunaux spéciaux prévus ci-après :

Il est institué au chef-lieu de chaque circonscription administrative un tribunal indigène présidé par l'administrateur, l'officier ou le fonctionnaire commandant la circonscription, assisté de deux assesseurs dont un européen citoyen français et un indigène. A défaut d'euro péen, les deux assesseurs sont indigènes.

Un tribunal de même nature et ayant la même compétence présidé par l'administrateur, l'officier ou le fonctionnaire commandant la subdivision, assisté comme il est dit ci-dessus, peut être institué, en cas de nécessité, au chef-lieu de chaque subdivision par arrêté du Gouverneur général, sur la proposition du Lieutenant-Gouverneur.

Les assesseurs sont nommés au commencement de chaque année par le Lieutenant-Gouverneur de la colonie.

En cas d'absence où d'empêchement d'un des assesseurs, celui-ci est remplacé par l'un des deux assesseurs

suppléants qui sont désignés dans la même forme que les assesseurs titulaires.

Les assesseurs près des tribunaux indigènes n'ont que voix consultative. Ils sont obligatoirement consultés. Mention en est faite dans le jugement.

Les présidents des tribunaux indigènes prêtent serment par écrit devant la Cour d'appel. Les fonctionnaires ou officiers appelés à remplacer le président du tribunal en cas d'empêchement et les assesseurs prêtent serment en audience publique devant le président du tribunal indigène.

Les présidents des tribunaux indigènes et les assesseurs ne sont pas soumis à récusation.

En cas d'absence des assesseurs, le président peut passer outre. Il fait mention de sa décision motivée au jugement.

Les fonctions du ministère public et de greffier n'existent pas auprès des tribunaux indigènes.

Le président peut se faire assister, pour la rédaction matérielle des jugements et la tenue des registres, par un secrétaire de son choix.

Les tribunaux indigènes appliquent en toute matière les coutumes locales en ce qu'elles n'ont pas de contraire aux principes de la civilisation française.

En matière civile et commerciale, les tribunaux indigènes connaissent en premier et dernier ressort de tous les litiges dont ils sont saisis par les individus non justiciables des tribunaux français.

En matière répressive, les tribunaux indigènes connaissent de toutes les atteintes portées aux personnes ou aux biens commises par des personnes au préjudice de personnes non justiciables des tribunaux français. Les délits commis par ces personnes contre l'ordre public, l'Etat, la colonie ou une administration publique, sont également de la compétence des tribunaux indigènes. Les seules peines qui peuvent être prononcées sont : la peine de mort, l'emprisonnement, l'amende et l'interdiction de séjour.

Les décisions des tribunaux indigènes prononçant une peine supérieure à deux ans d'emprisonnement sont soumises à l'homologation de la Chambre spéciale dont il sera parlé ci-après.

Les décisions des tribunaux indigènes infligeant une peine n'excédant pas deux années de prison et les décisions d'acquiescement sont prononcées en dernier ressort et définitives. Néanmoins, le procureur général, chef du service judiciaire, pourra en demander l'annulation à la Chambre spéciale.

L'action publique se prescrit, sauf interruption, par cinq ans.

Les présidents des tribunaux indigènes sont chargés, dans la limite de leur circonscription, des informations et instructions. Ils peuvent sous leur responsabilité et leur surveillance déléguer leurs pouvoirs à des militaires ou fonctionnaires, assermentés à cet effet, placés sous leurs ordres.

Dans le cas de flagrant délit et si l'affaire paraît en état d'être jugée, le prévenu peut être conduit devant le tribunal et jugé immédiatement et publiquement.

En toute matière, les jugements sont motivés et rendus en audience publique, les assesseurs consultés. Ils doivent contenir l'énoncé sommaire des faits, l'interrogatoire des parties ou prévenus, les dépositions des témoins, la sentence, la coutume indigène appliquée, les noms des assesseurs, leur race et religion.

Ils sont transcrits sur un registre spécial et copie doit en être envoyée chaque mois au chef-lieu de la colonie puis transmise au chef du service judiciaire.

Il est institué à Brazzaville une Chambre d'homologation chargée de l'homologation des jugements des tribunaux indigènes prononçant des peines excédant deux ans d'emprisonnement. Les sentences prononçant des peines inférieures à cette durée ou l'acquittement lui sont également déférées pour annulation par le procureur général, dans les cas indiqués plus haut.

Cette Chambre se compose :

Des membres de la cour d'appel ;

De deux fonctionnaires désignés par le gouverneur général au commencement de chaque année sur la proposition du Chef du service judiciaire.

Les fonctions du ministère public sont exercées près de cette Chambre par le chef du Service judiciaire ou son substitut, celles de greffier par le greffier-notaire de Brazzaville.

Deux fonctionnaires suppléants sont désignés dans la même forme que les titulaires pour le cas où ceux-ci seraient absents ou empêchés.

Les fonctionnaires membres de la Chambre d'homologation prêtent serment devant la Cour d'appel en audience ordinaire.

La Chambre d'homologation est saisie par le procureur général dans la quinzaine de réception du dossier qui aura été transmis à ce magistrat par l'Administration. Le dossier doit comprendre une copie du jugement, les déclarations faites par l'inculpé et les témoins, tant à l'instruction qu'à l'audience, et la situation du condamné au point de vue de la détention. Le tout est accompagné d'un rapport dans lequel l'Administrateur relate les faits du procès, les incidents qui ont pu surgir à l'audience et toutes les circonstances propres à éclairer la religion de la Chambre.

La Chambre d'homologation statue dans les six mois de la réception du dossier sur le rapport d'un de ses membres, le ministère public entendu. Les débats ont lieu et l'arrêt rendu en audience publique. En principe, les parties ne comparaissent pas. Toutefois, en cas d'évocation, la comparution des parties est de droit, si elles le demandent, et la Cour peut même l'ordonner d'office.

La Chambre d'homologation peut ordonner tous les compléments d'information qui lui paraissent nécessaires et y faire procéder par le président du Tribunal indigène.

Quand la Chambre homologue, extrait de l'arrêt est délivré dans la huitaine au procureur général qui le transmet pour exécution au Gouverneur général.

Quand la Chambre annule, elle renvoie l'affaire devant le Tribunal qui en a connu en indiquant par arrêt motivés les points insuffisamment établis ou reconnus erronés sur lesquels doit porter le nouvel examen du tribunal indigène.

Quand le tribunal indigène, après de nouveaux débats, a rendu son jugement, le dossier est renvoyé à la Chambre qui peut soit homologuer, soit annuler de nouveau et, dans ce dernier cas, évoquer et statuer au fond.

Elle doit alors appliquer les lois et coutumes locales en ce qu'elles n'ont pas de contraire aux principes de la civilisation française et possède, dans ce cas, la plénitude de juridiction.

Dans le cas où le tribunal indigène a manifestement excédé sa compétence en connaissant d'une affaire relevant des tribunaux français, la Chambre peut annuler dès le premier examen des pièces et renvoyer l'affaire au parquet, qui saisit la juridiction compétente.

Il n'existe pas de nullité en matière répressive indigène. La Chambre d'homologation est armée d'un pouvoir souverain d'appréciation. Elle peut annuler dans l'intérêt de la loi, seulement quand il lui apparaît que les irrégularités constatées ne portent pas atteinte à l'ordre public et n'ont pas été de nature à compromettre la défense de l'inculpé et à fausser la décision sur le fond.

Les jugements des tribunaux indigènes rendus tant en matière pénale qu'en matière civile et commerciale sont exécutoires après visa de l'administrateur dans toute l'étendue des territoires ressortissant au Gouvernement général de l'Afrique Equatoriale Française.

Les jugements dans lesquels la Chambre d'homologation a statué après évocation sont exécutés à la requête du ministère public, aux suite et diligence de l'administration.

L'exécution des jugements rendus en matière répressive par les tribunaux indigènes est suspendue pendant la durée de la procédure d'homologation. La peine court néanmoins du jour où a commencé la détention préventive à moins que le juge n'ait ordonné par disposition spéciale et motivée que cette imputation n'aura pas lieu ou n'aura lieu que pour partie.

La peine n'est jamais prescrite.

L'emprisonnement en matière indigène est subi dans un pénitencier indigène, soit dans des locaux disciplinaires, soit sur des chantiers de travaux d'utilité publique.

Les règles de la contrainte par corps en matière répressive sont fixées par arrêté du Gouverneur général pris en Conseil de Gouvernement ou en Commission permanente sur la proposition du chef du Service judiciaire.

En matière criminelle le Gouverneur général ordonne, après avis du Conseil de Gouvernement ou de la Commission permanente, l'exécution des arrêts de condam-

nation comportant des peines supérieures à dix ans d'emprisonnement ou prononce le sursis. Il fixe le mode d'exécution de la peine de mort.

Routes. — Tant que le sort du Cameroun n'aura pas été définitivement réglé par le traité de paix, l'autorité supérieure n'a pas cru devoir percer des routes nouvelles : elle ne dispose pas du reste des crédits nécessaires. Il faut rendre d'ailleurs cette justice aux Allemands qu'ils ont doté le Cameroun d'un système de routes très bien tracé, comme nous le verrons plus loin et qu'ils n'ont épargné dans ce but ni leurs peines ni leur argent.

Pour le moment, l'Administration française se borne, en conséquence, à entretenir les routes existantes dans le meilleur état. A cet effet, le Commandant de la circonscription reçoit du Directeur des Travaux Publics tous les outils indispensables. Deux fois par an, avant et après la saison des pluies, il fait exécuter toutes les réparations voulues. Un sous-officier européen est spécialement chargé de surveiller la construction rudimentaire des nombreux ponts qui se présentent sur tous les parcours et qui doivent être, malgré tout, très solides pour livrer passage aux nombreux troupeaux de bœufs qui sont dirigés de l'intérieur sur Douala.

Les chefs de subdivision et les chefs de poste opèrent de même dans l'étendue de leur commandement.

Les chefs des villages disséminés le long des routes sont spécialement chargés de l'exécution des travaux dans la partie qui les avoisine.

Instruction. — Après la justice, l'instruction est la partie qui a le plus retenu l'attention de l'autorité française.

A Douala, fonctionne une école supérieure qui est spécialement créée pour former les interprètes et les moniteurs destinés aux circonscriptions et au service général.

Un peu partout, se trouvent des écoles dont les unes, tenues par des missionnaires de religions et de nationalités différentes, n'ont aucun caractère officiel et dont les autres n'ont qu'une installation de fortune.

L'arrêté du 24 janvier 1918 du Commissaire de la République fixe ainsi la liste des écoles qui seules sont considérées comme officielles et qui sont à la charge de l'Etat.

Circonscription de Douala. Circonscription de Yaoundé.

Akoua . . .	3 moniteurs.	Yoko . . .	1 moniteur.
Deido . . .	3 —	Akonolinga	1 —
Nouveau			
Bell . . .	2 —		
Bonamaleki	1 —	Ebolowa . .	1 moniteur.
Bonandalo.	1 —	Sangmelima	1 —
Yabassi . .	1 —	Akoafim . .	1 —

Circonscription d'Edéa. Circonscription de Kribi.

Eseka . . .	1 moniteur.	Kribi . . .	2 moniteurs.
Singan . . .	1 —	Lolodorff . .	1 —
Kan	1 —	Campo . . .	1 —
Marabail			

Circonscription de Bana. Circonscription de Marona.

Bana . . .	1 moniteur.	Marona . . .	1 moniteur.
Baré. . .	1 —	Garoua . . .	1 —
Founban . .	1 —		
Somo . . .	1 —		

*Circonscription
de Ngaoundéré.*

<i>Circonscription de Doumé.</i>	Ngaoundéré	1 moniteur.
Doumé . . .	1 moniteur.	Banyo . . . 1 —

Un autre arrêté du 11 juillet 1918 est venu créer trois autres écoles.

Circonscription de Doumé.

Youkadouma	1 moniteur
Lomié.	1 —
Molondou	1 —

Dans ces écoles, les élèves apprennent le français, l'écriture, les premiers éléments d'arithmétique, de géographie et d'histoire; recrutés parmi les familles des chefs et des notables ils sont généralement intelligents et profitent très bien des leçons données. Ils ont beaucoup de goût pour le chant et, dans toutes les écoles du Cameroun, la venue d'un fonctionnaire ou d'un officier est saluée par la *Marseillaise*.

L'adulte, dans la population noire comme dans la population blanche, est réfractaire aux idées nouvelles contraires à celles qui lui ont été enseignées dans sa jeunesse. C'est donc dans les écoles, par l'éducation des

jeunes générations, qu'on peut faire pénétrer des idées neuves dans des intelligences en cours de développement. C'est dans cet esprit qu'ont été rédigées une série de leçons élémentaires qui ont été recopiées et traduites en langue du pays dans toutes les écoles du Cameroun. Les instituteurs y trouvent matière à développement. Les Noirs étant précoces, on a pu dire quelques mots des maladies vénériennes après s'être assuré qu'un maître ne heurterait en aucune façon le point de vue moral des parents en instruisant leurs enfants à ce sujet.

1^{re} leçon. — Le paludisme, les moustiques. Destruction des larves.

2^e leçon. — Parasites vivant à la surface de la peau (poux du vêtement, poux de la tête, poux du pubis). Méthode pour les détruire.

3^e leçon. — Parasites vivant dans la peau : puce chique (soins de propreté dans la case). Gale, traitement de la gale.

4^e leçon. — Parasites de l'intestin ; tænia, lombrics, ankylostomes, hygiène alimentaire.

5^e leçon. — Principales maladies répandues au Cameroun : variole, lèpre, maladie du sommeil, dysenterie, pian, ulcères phagédéniques, éléphantiasis, syphilis, blennorrhagie.

6^e leçon. — Les dangers de l'alcool.

7^e leçon. — L'hygiène. Ses principales règles. Hygiène individuelle (soins du corps, vêtements, bains, nourri-

ture). Hygiène de la maison, évacuation des ordures.

8^e leçon. — Allaitement. Alimentation des nourrissons. Protection de la première enfance.

On voit ainsi l'œuvre bienfaisante et morale que l'autorité française cherche à remplir par l'instruction.

Par des inspections fréquentes, des interrogations posées à chaque visite, les officiers chargés de fonctions administratives s'assurent des progrès des élèves. Du temps de l'occupation allemande, il n'y avait que 4 écoles officielles : Victoria, Douala, Yaoundé et Garoua : elles comptaient 368 élèves. Quatre sociétés de missions entretenaient des écoles fréquentées par 24.170 élèves.

Travaux publics. — Pour les mêmes motifs qui ont été indiqués pour les routes, des travaux publics importants n'ont pu être encore entrepris.

Toutefois, à l'aide des modiques ressources dont ils disposent, les officiers administrateurs font construire des marchés en paillote ou en briques qui attirent ainsi de nombreux indigènes. Certains, comme ceux de Yaoundé et de Bana, sont de petites œuvres d'art qui prouvent l'ingéniosité et le goût de ceux qui les ont fait édifier.

Sur toutes les routes également, aux points fixés comme gîtes d'étapes, ont été construits, en paillote d'ordinaire, des abris vastes et bien disposés où les voyageurs peuvent se reposer. Des cases spéciales sont réservées aux Européens de passage.

Des postes nouveaux, dus presque exclusivement à la

main-d'œuvre des tirailleurs, comme celui de Somo par exemple, ont été encore élevés.

Il est juste, d'ailleurs, de reconnaître que les Allemands ont exécuté des travaux publics importants dans tout le Cameroun. Les postes ont été installés par eux d'une manière très confortable et les villes qu'ils avaient créées ont été pourvues de tout ce qui était nécessaire aux habitants.

Service sanitaire. — L'administration française regarde l'assistance médicale aux indigènes comme l'un des principaux moyens de pénétration et d'influence.

Il importe, d'ailleurs, de reconnaître qu'elle existait du temps de notre prédécesseur, mais tandis que nous en appliquons les principes avec nos idées généreuses, dans un esprit humanitaire, de large philanthropie, les Allemands, eux, ne considéraient son fonctionnement et son développement progressif que comme un système.

Les règles d'hygiène et de prophylaxie qu'ils imposaient n'avaient pas comme but l'amélioration des conditions d'existence des Noirs et leur relèvement moral : elles étaient simplement considérées comme le plus sûr et le meilleur garant de protection des populations où se recrutaient à outrance des travailleurs et où se puisaient sans cesse des réserves et de la main-d'œuvre. Aussi dans un pays comme le Cameroun, où nos prédécesseurs avaient mis tout en action pour en assurer le

plus intensif rendement, il n'y a rien d'étonnant à ce que les services sanitaires aient été organisés avec méthode.

Leur programme, il faut l'avouer, était bien compris et les indigènes, malgré les dures obligations auxquelles ils furent soumis, gardent encore un bon souvenir du formidable outillage médical et chirurgical qui existait non seulement à Douala, mais dans plusieurs postes de l'intérieur. Un cadre auxiliaire très important d'infirmiers et d'infirmières européens, bien recrutés, d'indigènes bien dressés, secondait les nombreux médecins tant « militaires » que du « gouvernement ». Des laboratoires munis de microscopes excellents et du matériel nécessaire existaient dans tout l'intérieur. Malheureusement toutes ces richesses avaient disparu lorsque nous primes possession du pays.

L'autorité française a organisé ainsi le service sanitaire du Cameroun.

Dans chacune des circonscriptions, réside, au chef-lieu, un médecin militaire qui contribue par tous les moyens au développement de l'assistance. Les médecins des bataillons ne se bornent pas au traitement des militaires, mais ils prodiguent leurs soins aux Noirs ; de même les médecins du service général assurent le service des postes.

Tout médecin détaché dans un poste est chargé du service médical de la circonscription. Il centralise, d'entente avec l'officier commandant la circonscription, tous

les renseignements relatifs à son service et à l'hygiène de la région. Il dirige un dispensaire où sont données tous les matins des consultations aux indigènes et où une infirmerie, avec quelques lits, lui permet d'hospitaliser des malades.

Il assure :

1° le service médical du poste où il réside (soins aux Européens, officiers, fonctionnaires, soldats, tirailleurs) ;

2° l'assistance médicale aux indigènes ;

3° le service d'hygiène et de prophylaxie (destruction des moustiques et des gîtes à larves, désinfection) ;

4° la surveillance de la santé publique et de la police sanitaire de la circonscription (prophylaxie des maladies épidémiques, hygiène des villages) ;

5° le service médical militaire des petits postes médicaux secondaires dont il vérifie les approvisionnements et dont il surveille l'instruction technique des infirmiers ;

6° les tournées de vaccine et d'assistance ;

7° la direction des léproseries, camps de ségrégation, qui peuvent exister ;

8° éventuellement la police sanitaire maritime.

En collaboration intime avec l'administrateur, le médecin rend ainsi les meilleurs services : dans le tracé et la bonne tenue des villages, dans l'hygiène des marchés, dans la protection des eaux de boisson et dans la surveillance des mares ; dans l'organisation d'une voirie, dans la destruction des moustiques et des larves ; dans

l'isolement des porteurs de germes et dans la lutte contre les maladies infectieuses ou épidémiques (variole, lèpre, trypanosomiase); dans la surveillance des populations nomades; dans la lutte contre la syphilis et l'alcoolisme, dans la lutte contre la mortalité infantile.

Toutes ces diverses questions relatives à la prophylaxie sanitaire ont été le sujet de nombreuses circulaires du Commissaire de la République parues au *Journal Officiel*.

Dans chacune des circonscriptions, une commission d'hygiène est chargée de surveiller l'éclosion des épidémies, de veiller à l'isolement et à la désinfection des cas de maladies transmissibles. Elle est consultée sur l'assainissement des localités, sur les moyens de combattre les épidémies, sur la propagation de la vaccine. Chaque médecin a reçu l'ordre de prévoir, à proximité de son dispensaire, un local d'isolement facile à désinfecter. Les commandants de circonscription ont été priés d'étudier dans quelles mesures les chefs de village et les notables indigènes pourraient être associés à la prophylaxie des maladies infectieuses.

Dans les escales et dans les centres européens, un service d'hygiène comprenant une brigade d'agents, en nombre variable et suivant l'importance du poste, est chargée de :

1° l'inspection des voies publiques et privées, du contrôle du service de la voirie et de l'enlèvement des ordures ;

2° l'exécution des mesures d'assainissement présentant un caractère d'urgence et notamment celles ayant pour but la destruction des moustiques et des larves.

Des affiches concernant le paludisme et la lutte contre les moustiques, traduites en langue du pays, ont été imprimées et distribuées dans les gros centres indigènes.

Les lépreux sont l'objet de mesures spéciales. Un arrêté du 26 février 1917 leur interdit la circulation sur les marchés et les lieux publics ainsi que certaines professions et prévoit leur isolement, soit à domicile, soit dans des villages organisés en colonies agricoles dans certaines circonscriptions. A Yaoundé, deux léproseries, à Ebolowa deux léproseries et à Garoua une léproserie fonctionnent dans ces conditions.

La prophylaxie de la variole est assurée par le judicieux emploi d'envois de virus reçus de France et par la production du vaccin dans deux centres vaccino-gènes, l'un à Ngaoundéré chargé de la distribution de la lymphé jennérienne dans toute la région Nord-Cameroun (Mora-Maroua-Garoua), l'autre éventuel à Douala chargé d'approvisionner les circonscriptions d'Edéa, Bana, Ebolowa, Kribi, Yaoundé et Doumé. Les premiers résultats obtenus sont encourageants ; les inoculations pratiquées avec du vaccin récolté sur place ou venant de France ont donné 80 et 95 0/0 de succès. A Douala on a pratiqué 10.178 vaccinations et dans les postes 43.471 à la date du 1^{er} octobre 1917.

Pour accomplir leur tâche, les médecins accomplissent

dans les circonscriptions de très fréquentes tournées.

Par les services rendus, la reconnaissance que leur témoignent les indigènes, ils sont ainsi pour les chefs de circonscription des auxiliaires hors de pair et facilitent singulièrement leur rôle de s'attacher les populations et de faire aimer la France.

Commerce. — D'une manière générale, le chef de circonscription prête son appui aux commerçants européens. Il leur communique tous les renseignements qu'il possède et qui sont de nature à leur permettre d'effectuer des affaires sur les divers points.

Il met à leur disposition, moyennant le paiement d'une taxe qui a été fixée par arrêté du Commissaire de la République, les porteurs dont ils ont besoin et il veille à ce que ces indigènes ne transportent pas des charges d'un poids supérieur à 25 kilos.

Il donne des laissez-passer à tous les indigènes qui offrent des conditions de moralité exigées et qui désirent se rendre dans les différents postes de l'intérieur.

Il délivre des passeports, après le versement d'une taxe de 6 francs, aux indigènes qui demandent à sortir du Cameroun pour effectuer du commerce.

Industrie. — Suivant les instructions du Commissaire de la République, les chefs des circonscriptions intéressées ont cherché à développer le plus possible l'industrie de l'huile de palme qui était réclamée en France pour les besoins de la guerre.

D'autres chefs de circonscription ont envoyé à Douala

et dans les autres circonscriptions des échantillons des objets fabriqués chez eux soit pour engager les autres indigènes à en faire de semblables soit pour assurer le placement des produits de leurs administrés. A ce sujet, une petite exposition des objets fabriqués dans le sultanat de Founbam a eu lieu à Douala en mai 1918.

Agriculture. — Par suite de la crise des transports, inhérente à l'état de guerre, le Commissaire de la République a prescrit de donner à l'agriculture, spécialement pour les légumes nécessaires aux Européens, un grand développement. Des essais de cultures européennes ont été faits, en conséquence, un peu partout et ont donné surtout de très bons résultats à Baré, Bana, Kouti-Founban, Yaoundé. Sur tous ces points en effet tous les légumes poussent fort bien. Les pommes de terre qui y ont été récoltées avaient la saveur et le volume des pommes de terre de France ; elles ont pu contribuer largement à l'approvisionnement de Douala et des autres villes de la côte.

Les chefs de circonscription apprennent aux indigènes les procédés de culture nécessaires en leur faisant remarquer qu'ils trouveront ainsi un prix très rémunérateur de leurs travaux.

Impôts. — L'impôt constitue enfin une autre partie très importante de la tâche de l'administrateur.

Un arrêté du Commissaire de la République en date du 30 décembre 1916 a établi les impôts, taxes et redevances à percevoir à dater du 1^{er} janvier 1917. Nous en résumons les principales dispositions.

Seront perçus : l'impôt de capitation dû pour tout adulte mâle capable de travailler et fixé à 10 francs par tête et par an, sauf cas spéciaux ; l'impôt sur les traitants indigènes fixé à 25 francs par an ; les taxes de justice indigène fixées en principe à 25 francs pour chaque accusé condamné mais pouvant varier de 1 à 50 francs ; le droit sur les permis de chasse ; le droit sur les permis de port d'armes ; le droit d'arraisonnement ; les taxes pour l'inscription sur les registres d'état civil ; les droits de marché ; les taxes d'abatage de bétail de boucherie ; la taxe pour l'intervention administrative dans le recrutement des travailleurs ; la taxe sur les autorisations de recruter et de transporter hors de leur circonscription d'origine des travailleurs ; le droit sur les passeports ; la taxe sur les permis de bâtir spéciale à Douala, Edéa, Kribi. Pour chacune de ces taxes, l'arrêté prévoit des modalités qui leur donnent une grande souplesse.

Cet arrêté était suivi d'une circulaire qu'il importe de commenter pour voir en cette matière la manière de procéder suivie par l'administration française et l'administration allemande.

Le Commissaire signale que, depuis la conquête du Cameroun, la levée de l'impôt indigène n'a pu être faite de façon stricte ; l'arrêt du commerce et de la culture, les misères qu'avaient subies les populations indigènes du fait de la guerre nous interdisaient toute exigence en matière fiscale. Jusqu'ici les chefs de circonscription se sont bornés à recueillir les contributions que

les chefs tenaient à leur remettre en hommage à la souveraineté française, et c'est uniquement dans un but politique, pour marquer notre prise de possession du pays, que l'impôt avait été réclamé à ceux qui ne l'avaient pas offert spontanément.

L'ordre est aujourd'hui partout rétabli. Le chiffre du commerce augmente, les populations peuvent se remettre au travail avec profit. Il importe que l'Etat français, en compensation des frais d'occupation, tire parti des ressources du Cameroun. C'est pourquoi l'administration des territoires occupés devra procéder en 1917 à la perception aussi complète que possible des impôts institués dans le pays par l'administration allemande. Cette mesure, conforme aux dispositions de l'article 43 de la convention de La Haye, a l'avantage de maintenir des taxes auxquelles l'indigène est habitué et de permettre l'établissement des prévisions budgétaires basées sur le système fiscal dont les résultats antérieurs sont connus.

Il faut noter toutefois que certaines taxes perçues par l'administration allemande n'ont pas été retenues pour la raison que, dans les circonscriptions actuelles et du fait du caractère provisoire que nous avons à maintenir à notre administration jusqu'au traité de paix, elles auraient été d'un rendement nul ou presque nul. Mais, d'une façon générale, les taxes prévues sont celles qui existaient avant l'occupation du Cameroun.

Le Commissaire de la République rappelle que nul

administrateur n'a le droit en aucun cas, sans outrepasser ses pouvoirs, de lever des contributions qui ne soient pas comprises parmi celles qu'il énumère.

Il est prévu que l'impôt de capitation pourra être, à titre exceptionnel, acquitté en travail ou en nature. Ces exceptions ne devront être admises que dans le cas d'absolue nécessité. Lorsqu'on croira devoir proposer à l'autorité supérieure d'autoriser les indigènes d'une partie d'une circonscription à s'acquitter en travail, on devra rendre compte du nombre exact des journées de prestation à fixer, de leur valeur précise et de la nature et de l'utilité des travaux à entreprendre par ce moyen. La levée de l'impôt de capitation sera faite au moment de l'année qu'on jugera le plus favorable : l'époque où la traite sera la plus active dans les circonscriptions paraît tout indiquée.

Les rôles d'impôt des circonscriptions devront être établis autant que possible par village. En les retournant approuvés, le Commissaire de la République fera adresser une quantité de titres de quittances, proportionnelle au nombre des contribuables. Ces rôles seront établis en trois expéditions : une conservée au poste ; les deux autres, dont une sera renvoyée au chef de circonscription après approbation, au chef-lieu.

L'impôt sur les traitants devra être perçu régulièrement. On pourra, en même temps qu'assurer une importante recette à notre administration, permettre un contrôle des populations flottantes (sénégalais, lagotiens,

haoussas ou doualas) qui se livrent au commerce sur les divers points du territoire.

Les taxes de justice indigène sont en principe uniquement perçues pour les affaires qui viennent devant le tribunal de circonscription.

Toutefois le Commissaire de la République trouve inadmissible que les tribunaux purement indigènes. aient une autonomie complète. Le maintien du système allemand dans son intégralité aboutirait à laisser les justiciables livrés à toutes les exactions des juges indigènes. Cette méthode est contraire aux principes de colonisation française. Une surveillance des juridictions indigènes est indispensable pour parer aux dénis de justice. Comme corollaire de cette surveillance une part des bénéfices, souvent considérables, réalisés par les tribunaux indigènes doit revenir à la colonie.

Les taxes sur les permis de port d'armes et celles sur les permis de chasse devront être levées de la façon la plus stricte. Il faut que la surveillance de la chasse soit étroite : l'ivoire étant une des richesses de ce pays, il importe de ne pas permettre que l'éléphant soit chassé de façon excessive et désordonnée, et il est moral que le fisc profite d'une partie des bénéfices que représente dans la plupart des cas pour le chasseur l'abatage d'un éléphant.

Le Commissaire de la République recommande que l'arrêté soit appliqué sans faiblesse mais aussi sans troubles et sans vexations, dans le plus grand esprit de

justice. On devra en toute circonstance ne pas perdre de vue que l'action administrative ne doit pas être purement fiscale. Les impôts deviennent la plupart du temps impopulaires, non du fait de leur quotité, mais en raison de la manière dont ils sont perçus. Il appartient aux chefs de circonscription de faire comprendre aux populations placées sous leur autorité les raisons qui justifient les redevances qu'on exige d'elles et faire observer aux indigènes que nous ne leur réclamons, après une période de relâchement justifiée par les circonstances, qu'un effort fiscal basé sur leurs ressources réelles. Cet effort reste, d'ailleurs, au-dessous de celui que les Allemands les obligeaient à donner.

Agencés spéciales. — Par arrêté du 24 mai 1916, des agences spéciales dont l'avance initiale est de 50.000 fr. ont été créées à Kribi, Edéa, Funban-Bana, Yaoundé, Garoua, Ngaoundéré, Ebolowa.

Un sous-officier européen remplit les fonctions d'agent spécial et reçoit de ce fait une indemnité de responsabilité de 600 francs par an.

Il est dans la circonscription le représentant du Trésor. Toutes les justifications tant des recettes que des dépenses qu'il effectue sont transmises mensuellement, signées et vérifiées par le chef de circonscription, au chef du service des finances à Douala.

Agences postales. — Par arrêté du 10 novembre 1916, des agences postales ont été créées dans tous les chefs-lieux de circonscription.

Un sous-officier européen remplit les fonctions d'agent postal.

Missions. — Ce furent des Baptistes anglais qui créèrent en 1843 au Cameroun les premières missions évangéliques. Mais les vexations de l'autorité allemande les forcèrent à se retirer en 1886 et à la déclaration de guerre, d'après le Journal des Missions évangéliques, il y avait au Cameroun trois missions protestantes à l'œuvre : la société des missions de Bâle avec 12 stations principales, 38 missionnaires, 30 dames et 4.560 membres communicants ; la Mission baptiste allemande avec 5 stations principales, 12 missionnaires, 13 dames et 1.507 membres communicants et la mission presbytérienne américaine avec 15 missionnaires, 30 dames et 8.330 membres communicants. Au total, avec les laïques et quelques médecins, 179 missionnaires, hommes et femmes, dont 84 Bâlois, 28 Berlinois et 58 Américains, un millier d'aides indigènes, 14.000 membres communicants, 500 écoles et une population protestante de 60.000 personnes. Naturellement toutes les stations de Bâle et de Berlin ont été fermées depuis la guerre. Il y avait enfin une mission catholique allemande.

La société des Missions évangéliques de Paris a pensé qu'à l'exemple des Missions catholiques françaises elle devait exercer au Cameroun une propagande religieuse française et elle a délégué à ce soin quatre pasteurs français.

Les Missions catholiques, en effet, ont envoyé au
Marabail

Cameroun plusieurs missionnaires qui avaient déjà passé de nombreuses années de leur existence en Afrique Equatoriale Française ; ils accomplissent leur ministère à Douala, Yaoundé, etc.

Etat-civil. — Par arrêté du 30 juin 1917, le Commissaire de la République a décidé le fonctionnement de l'état-civil des indigènes comme l'avait appliqué déjà du reste l'administration allemande par les décisions du Gouverneur des 7 décembre 1896, 9 mars 1907 et l'arrêté du 11 avril 1914.

En conséquence, il est tenu dans chaque poste des registres sur lesquels peuvent être inscrits sur la demande des intéressés, de leurs ascendants ou de leurs successeurs les mouvements d'état-civil concernant les indigènes.

Des registres distincts, cotés et paraphés par le chef de circonscription, sont ouverts pour les mariages, les naissances et les décès.

Il est perçu pour l'inscription d'une naissance la somme de 2 francs, pour l'inscription d'un mariage la somme de 3 francs, pour l'inscription d'un décès la somme de 2 francs.

Des extraits des registres d'état civil peuvent être délivrés moyennant le paiement d'une taxe fixée à 1 franc pour les naissances et les décès. Pour les mariages, la délivrance du premier extrait donne lieu au paiement d'une taxe de 5 francs ; pour les extraits qui seront ensuite demandés, il sera perçu 10 francs.

En cas de séparation, l'inscription d'un mariage sur le registre d'état-civil peut être annulé et donne lieu, pour l'accomplissement de cette formalité, au paiement d'une taxe de 50 francs.

Cette taxe est payée de moitié par les deux parties, si l'annulation est demandée d'un commun accord. Dans l'autre cas, elle est supportée uniquement par la partie qui a provoqué l'annulation.

Toute fausse déclaration en matière d'état-civil indigène entraîne la comparution du coupable devant le tribunal indigène où il peut être condamné à des peines allant de 1 à 3 mois de prison et de 1 à 1.000 francs d'amende. En cas de récidive, les peines pourront être doublées.

Sequestre. — Les agents spéciaux sont nommés sequestres-adjoints de l'Administrateur-sequestre, qui est, nous l'avons vu, un Français, fonctionnaire ou non résidant à Douala, pour les biens ennemis privés situés dans leur circonscription.

Ils gèrent les dits biens sous la responsabilité et sous le contrôle de l'administrateur-sequestre autorisé à communiquer directement avec eux pour les questions qui intéressent cette administration.

L'administrateur-sequestre est désigné par ordonnance du Président du Tribunal pour remplir ces fonctions. C'est le Président du Tribunal qui donne des ordres; l'administrateur-sequestre est agent d'exécution et comptable.

Le Procureur Général de l'Afrique Equatoriale représente le Gouvernement ; il surveille le sequestre et prend des réquisitions auprès du tribunal.

Les biens qui appartenaient au Gouvernement allemand sont administrés directement par le Gouvernement français du Cameroun ; le sequestre ne concerne que les biens privés. Ainsi le chemin de fer du Nord, qui appartenait à une Compagnie, relève du sequestre. Le chemin de fer du Sud, au contraire, propriété du Gouvernement est administré directement par le Commissariat de la République.

Chaque bien sequestré est inscrit sur un état indiquant sa valeur estimative et portant un inventaire détaillé. Les dettes y sont mentionnées pour permettre d'établir un actif et un passif. Toutes les opérations le concernant y figurent.

L'administrateur-sequestre tient deux registres : 1^o le compte journalier des recettes et des dépenses ; 2^o les comptes avec la caisse des dépôts et consignations.

Ces registres sont visés par le magistrat contrôleur à chaque opération.

A la fin de chaque trimestre, un relevé est établi des sequestres en cours avec indication de la situation de chacun d'eux.

L'administrateur-sequestre n'a que des fonctions de conservation ; il ne peut pas effectuer une vente, sauf dans le cas où les marchandises dépérissent.

Toutes les mesures judiciaires sont requises par le

Procureur Général et autorisées par le Président du Tribunal.

Il est de toute évidence que l'administrateur-sequestre agit non dans l'intérêt allemand mais dans celui de l'état français dont les biens allemands forment un gage.

Les biens sequestrés au Cameroun sont évalués à 25 millions.

Un projet de loi a été déposé pour la liquidation de tous les sequestres ; il prévoit qu'une commission spéciale donnera son avis sur les conditions de liquidation des sequestres dont l'actif dépassera cent mille francs.

SECTION II. — *Rôle de l'administration indigène. — Nomination des chefs. — Leurs attributions. — Manière de procéder en cette matière de l'administration française et allemande.*

Au temps de l'occupation allemande, l'administration indigène jouissait d'une large initiative. Pourvu que le chef exécutât à la lettre les ordres qui lui étaient donnés, on fermait les yeux sur ses agissements. Tant que sa fidélité n'était pas suspectée et qu'il se montrait mandataire discipliné, il jouissait d'une quiétude relative. Mais s'il manifestait la moindre tiédeur dans l'accomplissement de sa tâche, s'il tardait trop à faire rentrer les impôts, à mettre des travailleurs à la disposition du Gouvernement, il était l'objet de peines de prison

sévères qu'il subissait dans un local situé au district.

D'une manière générale, l'administration indigène secondait l'administration allemande en tous les détails du service ; suivant les coutumes locales, les divers rois exerçaient un pouvoir plus ou moins étendu. Leurs principales attributions consistaient à verser l'impôt aux dates fixées, à fournir des travailleurs, à entretenir les routes dans le meilleur état, à construire des gîtes d'étapes et, comme nous l'avons vu, à rendre la justice.

Dans certaines parties du Cameroun, le chef était choisi à l'élection faite par les sous-chefs et les notables ; dans d'autres, au contraire, les sultanats principalement, c'était d'habitude le fils aîné de la première femme qui succédait au père défunt. Le gouvernement ratifiait ce choix par une lettre de nomination dont un exemplaire était remis à l'intéressé et dont un autre restait dans les archives du district.

Si un chef se montrait indigne d'être maintenu en fonction le gouvernement le destituait et procédait à son remplacement suivant les règles en vigueur.

Chaque chef avait sous ses ordres un nombre variable de sous-chefs et de notables qui le représentaient dans toute l'étendue de sa petite royauté et se partageaient son pouvoir. Dans les sultanats, comme celui de Fumban par exemple, le roi disposait d'un ministère qui comprenait plusieurs membres et qui, à l'usage des ministères des gouvernements européens, dirigeaient les divers

rouages de l'administration (armée, instruction, finances, etc.).

Suivant leur degré de puissance, les chefs étaient traités avec des égards différents. La manière de procéder despotique et brutale des Allemands n'était pas pour déplaire à certains d'entre eux qui pratiquaient sur leurs domaines un pouvoir absolu et qui voyaient dans l'occupation germanique une consolidation de leurs prérogatives de seigneurs féodaux.

Soucieuse de respecter les coutumes établies, n'oubliant pas que, dans cette matière, l'émancipation est une œuvre de tact et de longue haleine, sachant que jusqu'au traité définitif de paix une ligne politique nouvelle ne saurait être appliquée, l'administration française a adopté dans leurs grandes lignes les procédés de l'administration allemande. Les chefs accomplissent le même rôle, ils sont nommés ou remplacés suivant des règles semblables.

Mais il est recommandé à tous les représentants de notre autorité de surveiller d'une manière discrète, pour ne pas amoindrir leur prestige, tous les actes des chefs indigènes. Si les mesures qu'ils prennent s'écartent trop des règles de l'équité telle que nous la concevons, si elles sont barbares ou inhumaines, elles sont annulées en même temps qu'on en prévient le retour par des dispositions nouvelles. On peut dire que, depuis que le drapeau français flotte sur le Cameroun, la traite des femmes et tous les châtiments corporels si en honneur

autrefois ont complètement disparu. Se sentant surveillé, sachant que l'administrateur français est toujours prêt à écouter les doléances et à y faire droit, le chef n'ose plus se permettre les privautés de jadis. Petit à petit, l'indigène comprend qu'il n'est plus un jouet dans la main de son maître et il en vient à aimer le grand pays d'outre-mer qui a souci de sa misère et veut assurer son bonheur.

En matière de justice surtout, il était l'objet des plus graves sévices et la vénalité des tribunaux indigènes mettait sa patience aux plus rudes épreuves. Aussi, il n'a pas hésité à prier l'administration française de les faire abolir. Il a sollicité, en voyant la haute conscience qu'elle y apporte, l'intervention de notre autorité. C'est sur ses demandes instantes que la suppression de la plupart des tribunaux indigènes a été prise et qu'il a été à jamais proscrit d'en créer de nouveaux. Nulle constatation ne saurait mieux faire comprendre la différence des procédés allemands et des procédés français.

Mais tant qu'il reste dans le droit chemin, le chef est l'objet de notre part des plus grands égards. En toute occasion, nous nous attachons à rehausser son autorité, à faire comprendre à ses sujets qu'il est notre mandataire légal. Plus que par des peines de prison qui entraînent la haine et le ressentiment, nous le ramenons à l'exacte compréhension des choses par la douceur, la persuasion et les conseils. Autrefois, les Allemands, pour punir un village et son chef, n'hésitaient pas à brûler les cases et

à obliger les habitants à chercher un refuge dans la forêt. « Vous vous êtes conduits en sauvages, leur disaient-ils, allez vivre en sauvages. » L'administration française a regardé comme un point d'honneur de répudier de pareilles méthodes : elle y a gagné l'estime des chefs et l'affection des indigènes.

SECTION III. — *Moyens de communication. — Routes. — Navigation. — Chemins de fer. — Projets de voies ferrées. — Lieux principaux.*

Les Allemands ont assez de crimes et de fautes grossières à leur actif dans leurs procédés de colonisation pour qu'on puisse, le cas échéant, leur rendre justice. Il faut donc convenir qu'ils ont su développer au Cameroun les moyens de communication.

Ils avaient doté leur colonie d'un système de routes qui, pour la plupart, sont bien conçues et suffisent aux besoins actuels. Nous allons indiquer les principales.

A l'extrémité du chemin de fer du Nord, Kongsamba, part la route qui monte vers le nord et qui est suivie généralement par les convois. Elle passe par Baré, Bana, Fumban, Banyo, Ngaoundéré, Garoua, Maroua, Mora et Dikoa. De Mora un embranchement conduit à Fort-Lamy. Elle n'est pas carrossable et des ponts en bois ou en lianes sont simplement jetés sur les cours d'eau.

De Bana partent une route qui va à Dschang et une autre route qui conduit à Somo.

Fumban est relié par un sentier, accessible aux piétons seulement, à Somo. Une autre route se dirige également vers la zone anglaise.

A l'extrémité du chemin de fer du Sud, à Esséka, part la seconde route des convois qui gagne le nord. Passant par Yaoundé, Yoko, Tibati elle rejoint à Ngaoundéré la route déjà citée.

Yaoundé est le centre d'un réseau de routes très important. C'est de là que partent :

La route Lolodorff-Kribi qui est carrossable et pourvue de ponts en pierre ; elle se dirige par un embranchement sur Ebolowa ;

La route passant par Widimenge, Ngulémakong et aboutissant à Ebolowa. En certains endroits, c'est plutôt un sentier qu'une route.

La route allant à Doumé par Akonolinga, Abong M'Bang ;

La route conduisant à Edéa. Edéa est aussi relié par une route à Kribi.

Ebolowa est également un nœud important de routes. Ce point est relié à Kribi par la route de Bipindi, à Campo par la route d'Amban. De là prend encore naissance la route qui va à Akoafim, Lomié et rejoint à Abong M'Bang la route de Doumé.

Doumé est relié par une route à la Sanaga et par une autre route à Messo. De ce point part encore une route

qui passe par Dendeng, Bétare et va rejoindre Ngaoundéré après avoir été reliée par un embranchement à Kundé.

Une route conduit de Ngaoundéré à Reï-Buba.

Telles sont les principales routes du Cameroun. On voit que les centres les plus importants sont réunis entre eux et que les transactions peuvent s'y effectuer d'une manière relativement facile. Toutefois, il ne faut pas se dissimuler que de grands efforts seront encore nécessaires pour qu'on puisse, sinon les rendre carrossables, du moins les faire aptes aux transports en tout temps. Pendant la saison des pluies, en maints endroits de leurs parcours, elles sont transformées en petits étangs.

Quant à la navigation, nous avons vu en étudiant l'hydrographie que la plupart des rivières du Cameroun ne sont pas utilisables dans toute l'étendue de leur cours. Parfois leur lit est parsemé de rapides qui les rendent impropres à la navigation. En d'autres circonstances, les eaux sont trop basses pour pouvoir être utilisées ; quelquefois, au contraire, elles sont trop hautes et leur courant trop grand pour que les barques puissent s'y aventurer. Ici encore, des travaux considérables devront être entrepris pour remédier à cet état de choses. Néanmoins, la Bénoué, le Faro, la Sanaga, le Nyong rendent dès maintenant des services appréciables.

Chemins de fer. — Deux chemins de fer ont été construits par les Allemands : le chemin de fer du Nord et le chemin de fer du Sud.

Le premier est l'œuvre d'une Compagnie privée, le second a été fait par le gouvernement.

La longueur du chemin de fer du Nord, de Bonaberi à N'Kongsamba atteint 160 kilomètres ; celle du chemin de fer du Sud de Douala à Esséka est de 173 kilomètres. L'un et l'autre sont à voie unique ; sur les deux, le trajet s'effectue en neuf heures et demie. Sur le chemin de fer du Sud se remarquent les magnifiques ponts de Japoma et d'Edéa.

Au moment où la guerre a éclaté, les Allemands se proposaient de développer beaucoup leurs voies ferrées. Un projet, préparé par le gouvernement, allait être soumis au Reichstag à la session d'automne de 1914 et devait doter la colonie d'un réseau de 2.800 à 3.000 kilomètres de chemins de fer. Ce programme a été discuté et critiqué en dernier lieu au mois de juillet 1914 par M. Kolbe, dans une revue nouvelle : *La plus grande Allemagne*.

Le plan prévoyait le prolongement de la ligne Nord jusqu'à Fumban seulement. Des difficultés techniques s'opposent, au dire des ingénieurs, à son extension vers le nord, dans la direction de Garoua. Le chemin de fer du Sud devait être prolongé, par Akoafim, jusqu'à Ouesso. On envisageait pour l'avenir le prolongement vers Ipfondo, sur l'Oubanghi et la Nouvelle Anvers, de manière à raccorder à Douala le Congo navigable. A Mbamajo devait se détacher une seconde ligne conduisant par Bertoua à Nola ; comme pour la ligne précé-

dente, on prévoyait un prolongement futur jusqu'à l'Oubanghi, jusqu'à Singa. De Bertoua était tracée, en projet, une troisième ligne passant par Koundé et Reï-Bouba pour gagner Maroua et Mora. A cette ligne étaient rattachées par des embranchements, d'un côté Dikoa, Ngaoundéré et Tibati, de l'autre Kousseri et Goré. Des embranchements dirigés dans le sens de la latitude, faisait observer M. Kolbe, rendent peu de services parce qu'ils relient entre eux des pays de climats semblables. De plus pour Tibati et Ngaoundéré, villes situées à la lisière des pays d'élevage, il en résulterait cette anomalie que les marchandises destinées à la côte devraient d'abord prendre la direction opposée à celle-ci avant de subir un transbordement. Il serait préférable, pensait M. Kolbe, de desservir Tibati et Ngaoundéré au moyen du chemin de fer du Nord poussé jusqu'à Fumban. Ce chemin de fer devrait, il est vrai, descendre dans la vallée de M'ham pour remonter ensuite sur le plateau ; mais cet inconvénient ne serait-il pas compensé par l'avantage de trouver ici d'excellentes terres alluviales, propres aux plantations dont les produits alimenteraient le trafic. Et si le chemin de fer du Nord arrivait à Ngaoundéré pourquoi ne le continuerait-on pas jusqu'à Garoua ? On peut objecter que la section Ngaoundéré-Garoua serait plus difficile à construire et à exploiter que la section Koundé-Garoua, cependant les deux lignes auraient à descendre du plateau pour aborder la vallée de la Bénoué, et puis, à supposer que les dépen-

ses de construction fussent plus élevées dans le premier cas, les frais d'exploitation seraient moindres, le tracé, au départ de Douala étant plus court que par Yaoundé et Bertoua. Enfin ce prolongement du chemin de fer du Nord aurait sur le projet gouvernemental l'avantage de mieux ouvrir au commerce toute la partie occidentale de la colonie.

L'adoption de ce contre-projet aurait pour conséquence de rendre inutile la ligne Bertoua-Koundé. A celle-ci, M. Kolbe proposait de substituer une ligne allant directement de Bertoua à Goré ou à un autre point de la vallée du Pennde. Cette dernière permettrait de pacifier et de relier à la côte par le chemin le plus court les territoires nouvellement acquis. Pour ce motif, M. Kolbe repoussait le projet gouvernemental d'après lequel Goré était atteinte au moyen d'un embranchement suivant la vallée de la Wina. « La ligne Douala-Goré-Fort Archambault pourrait très bien dans l'avenir être une section d'un chemin de fer transcontinental dont la partie terminale existe déjà dans les chemins de fer du Soudan oriental. Si nous construisons ou si les Français construisent cette ligne jusqu'à Fort-Archambault il ne manquera que la section Fort Archambault-El-Facher-El-Obeïd pour la raccorder aux chemins de fer soudanais. La voie Fort-Archambault est la plus courte qui soit pour aller du centre des pays de Chari-Tchad à la côte. Aussi, M. Kolbe pensait-il que tous les produits de cette région seraient exportés par là et que le gouvernement français, lui-même, choisirait

cette route pour une partie, au moins, de ses transports.

« La partie du Cameroun située au nord de Gore serait-elle, ainsi, suffisamment ouverte au commerce ? se demandait M. Kolbe ; et il répondait que, pour en juger, il faudrait savoir jusqu'où le Logone est navigable. » « Dans l'assemblée générale de la société coloniale, l'on a dit qu'il ne faut pas trop compter sur la navigabilité des fleuves. C'est vrai. Ce n'est pourtant pas une raison pour ne pas faire étudier le Logone. La France a bien dépensé un million de francs pour étudier le Chari et ses affluents, preuve de la valeur qu'elle attribuait à cette voie navigable ». Dans le cas où le Logone ne pourrait être utilisé, M. Kolbe pensait que le mieux serait de construire un chemin de fer parallèle à cette rivière et menant à Léré ou à Binder, de manière à ouvrir le pays Laka « qui, d'après M. Solf, a plus de 2 millions d'habitants. La longueur totale du réseau aurait peut-être, par là, de 200 à 300 kilomètres de plus que la longueur prévue par le gouvernement ; mais, par ce moyen, l'on coloniserait les pays les plus peuplés et les plus avancés du Cameroun dans l'ordre économique ».

L'examen de ces projets de voies ferrées montre, d'abord, que le gouvernement et les coloniaux allemands n'avaient pas seulement en vue le Cameroun ; ils s'étaient proposés d'étendre la main-mise économique de l'Allemagne sur les colonies voisines, sur nos territoires du Chari-Tchad, sur le Moyen-Congo belge et même sur le Soudan oriental, s'assurant ainsi tous les avantages des

agrandissements territoriaux obtenus en 1911. En second lieu, la disposition des lignes projetées qui, vers l'ouest, se soudent en une artère maîtresse aboutissant à Douala, révèle l'intention du Gouvernement allemand de concentrer tout le commerce de la colonie dans cette ville dont il avait l'ambition de faire le plus grand port de toute l'Afrique Occidentale.

Lieux principaux. — Douala, siège du Gouvernement, est une ville bien tracée, aux larges rues plantées d'amandiers de Cayenne qui y font des voûtes de verdure.

Les maisons sont vastes et spacieuses mais le mauvais goût des Allemands s'y relève dans l'emploi simultané extérieur du bois et de la pierre. De plus, la plupart sont mal orientées et ne sont pas pourvues de vérandas.

Le système d'égouts est très bien compris.

Parmi les principaux monuments, on remarque les demeures actuelles du Commissaire de la République, du Commandant du Corps d'occupation, l'hôpital et la poste. Les missions catholiques et protestantes y ont des églises.

Kribi. — Port très important destiné à se développer rapidement.

Campo. — Troisième port du Cameroun après Douala et Kribi.

Yaoundé. — Nœud de routes très important. Pourvu d'un poste très bien aménagé devant lequel les Allemands avaient élevé une statue en bronze en l'honneur du major

Dominik qui a construit les routes principales partant de ce point.

Fumban. — Capitale du Bamun, ville de 20.000 âmes dont nous avons déjà parlé.

Citons enfin Ngaoundéré, centre important d'élevage, et Maroua, la capitale du nord et qui compte 10.000 habitants.

SECTION IV. — *Tableau de la condition des populations et des familles au temps de l'occupation allemande et pendant l'occupation française. — Tenure de la propriété. — Chiffre de la population.*

Sous l'occupation allemande, les populations ont été employées aux multiples travaux publics ou privés entrepris par leurs maîtres. Tour à tour, elles ont dû fournir aux sociétés agricoles des travailleurs dont le chiffre s'élevait à plus de 30.000. En même temps, d'autres indigènes étaient réquisitionnés pour la construction des chemins de fer, l'ouverture des routes, le transport des denrées de ravitaillement destinées aux postes du nord, l'approvisionnement des diverses factoreries européennes établies sur de nombreux points, l'embarquement et le débarquement des marchandises. Il n'est pas téméraire de dire que, partout, l'habitant du Cameroun devait quitter son village et les siens pour se mettre à la disposition du gouvernement impérial.

Ainsi les membres d'une même famille se trouvaient séparés par de longues distances. Les villages étaient surtout habités par les vieillards, les femmes et les enfants en bas âge.

C'est dans ces conditions qu'est survenue la guerre. Pour se soustraire à ses conséquences, au ressentiment de son maître dont il désertait la cause en souvenir du dur régime imposé, l'indigène a demandé asile à la forêt pendant toute la période des troubles.

Mais aujourd'hui, le calme étant revenu, l'exilé a pu reprendre sa place au foyer. Depuis 1916 en effet, notre administration lui ménage une entière sécurité. D'autre part, il n'est plus astreint à une servitude aussi pénible que celle de jadis et il a le temps de s'adonner à des cultures ou à des travaux de son choix. La famille se reconstitue pour le bien du pays et de la race.

Aucun recensement n'a encore été fait de la population des territoires du Cameroun occupés par nos troupes. Des renseignements officieux l'évaluent à un peu plus de deux millions.

L'agriculture est, nous l'avons constaté, très en honneur et semble devoir ménager pour l'avenir les meilleurs résultats. Il importe, en conséquence, d'indiquer le mode de tenure de la propriété.

Parmi les tribus si nombreuses qui peuplent le Cameroun, on ne peut pas faire une analyse complète et fidèle du régime de la propriété qui entraînerait de longs détails incompatibles avec les proportions de

cette étude. Leurs coutumes varient, du reste, suivant leur degré de civilisation, selon leur éloignement ou leur proximité d'un groupement européen. Mais, d'une manière générale, on peut dire que toute la terre appartient au chef ou roi. C'est lui qui possède le domaine éminent, comme le seigneur français du temps de la féodalité. Il le donne à cultiver à son sujet qui lui paie une redevance fixe et qui se trouve jouir ainsi du domaine utile.

Le même sol n'est cultivé que pendant deux ou trois ans de suite. Ce laps de temps passé, comme la terre n'a reçu aucun engrais, elle n'est plus assez fertile pour produire les récoltes attendues. On l'abandonne, en conséquence, et l'on va brûler une partie vierge de la forêt et de la savane qui assurera, dès qu'elle sera sommairement travaillée et sous l'action de la cendre obtenue, de bonnes moissons.

Dans certaines contrées, Yaoundé par exemple, la terre est cultivée par des hommes. Dans d'autres, au contraire, comme Bana, ce travail est réservé aux femmes.

Toutefois, généralement, l'homme accomplit les travaux de culture et de portage ; à la femme sont réservés les besognes de cuisine et les ventes ou achats aux marchés.

La condition de la famille est encore loin d'être favorable. En effet, le chef s'approprie une grande partie des biens de ces sujets. D'autre part, chez certaines

tribus, le port d'un costume est l'apanage exclusif du roi. Aussi les hommes sont simplement vêtus d'un morceau d'étoffe qui leur cache les organes génitaux. Quant aux femmes, à Bana par exemple, elles sont complètement nues. Il faut bien dire, d'ailleurs, que dans ce pays qui a pratiqué si longtemps la traite des femmes, elles sont encore un peu regardées comme des bêtes de somme destinées à enrichir le mari. L'administration française s'attache insensiblement à amener l'indigène à une conception plus humaine des choses.

On voit le costume par trop sommaire qui est réservé aux habitants. Or, dans tout le Cameroun, les nuits sont parfois très fraîches. On comprend ainsi les maladies qui peuvent survenir à la suite du moindre changement de température. La mortalité est, en conséquence, très grande parmi les enfants et si ces races n'étaient pas prolifiques comme elles sont, elles ne tarderaient pas à disparaître. Chaque famille compte en moyenne quatre ou cinq enfants. L'homme peut avoir autant de femmes qu'il peut payer de dots au père de chacune d'elles. La polygamie est ainsi de règle ; la première femmes jouit cependant de droits spéciaux.

En somme, de grands efforts seront encore nécessaires pour initier les indigènes à une meilleure conception de l'existence. Ces réformes ne peuvent pas être l'œuvre d'un jour ; elles doivent s'accomplir d'une manière lente et progressive car on ne change pas impunément, d'une minute à l'autre, les mœurs d'un pays. Mais, dès main-

tenant, l'administration française et son auxiliaire, le médecin, s'attachent à introduire insensiblement dans les mœurs et coutumes indigènes plus de confortable et plus d'humanité.

SECTION V. — *Résumé comparatif des procédés de l'administration allemande et de ceux de l'administration française. — Conclusions.*

Nous arrivons ainsi au terme de cette étude. Dans toutes les parties que nous avons traitées, nous nous sommes attaché à faire ressortir tour à tour les méthodes employées par les administrations française et allemande dans leur tâche colonisatrice. Il nous est ainsi possible de résumer les observations que nous avons faites et de déduire les conséquences qui en découlent.

A peine en possession des vastes territoires du Cameroun, l'Allemagne, comme partout, a visé au colossal sans se préoccuper le moins du monde de l'équité des moyens à employer. Son seul but a été d'avoir à sa disposition des terres nouvelles qui offrissent pour ses capitaux un placement rémunérateur et pour l'activité de ses colons un champ d'action suffisant. C'est pour ce motif que le gouvernement qui la représente attire de nombreuses sociétés qui vont se livrer à l'exploitation intensive d'un sol fertile entre tous. Une main-d'œuvre formidable est alors nécessaire et l'administration se voit

obligée, pour éviter des conflits sans cesse renaissants, de la recruter elle-même. De tous les côtés de la colonie, elle mande, elle réquisitionne des travailleurs pour donner satisfaction aux demandes des colons allemands. Leur nombre s'accroît sans relâche et, à la veille de la guerre, le chiffre de 30.000 était accusé. Arraché à son village, éloigné de sa famille, l'habitant est obligé d'aller au loin travailler pour son maître.

Mais d'autres indigènes sont encore nécessaires pour le transport des marchandises, pour le portage, les services de l'administration, l'exécution des travaux publics et privés.

Les plaintes que soulève un pareil recrutement parviennent enfin à émouvoir l'autorité qui cherche à remédier à cette situation. En plusieurs endroits également éclatent des révoltes qu'il faut durement réprimer. L'Allemand comprend alors qu'il convient de faire une place plus grande à la culture indigène et que l'intérêt de la colonie exige que l'habitant ne soit pas transporté loin du lieu où il est né. Mais pour contenter à la fois les nombreuses sociétés qu'il a attirées et l'indigène à qui il va demander un rôle nouveau, il songe, à la veille de la guerre et devant la pénurie en hommes qu'il a créée, de recourir à la main-d'œuvre chinoise. Lui-même proclamait ainsi la faillite de sa colonisation.

Il n'est pas téméraire de dire que l'administration française n'aurait jamais consenti à employer une telle méthode. Toujours, en pénétrant dans un nouveau pays,

elle a regardé comme un devoir primordial d'y introduire, d'emmener avec elle, les procédés de douceur, de bonté et de justice. A l'indigène dont elle prend le sort entre les mains, elle garantit des droits. Sans doute elle sait que l'occupation d'un pays exige de grands sacrifices et qu'il importe d'indemniser au plus tôt la métropole des avances consenties. Elle n'oublie pas qu'il faut aider le mieux possible les colons qui affrontent les risques d'une entreprise, les rigueurs du climat pour, à la fois, augmenter leur pécule et faire connaître la France. Mais elle n'aurait pas voulu se charger elle-même du recrutement des travailleurs et les mettre ainsi, dans des conditions pécuniaires plus avantageuses, à la disposition des sociétés. Pour sa part, elle n'aurait pas visé uniquement à montrer par des statistiques que le commerce de la colonie s'élevait dans de très notables proportions. Elle aurait craint, au contraire, qu'une marche ascendante aussi rapide ne fit supposer qu'il était obtenu par un effort trop grand imposé à l'indigène et qu'on n'incriminât, avec juste raison, son manque de tact et de mesure. Aussi dès qu'elle a administré le Cameroun, elle a pris le sage parti de favoriser sans doute le colon européen mais de faire appel surtout à l'initiative de l'indigène en lui donnant l'assurance qu'il trouvera pour tous ses produits le meilleur placement.

La législation coloniale dénote chez l'Allemand le même état d'esprit. Certes, il prend de nombreux arrêtés pour déterminer à la fois, et de la manière la plus pré-

cise, les droits de l'employeur et de l'employé. Mais ce n'est pas un sentiment humanitaire qui le guide : il est pris dans l'engrenage où il s'est engagé. Il s'est chargé de la lourde besogne de recruter les tiraillleurs et, pour l'alléger, il la réglemente à l'infini. Quand sa responsabilité n'est pas en jeu, le gouvernement n'intervient pas en effet avec le même zèle. Au contraire, il semble vouloir se décharger de son rôle de justicier. Il laisse à peu près libre cours aux tribunaux indigènes qui se développent sans cesse et il ferme l'oreille aux nombreuses réclamations qu'entraînent leur partialité et leur vénalité. S'il proscriit d'une manière officielle la torture, s'il réglemente l'application de la peine de mort, il les laisse appliquer en secret par ses représentants des postes lointains. Il maintient à sa honte dans son code les châtimens corporels et le fouet. A Yaoundé, tout près de la case que nous avons longtemps habitée, existe encore la potence où chaque dimanche étaient exécutés les indigènes qui avaient eu maille à partir avec la justice. Dans tous les endroits que nous avons visités, Bana, Somo, Fumban, Yaoundé, Ebolowa, nous avons réuni des preuves irréfutables de la cruauté sanguinaire de notre ennemi.

Tout autre a été le rôle de l'administration française. Nous avons tenu à analyser les très nombreux arrêts qui ont trait à la justice et qui montrent éloquemment l'importance que nous attachons à cette partie de notre tâche. Les châtimens corporels, le fouet ont été abolis

dès notre prise de possession. Seul le chef de l'Etat a qualité pour décider de l'application de la peine de mort. Le Commissaire de la République et le Président du Tribunal civil n'hésitent pas à contrôler minutieusement tous les jugements rendus et qu'ils n'homologuent qu'à bon escient.

L'indigène a su si bien reconnaître nos efforts et il a une telle idée de notre impartialité qu'il nous a supplié de le délivrer de ses tribunaux indigènes. Instamment, il a demandé que l'administration française remplaçât son chef ou du moins fut appelée à le contrôler. Sur ses prières, les tribunaux purement indigènes sont à la veille de disparaître définitivement du Cameroun. Nulle constatation ne saurait mieux faire ressortir la grandeur du rôle que nous avons rempli.

Sans doute, l'administration allemande avait organisé d'une manière très rationnelle le service sanitaire. Mais, là encore, l'intérêt l'avait guidé et il ne faut pas y chercher trace d'un sentiment de bonté, de bienveillance et de pitié. Au moment où elle perfectionne le plus le côté médical de son œuvre, il ne faut pas oublier que ce bétail humain qui lui est si nécessaire s'épuise et se fait rare. Il importe, en conséquence, de le soigner dans les meilleures conditions pour retarder l'heure de l'échéance fatale où il faudra faire appel à la main-d'œuvre étrangère. De là, la prescription de l'envoi d'un médecin, de la création d'un hôpital et d'une pharmacie auprès de chaque plantation. Autrefois, le vieux Caton recomman-

dait de bien soigner les esclaves pour en tirer le meilleur rendement.

Pour l'administration française, au contraire, le service sanitaire est au plus haut point une méthode de véritable colonisation. L'assistance indigène est mise au premier rang de sa tâche. Dans chaque circonscription, un médecin est placé, nous l'avons vu, pour soigner les habitants au même titre que les Européens. Par des tournées constantes, il parcourt les villages, pratiquant des vaccinations, donnant des conseils. Il devient le collaborateur indispensable du chef de la circonscription ; il lui attire les sympathies de ses administrés et facilite ainsi singulièrement son rôle. Avec une véritable émotion, nous nous souvenons de ce propos de Foné, roi de Bana, qu'il tint un jour à nous-même. « Tu peux me demander tout ce que tu voudras car ton médecin a sauvé mon enfant ».

Si nous passons à l'instruction, au temps de l'occupation allemande, nous voyons que, pour la développer, le gouvernement se borne à établir quatre écoles officielles qui ne donnent asile qu'à un nombre infime d'élèves. Il laisse ensuite aux missions de nationalités différentes qui se trouvent sur son territoire le soin d'en créer de nouvelles. Ainsi il se désintéresse, ou à peu près, d'une mission sacrée entre toutes pour un peuple colonisateur vraiment digne de ce nom. Tel a été son effort en cette matière pendant une trop longue occupation.

Depuis deux ans et demi à peine, la France s'est véritablement chargée de l'administration de ce pays et nous avons vu le grand nombre d'écoles officielles qui ont déjà été créées. Des inspections fréquentes sont faites pour s'assurer de leur bon fonctionnement et nous ne trahisons aucun secret en disant qu'au cours de ses nombreuses tournées, le Gouverneur Commissaire de la République consacre de longues heures à interroger les élèves. Bien plus, par les méthodes d'enseignement qu'elles reçoivent, par les leçons sur l'hygiène qui leur sont données, nous voulons faire comprendre aux jeunes générations tous les bienfaits de notre tâche civilisatrice. Une surveillance discrète est exercée sur les écoles libres qui sont invitées à donner un enseignement qui se rapproche le plus possible de l'enseignement officiel.

Autant le chef allemand s'attachait à se montrer dur et hautain envers ses administrés, autant, au contraire, le chef français a recours à la douceur, à la bonté, à la patience. Certes, à l'occasion, il sait faire preuve d'une sévérité d'autant plus inflexible qu'elle a été très longtemps contenue, mais il ne la prend pas pour règle de conduite en tous points. Nos représentants savent, par la longue expérience coloniale de la grande puissance dont ils sont les fils, que ces races primitives, dépourvues de nerf, ne connaissent pas la colère et l'emportement et qu'elles regardent comme de véritables fous ceux qui s'y livrent. Aucun d'eux, en conséquence,

n'aurait consenti à signer cette proclamation que nous avons lue et qui existe encore sur les murs du poste d'Ebolowa.

« Avis à tous les habitants d'Ebolowa et de Kribi. Je dis ceci : lorsque les Anglais et les Français viendront dans le pays, vous devez tous vous enfuir dans la forêt.

Ceux qui resteront dans leurs villages ou iront au devant des Anglais ou des Français seront tous tués par moi, hommes, femmes et enfants.

Je tuerai également ceux qui fourniront des vivres, indiqueront les chemins ou serviront de porteurs.

Dieu a donné le Cameroun aux Allemands. Il a dit que nous le garderions toujours. Nous ne partirons donc pas.

Les soldats allemands dévastent actuellement le pays des Français et des Anglais : aussi la guerre sera-t-elle finie dans deux mois. Vous ne devez pas avoir peur. Je vous répète que ceux qui aideront les Français et les Anglais seront tués, parce que je suis plus fort que tous.

Je vous salue,

VON HAGEN,

Le terrible d'Ebolowa ».

On voit ainsi la différence des procédés employés en toutes ces matières par les deux administrations. Au Cameroun, l'Allemagne a prouvé qu'elle était incapable, par la nature uniquement mercantile de l'esprit de ses représentants, leur brutalité, leur manque de tact et de

mesure, leur égoïsme, d'accomplir une tâche civilisatrice. Une fois de plus, au contraire, la France a montré qu'elle était digne à tous les égards de prendre possession de ce pays et de le guider dans une meilleure voie.

Tenant compte du sang qu'ont versé ses soldats pendant la période de la conquête, de l'admirable sagesse dont, sous la haute direction du gouverneur Lucien Fourneau, l'administration française a fait preuve depuis trois ans et qui vient d'apporter l'apaisement et le calme, se souvenant de la part prépondérante prise jadis par ses explorateurs, la Conférence de la Paix, nous en avons le ferme espoir, attribuera définitivement le Cameroun à la France. Trait d'union naturel entre la côte et le Tchad, sa possession apportera encore un surcroît de vie à notre Congo qui, sans lui, est un corps sans âme. En outre, par la fertilité de son sol, la richesse de ses forêts, les facultés d'assimilation de ses habitants il comptera bientôt parmi les fils les plus aimés de la mère-patrie et deviendra à bref délai un des plus beaux fleurons de sa couronne coloniale.

VU :

Le Président de la thèse,

PAÛL LESEUR.

VU :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le Vice-Recteur :

L'Inspecteur de l'Académie,

ISTRIA.

BIBLIOGRAPHIE

Archives des postes de Bana, d'Ebolowa et de Yaoundé.

Bulletin mensuel de l'Afrique française de 1905 au 1^{er} février 1919 inclusivement.

Bulletin du Congrès d'agriculture coloniale (Communication de M. le gouverneur Fourneau).

A. CHÉRADAME. — Les colonies et la colonisation allemandes.

C. FIDEL. — L'Allemagne d'outre-mer.

C. FIDEL. — La paix coloniale française.

Journal officiel du Cameroun du 1^{er} novembre 1916 au 1^{er} février 1919 inclusivement.

L'Illustration. — Histoire de la conquête du Cameroun, nos des 5 et 19 février 1916, du 23 septembre 1916.

Les colonies allemandes d'Afrique. — Rapports consulaires anglais 1915-1916.

R. LOBSTEIN. — Essai sur la législation coloniale de l'Allemagne.

MARÉCHAL. — Histoire contemporaine.

F. ROUGET. — L'Afrique Equatoriale illustrée.

STANLEY. — A travers les ténèbres de l'Afrique.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION. — Principaux faits qui ont marqué la conquête du Cameroun.	3

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Eléments de géographie physique. — Orographie. — Altitude moyenne des montagnes. — Hydrographie. — Historique. — Explorations. — Mis- sions. — Traités.	23
CHAPITRE II. — Climat. — Saisons. — Vents dominants. — Pluie. — Grêle. — Orages. — Flore. — Faune. — Races. — Hygiène. — Santé publique	40

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — L'agriculture lors de l'occupation allemande. — Sociétés. — Cultures indigènes. — Cul- tures d'intérêt local. — Cultures d'exportation. — Sta- tistiques, élevage. — Etat actuel de l'agriculture. — Ave- nir de l'agriculture du Cameroun	53
CHAPITRE II. — L'industrie lors de l'occupation allemande. — Ses résultats. — L'industrie indigène. — Ses résul- Marabail	42

	Pages
tats. — Etat actuel de l'industrie. — Avenir réservé à l'industrie par l'exploitation des richesses du pays. . .	75
CHAPITRE III. — Le commerce lors de l'occupation allemande. — Ses voies, ses provenances, ses directions. — Statistiques. — Chemins de fer, caravanes, bateaux. — Monnaies. — Mesures. — Poids. — Etat actuel du commerce. — Avenir réservé au commerce au Cameroun	81

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Section I.</i> — Bases générales sur lesquelles repose l'administration française du Cameroun. — Organisation. — Notions sur l'administration allemande	91
<i>Section II.</i> — Bases générales sur lesquelles repose l'administration militaire française. — Organisation. — Notions sur l'organisation militaire allemande	97
<i>Section III.</i> — Rôle militaire du commandant du corps d'occupation, des chefs de Bataillon commandants de région, des chefs de circonscription, de subdivision et de poste. — Notions sur le rôle militaire des troupes allemandes du Cameroun	101
CHAPITRE II. — <i>Section I.</i> — Rôle administratif du commandant de circonscription et de subdivision : justice, routes, travaux publics, service sanitaire, commerce, industrie, agriculture, budget, missions, état-civil, sequestre. — Manière de procéder en ces matières de l'administration allemande	107
<i>Section II.</i> — Rôle de l'administration indigène. — Nomination des fonctionnaires. — Leurs attributions. — Manière de procéder en cette matière de	

	Pages
l'administration allemande et de l'administration française	149
<i>Section III.</i> — Moyens de communication. — Routes. — Navigation. — Chemins de fer. — Projets de voies ferrées. — Lieux principaux	153
<i>Section IV.</i> — Tableau de la condition de la population et des familles au temps de l'occupation allemande et pendant l'occupation française. — Tenure de la propriété. — Chiffre de la population . .	161
<i>Section V.</i> — Résumé comparatif des procédés de l'administration allemande et de ceux de l'administration française. — Conclusions	165



